

’
François de Szy

Evolution de l’opinion
publique hongroise
face à l’adhésion à l’UE

eurypa

Institut européen de l’Université de Genève

Le catalogue général
des publications est disponible
sur le site de de l'Institut européen:

www.unige.ch/ieug

Publications **eurypa**

Institut européen de l'Université de Genève
2, rue Jean-Daniel Colladon ♦ CH-1204 Genève

télécopie/fax +41 22-705 78 52
courriel/e-mail: **Marie-Helene.Houze@ieug.unige.ch**

eurypa vol. 14-2002

ISBN 2-940174-14-8

ISSN 1421-6817

© Institut européen de l'Université de Genève
Juin 2002

,

A Valentina

Table des matières

Introduction	ix
CHAPITRE I^{ER}	
Historique du rapprochement de la Hongrie à l'UE	
	1
CHAPITRE II	
La position de l'élite face à l'adhésion	
Les élections de 1990	13
Le Gouvernement Antall et la Communauté européenne	15
Les élections de 1994	17
Le Gouvernement Horn et l'Union européenne	18
La position du gouvernement et des partis politiques jusqu'en 1998	21
Les élections de 1998	26
Le Gouvernement Orbán et l'Union européenne	27
La position du gouvernement et des partis politiques face à l'UE après les élections de 1998	29
La position de l'élite à l'égard de l'UE selon les sondages d' <i>Eurobaromètres pour l'Europe centrale et de l'Est</i>	35
CHAPITRE III	
La position de la population face à l'adhésion	
Présentation des sondages d'opinion utilisés	39
L'image de l'Union européenne selon les sondages d' <i>Eurobaromètres</i>	41
La question de l'information	42
Niveau d'intérêt et de connaissance de la population à l'égard de l'UE	44
L'image de l'UE selon les sondages d'opinion réalisés par les instituts nationaux hongrois	45
L'intention de vote lors d'un référendum sur l'UE	47
Raisons du décalage entre image et intention de vote	52
L'intention de vote selon l'affiliation partisane	55

Scénarios qui pourraient affaiblir le soutien à l'UE	56
Faut-il fixer une date d'adhésion précise ?	58
Quelle sera la date d'adhésion la plus probable selon la population ?	60
Bénéfices et craintes de l'adhésion	62
Les partisans de l'intégration	65
Les opposants à l'adhésion	70
Personnes n'ayant pas atteint un haut niveau de scolarité	73
Fonctionnaires gouvernementaux ou nationaux ne gérant pas les contacts avec l'UE	73
Le secteur agricole	73
Les raisons de l'opposition à l'adhésion	75
La perte de souveraineté	76
La crainte d'une domination extérieure	77
La perte de sécurité intérieure	80
Un problème de communication entre le gouvernement et les citoyens ?	81
Les conséquences de la mise en place des frontières Schengen	83
La question des minorités	85
Conclusion	91
Bibliographie	97

Liste des tableaux

Tableau I – L'image de l'UE en Hongrie entre 1990 et 1997 en %	41
Tableau II – Répartition des voix lors d'un référendum hypothétique sur l'adhésion à l'UE, en %	52
Tableau III – Estimation de la date d'adhésion de la Hongrie à l'UE selon la population en % (en septembre/octobre 2000)	62

Introduction

Le but de ce travail est d'aller au-delà de l'idée reçue selon laquelle la Hongrie, comme tous les autres pays d'Europe centrale et orientale (PECO), rêve de devenir membre de l'Union européenne (UE) et ferait n'importe quoi pour atteindre ce but. Cette situation s'était présentée tout de suite après l'effondrement du bloc soviétique, alors que les Hongrois ne connaissaient guère la Communauté européenne (CE) et que celle-ci était associée par tout le monde à une prospérité facilement réalisable. Cependant, à l'heure actuelle, la donne a changé quelque peu. A la faveur de l'amélioration de la situation économique et politique de la Hongrie qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique, des forces d'opposition à l'UE ont vu le jour. Aujourd'hui, le soutien à l'UE n'est plus unanime comme au début de la décennie passée. Ce travail se donne pour objectif d'étudier les causes qui sont à la base de cette baisse de soutien, et d'analyser ces forces d'opposition de manière à pouvoir juger leur portée réelle.

Afin d'étudier l'ampleur de ces nouvelles forces d'opposition, il est nécessaire de considérer séparément l'élite et le reste de la population, car des forces d'opposition se sont formées dans ces deux catégories de la société.

Avant d'étudier l'élite et le reste de la population, le premier chapitre se propose de décrire les étapes qui ont marqué le rapprochement de la Hongrie à l'UE.

Au cours du chapitre concernant l'élite, je cherche en premier lieu à fournir un panorama de l'évolution de l'échiquier politique au cours de ces dix dernières années en analysant les trois élections post-communistes de 1990, 1994 et 1998.

Le but du deuxième chapitre est de découvrir l'idéologie des partis parlementaires et du gouvernement et leur attitude par rapport à l'adhésion à l'UE. Ce travail est effectué à l'aide de débats politiques, sondages d'opinion, articles de journaux et de revues, sites Internet des partis politiques et du gouvernement et publications des partis.

Il s'agira donc de découvrir si tous les partis représentés au Parlement sont favorables à l'adhésion ou si certains s'y opposent. Dans ce cas-là, il faudra étudier de plus près l'idéologie des partis opposés à l'adhésion afin de pouvoir comprendre et analyser leurs craintes et leurs revendications.

Il sera également important de définir la période exacte de l'apparition des forces d'opposition et de leur éventuel renforcement avec l'entrée au Parlement. Ceci est fondamental parce que l'apparition d'une force d'opposition à l'UE peut être liée à un phénomène particulier qui se produit au sein de la société. L'émergence d'une force d'opposition à l'UE est-elle le reflet de l'aggravation du niveau de vie? Pouvons-nous affirmer que, lorsque la situation économique des ménages s'aggrave, les opposants à l'adhésion arrivent à diriger plus facilement l'opinion publique contre l'UE? Les périodes de crise interne sont-elles exploitées par les opposants à l'UE qui font croire à la population que tous les problèmes sont dus aux exigences dictées par l'adhésion et non pas à l'inévitable processus de transformation que le pays doit traverser?

Ensuite, il est nécessaire de savoir quels changements ont eu lieu au cours de cette dernière décennie dans l'idéologie des partis parlementaires. Des partis qui étaient favorables à l'adhésion au début des années quatre-vingt-dix ont-ils changé de position par la suite? Souvent, nous entendons dire que les partis politiques étaient obligés à jouer la carte de l'Europe au début de la transition s'ils entretenaient un espoir quelconque d'obtenir un rôle important sur la scène politique. Nous voulons donc découvrir si les partis issus du changement de régime instrumentalisaient la question européenne pour gagner de l'importance. Cette question est fondamentale, car c'est un indicateur important de la force du soutien des partis politiques à l'élargissement.

Il faut également voir si les partis favorables à l'adhésion diffèrent en ce qui concerne la stratégie et la durée du processus d'intégration.

Toujours dans ce chapitre, je cherche à connaître la position du gouvernement actuel à l'égard de l'adhésion, et, bien entendu, celle des deux gouvernements précédents. La position des trois gouvernements post-communistes est analysée à l'aide des discours prononcés par le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères.

A l'aide des *Eurobaromètres de l'Europe centrale et de l'Est (EECE)*, j'analyse, par la suite, l'image et le soutien de l'élite au sens large au projet d'adhésion. Cette partie de l'analyse n'est pas seulement confinée aux partis politiques et au gouvernement: par élite au sens large j'entends également les décideurs et les leaders d'opinion, comme les académiciens, les intellectuels, les membres des organisations non-gouvernementales (ONG), les membres des gouvernements locaux, ainsi que les journalistes et le secteur privé.

Le but de cette section est de mesurer le soutien de l'élite au projet d'adhésion afin de pouvoir le comparer au niveau de soutien du reste de la population. En quoi, l'image de l'UE auprès de l'élite est-elle différente de

celle du reste des personnes? Les élites intellectuelles, politiques et économiques sont-elles plus favorables à l'intégration par rapport au reste de la population? Le nombre d'indécis parmi les élites est-il plus bas que parmi la population?

Une critique qui est souvent formulée à l'égard des PECO est que le processus d'intégration est conduit par l'élite (*elite-driven*) et que la population n'a qu'un rôle de spectateur. A travers l'étude de l'intérêt, des connaissances et du niveau d'information de la population à l'égard de l'UE, ce travail cherche à découvrir si le soutien de la population hongroise au projet d'adhésion est authentique et spontanée ou si la population soutient l'adhésion à défaut de mieux. Bref, nous voulons savoir si la population est impliquée dans le processus d'élargissement ou si elle a le sentiment que l'adhésion aura lieu de toute façon, quoi que l'on fasse.

En ce qui concerne le troisième chapitre, ce travail se fixe pour objectif de fournir un cadre exhaustif de l'image, du soutien, des intentions de vote, des bénéfices et des craintes, ainsi que du niveau d'information, de connaissance, d'intérêt et d'implication de la population hongroise à l'égard de l'adhésion. Il est désormais essentiel de connaître et d'étudier le niveau de soutien de la population hongroise au processus d'intégration, car c'est la population qui devra se prononcer par référendum sur l'adhésion.

Il s'agira en premier lieu d'analyser l'image que les citoyens hongrois ont des buts et des activités de l'UE. L'image de l'UE est-elle également à la baisse et reflète-t-elle la diminution des intentions de vote favorables? Ce travail est effectué à l'aide des huit *EECE* et des quatre sondages réalisés au niveau national.

Par la suite, ce travail se concentre sur l'interprétation des pourcentages d'avis "positifs", "négatifs", "neutres" et "indécis" concernant l'image que les citoyens hongrois ont des buts et des activités de l'UE. Je cherche à expliquer les racines de l'image négative que certains ont de l'UE et à comprendre si l'image des buts et des activités de l'UE est perçue de manière différente auprès des classes qui composent la société. En d'autres mots, y a-t-il un lien entre la classe sociale et l'opinion à l'égard de l'UE? Je me demande si certains pourcentages assez anormaux (trop d'indécis) peuvent être causés par un manque d'information, d'intérêt et de connaissances et si nous pouvons tracer un profil des groupes socio-démographiques les plus informés.

L'étude du niveau d'information, d'intérêt et de connaissance de la population à l'égard de l'UE est fondamentale, car elle nous permet de savoir si le soutien hongrois est basé sur des considérations émotionnelles et instinctives ou sur des connaissances acquises, voire des certitudes.

Un élément essentiel tout au long de ce chapitre sera l'analyse et la comparaison entre les sondages mandatés par la Commission européenne et les sondages effectués par les instituts nationaux hongrois. Cette comparaison apporte une valeur ajoutée à la recherche dans ce domaine, car elle nous permet de savoir si l'influence du gouvernement se fait encore sentir dans l'élaboration des sondages d'opinion hongrois. Les PECO sont souvent critiqués à cause de l'influence et de l'implication du gouvernement dans les *mass media*. Si les deux types de sondages se reflètent, nous pourrions renforcer les bases sur lesquelles on construit l'analyse et affirmer enfin que le rôle du gouvernement au sein des *mass media* est en train de perdre de l'importance.

Après avoir analysé l'image qu'ont les Hongrois de l'UE, je me penche sur l'étude des intentions de vote de la population lors d'un référendum concernant l'adhésion à l'UE. Un fois affirmé que le soutien à l'UE était plus fort au début de la transition, je recherche et j'analyse les causes à la base de cette baisse du soutien populaire. Cette baisse du soutien à l'UE reflète-elle l'augmentation de la confiance en soi de la Hongrie? Est-elle due à une maturation des attentes de la population à l'égard de l'adhésion? Cette démythification de l'UE n'est-elle qu'un processus naturel visant à normaliser le soutien exagéré et très émotionnel des premières années de la transition? Ou encore, cette baisse est-elle la conséquence de la désillusion des Hongrois face aux lenteurs du processus d'élargissement?

En outre, j'essaie de comprendre si les personnes qui ne voteraient plus de manière favorable lors d'un référendum ont adopté une position ouvertement défavorable à l'égard de l'UE, ou s'ils se réfugient dans les camps des neutres et des indécis. En d'autres termes, j'étudie la redistribution des intentions de vote dans les catégories suivantes: "favorable", "défavorable", "neutre", "indécis", "ne sait pas", "ne voterait pas".

Par la suite, les intentions de vote de la population sont mises en rapport avec l'affiliation partisane et l'orientation partisane en général. Au cours de cette partie, je me propose de vérifier si les intentions de vote sont influencées positivement ou négativement par l'appartenance à un certain parti ou par l'activité politique en général.

J'analyse en outre une série de scénarios qui pourraient affaiblir ultérieurement le soutien des Hongrois à l'adhésion, comme par exemple: un glissement ultérieur de la date d'adhésion, la montée de la popularité du Parti de la justice et de la vie ou l'émergence de nouvelles forces d'opposition à l'UE, l'intensification et l'augmentation du degré de difficulté des négociations à cause du rapprochement de l'échéance, la question des dérogations, la bombe à retardement que constituent les indécis et l'importance de souligner la différence entre les inévitables conséquences

négligentes de la transformation interne et les ajustements nécessaires pour se conformer aux conditions requises par l'UE. Cette section prend la forme d'un avertissement au décideurs de l'UE pour qu'ils ne tiennent pas pour acquis la volonté des Hongrois d'adhérer à n'importe quelle condition et à n'importe quelle date.

Les deux sections suivantes approfondissent la question de la date d'adhésion. La première présente les avantages et les inconvénients que comporte l'établissement d'une date d'adhésion précise du point de vue de l'UE et de la Hongrie. La deuxième porte sur l'estimation de la date d'adhésion par la population hongroise. À l'aide des quatre sondages d'opinion nationaux, nous essayons de comprendre quelle est, aux yeux des Hongrois, la date d'adhésion la plus probable et comment cette date d'adhésion évolue avec le temps.

Ensuite, j'analyse les espérances et les craintes, les avantages et les désavantages qui motivent les Hongrois à prendre une position favorable ou défavorable à l'égard de l'UE. Qu'est-ce qui motive la population à soutenir l'adhésion? Les bénéfices économiques qui en dériveront? Les bénéfices politiques? L'aspect de sécurité? Les bénéfices attendus sont-ils figés ou évoluent-ils avec le temps? Grâce aux réponses données à ces questions, nous pouvons comprendre comment l'UE est perçue par les Hongrois: est-elle vue comme une entité économique, politique, sécuritaire, etc.?

Mon travail cherche d'ailleurs à fournir une description détaillée des personnes qui plébiscitent l'adhésion et des personnes qui s'y opposent. Qui sont donc les supporters les plus acharnés de l'adhésion? Qui en sont les opposants les plus fervents? Est-il possible de les séparer en deux groupes selon des facteurs tels que le sexe et l'âge et d'autres éléments sociologiques, économiques, politiques, culturelles et géographiques bien définies? En d'autres mots, les supporters et les opposants à l'adhésion présentent-ils des traits typiques qui influencent leur positionnement par rapport à l'UE?

Le travail s'achève avec un approfondissement de l'étude des craintes de la population hongroise à l'égard de l'adhésion. Cette analyse a comme objectif de fournir des indications pour comprendre d'où pourrait provenir une ultérieure opposition au projet d'adhésion et de découvrir de quels arguments se servent les opposants pour justifier leur refus envers l'intégration.

Les questions les plus sensibles sont considérées au cours de cette section, à savoir: la perte de souveraineté; la dilution de la langue et de la culture hongroises; l'affaiblissement de l'identité culturelle et des valeurs nationales hongroises; la crainte d'une domination culturelle, politique, économique et militaire extérieure et, par conséquent, l'assimilation de l'Union soviétique à l'UE; la perte de la sécurité intérieure à cause de

l'amplification de phénomènes sociaux pathologiques comme l'alcoolisme, le commerce et la dépendance de la drogue, le crime organisé, la corruption, les suicides, etc.; les problèmes de communication entre le gouvernement et les citoyens et le conséquent manque de familiarité de la part de la population en ce qui concerne la question européenne; les problèmes posés par l'introduction des frontières Schengen; enfin, bien entendu, la question très délicate des minorités hongroises dans les pays limitrophes.

Mon hypothèse finale est que la Hongrie n'adhérera certainement pas à l'UE avant 2004 et que les forces d'opposition présentes de manière limitée aujourd'hui s'intensifieront avec le temps. C'est pour cette raison que la dernière section est fondamentale, car elle nous aide à identifier les prochains groupes de pression contre l'UE.

CHAPITRE Ier

Historique du rapprochement de la Hongrie à l'Union européenne

Jusqu'à la moitié des années quatre-vingts, les seuls rapports entre la CE et la Hongrie s'établissent à travers le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), où la Hongrie est obligée à se conformer à la politique imposée par l'Union soviétique aux pays membres du CAEM¹. Pourtant, en dépit de l'interdiction faite par l'Union soviétique à tous les pays membres du CAEM d'établir des contacts avec la CE, nous pouvons quand même assister à plusieurs tentatives de rapprochement entre la Hongrie et la CE au fil des années.

Au début des années soixante, la Hongrie cherche un moyen d'établir un dialogue avec la CE en proposant, au sein de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU, de mettre en place un comité chargé de l'étude des effets de l'intégration communautaire. En 1961, la Hongrie instaure un tarif douanier dans le but de se doter d'un instrument de négociation avec la Communauté européenne.

En 1968, le premier ministre hongrois Jenő Fock reconnaît que "le Marché commun est un fait" et ajoute:

"Puisque nous sommes toujours réalistes, nous devons reconnaître son existence, si nos relations commerciales exigent que nous nous rendions dans un des bureaux du Marché commun à Bruxelles, nous ne considérerons pas un tel cas comme une renonciation à nos principes"².

¹ Le CAEM fut créé en janvier 1949 avec siège à Moscou et comprenait l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique. Il fut dissous à Budapest le 28 juin 1991.

² Louis KAWAN, "Conséquences des modifications survenues en Hongrie sur les relations avec la Communauté européenne", dans *Un Défi pour la Communauté européenne: les bouleversements à l'Est et au centre du continent*, Bruxelles, Institut d'Etudes européennes, Université libre de Bruxelles, 1991, p. 62.

En 1968, la Hongrie conclut avec la CE un accord agricole concernant ses exportations de cochons et de viandes porcines³. Par la suite, d'autres accords sectoriels portant sur les textiles et sur les aciers ont pu être également menés à bien.

Au cours des années suivantes, les tentatives de la Hongrie d'établir des relations bilatérales plus approfondies avec la CE se brisent à cause du début du dialogue entre le CAEM et la CE.

En 1974, la Hongrie est obligée de refuser l'offre faite par la CE d'entamer des négociations commerciales devant aboutir à la conclusion d'accords bilatéraux.

Les sommets de Versailles et de Washington en juin et novembre 1982 respectivement marquent un tournant dans les relations entre les PECO et la CE, car celle-ci décide de considérer les satellites soviétiques comme des entités détachées de l'URSS et souligne en outre sa volonté de vouloir traiter chaque pays selon ses propres mérites.

Toujours en 1982, la Hongrie devient le premier PECO à rejoindre le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

A la suite de la déclaration conjointe de reconnaissance mutuelle entre la CE et le CAEM signée le 25 juin 1988 à Luxembourg et l'établissement d'une mission permanente de la Hongrie auprès de la CE, le processus de rapprochement entre la Hongrie et la CE est désormais lancé.

La première étape du rapprochement entre la Hongrie et l'UE est marquée par la signature d'un accord de commerce et de coopération économique le 26 septembre 1988⁴. La signature de la part de la CE du premier accord de ce type avec la Hongrie parmi tous les PECO veut couronner le rôle d'avant-garde joué par ce pays dans le processus de réforme. L'accord vise à établir l'abolition graduelle, avant la fin de 1994, des restrictions quantitatives appliquées par la CE sur les importations en provenance de la Hongrie.

Dès la chute du mur de Berlin, tous les pays de l'ancien bloc soviétique ont comme objectif principal de rejoindre l'Europe et de se rapprocher le plus rapidement possible des structures occidentales.

Dans le cas de la Hongrie, ce choix fondamental avait été formulé déjà avant la chute du mur de Berlin et les révolutions pacifiques qui s'en suivirent en automne 1989. En effet, déjà le 2 mai 1989, le gouvernement hongrois dans les mains de Miklós Németh entreprend un premier pas historique en ordonnant le démantèlement du rideau de fer divisant la Hongrie et

³ Règlement CEE No 998/68 de la Commission européenne, 18 juillet 1968, *JOCE*, L 170, 19 juillet 1968, p. 14.

⁴ Décision du Conseil (88/595), 21 novembre 1988, *JOCE*, No L 327, 30 novembre 1988, p. 1.

l'Autriche. Le 16 juin 1989, l'événement qui marque de façon définitive la rupture avec l'ère communiste est constitué par les funérailles publiques et la nouvelle inhumation d'Imre Nagy: arrêté en novembre 1956, il avait été jugé en secret puis exécuté deux ans plus tard. Au cours de l'été 1989, le consensus obtenu à la table ronde réunissant le pouvoir communiste et l'opposition⁵ ne porte pas uniquement sur l'établissement du pluralisme politique, sur le passage au capitalisme et sur la suppression du rôle dirigeant du parti communiste, mais concerne aussi les perspectives internationales. L'option du retour vers l'ouest avait été renforcée aussi par le discours du président George Bush, en juillet 1989, à l'Université Karl-Marx de Budapest: "La Hongrie, notre fille perdue, revient à la maison", affirmait-il. Le 18 septembre 1989, les partis présents à la table ronde signent un accord prévoyant le retour à une démocratie parlementaire avec des élections libres dans les six mois à venir. A la suite du consensus issu des négociations entre le Parti communiste et l'opposition et au regard de tous les autres événements marquants qui en suivirent, la République hongroise est proclamée le 23 octobre 1989 à Budapest.

Dès les premières élections libres tenues le 25 mars (premier tour) et le 8 avril (second tour) 1990, qui marquent la victoire du Forum démocratique hongrois de József Antall⁶ et la défaite du Parti socialiste de Miklós Németh formé par les ex-communistes réformés⁷, il n'y avait plus de divergences notables sur les perspectives internationales entre les six formations politiques qui allaient composer le nouveau Parlement⁸. Toutes étaient d'accord à donner la plus grande priorité aux questions suivantes: le retrait des forces soviétiques présentes dans le pays, la dissolution du Pacte de Varsovie et du CAEM, et le rapprochement le plus rapide avec les organisations occidentales.

⁵ L'opposition était formée par les partis suivants: le Forum démocratique, l'Alliance des démocrates libres et l'Alliance des jeunes démocrates.

⁶ Le Forum démocratique hongrois (centre droit) a remporté les premières élections libres en 1990 avec 27,73% des voix, mais sa popularité n'a cessé de diminuer lors des élections suivantes: 11,74% des voix en 1994 et 2,8% des voix en 1998.

⁷ Le Parti socialiste a obtenu seulement 10,89% des voix aux premières élections libres en 1990, mais sa popularité s'est accrue énormément avec les élections suivantes: 32,99% des voix en 1994 et 32,92% des voix en 1998.

⁸ Le Forum démocratique hongrois avec 27,73%, le Parti des petits propriétaires avec 11,73% et le Parti populaire démocrate-chrétien, qui formaient la majorité gouvernementale. L'Alliance des démocrates libres avec 21,39%, le Parti socialiste hongrois avec 10,89% et l'Alliance des jeunes démocrates avec 8,95%, qui constituaient l'opposition. 63,2% des Hongrois ont voté lors du premier tour, tandis que seulement 40% des électeurs se sont présentés aux urnes lors du second tour.

Le désir des Hongrois de se rapprocher des structures occidentales s'est manifesté très fortement lors un sondage effectué en octobre 1990, c'est-à-dire cinq mois après les premières élections libres. Les intervieweurs ont demandé aux citoyens sondés pour qui ils voteraient en cas d'élections générales le dimanche suivant. Les réponses ont été très différentes des résultats des élections; le Forum démocratique hongrois, qui avait remporté les élections, a perdu 15% des préférences de vote, tandis que l'Alliance des démocrates libres en perdait 10%. Il est à remarquer que c'est justement la Fédération des jeunes démocrates, c'est-à-dire le parti ayant attaché, au cours de ces cinq mois, le plus d'importance au retour vers les idées politiques et culturelles de l'Occident, qui a obtenu le soutien le plus marqué de la part du peuple hongrois.

Ensuite, la Hongrie a été, avec la Pologne, le premier pays à bénéficier du soutien du G-24 dont la constitution avait été décidée au sommet de l'Arche à Paris des sept pays les plus industrialisés, le 17 juillet 1989⁹.

Le programme PHARE (Pologne-Hongrie – Aide à la reconstruction économique) démarre en janvier 1990 avec un volume de financement annuel de 300 millions d'ECUs pour l'allocation d'aides à la Hongrie et à la Pologne¹⁰.

Dès le début de l'année 1990, la Hongrie est le premier pays de l'Est à adhérer au Conseil de l'Europe.

Au niveau économique, l'OCDE signe avec la Hongrie en juin 1991 un accord de partenariat pour la transition qui fournit à la Hongrie une aide et des services spéciaux pour favoriser sa transition à l'économie de marché et pour créer les conditions d'une adhésion future. La Hongrie deviendra en 1996 membre à part entière de l'OCDE.

Le 16 décembre 1991, la Hongrie est à nouveau un des trois premiers PECO à conclure des accords d'association (entrés en vigueur le 1^{er} février 1994), dénommés "accords européens"¹¹, qui définissent le cadre des rela-

⁹ Le G-24 est un processus de coordination d'assistance financière aux PECO qui a débuté à l'automne 1989. L'assistance financière du G-24 visait surtout à soutenir la balance des paiements des PECO.

¹⁰ L'aide du programme PHARE est basée sur deux priorités fondamentales pour l'adoption et la mise en œuvre effective de l'acquis communautaire; à savoir, le renforcement de la capacité institutionnelle (*institution building*) et l'aide à l'investissement. Le budget pluriannuel du programme PHARE pour 2000-2006 consiste en un chiffre de base de 1,560 millions par an.

¹¹ Les accords européens visent à établir progressivement, sur une période déterminée, une zone de libre échange entre l'UE et les pays associés, fondée sur la réciprocité mais asymétrique dans son application (c'est-à-dire une libéralisation plus rapide du côté de l'UE que des pays associés). Pour la Hongrie, cette période déterminée s'élève à 10 ans. Les accords européens visent également le dialogue politique et le rapprochement des législations.

tions entre la CE d'une part, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie de l'autre. Les accords européens constituent aujourd'hui la base juridique des relations bilatérales entre la Hongrie et l'UE. La revendication la plus importante de ces trois pays, c'est-à-dire que leur objectif final, est l'adhésion à la CE; l'association devant leur permettre d'atteindre ce but n'est pas clairement inscrite dans les préambules des accords européens.

Or la volonté de la CE de différencier cet élargissement des précédents s'était déjà manifestée lors de la négociation des accords européens. La CE a en effet repoussé toutes les tentatives de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne de créer un lien institutionnel entre les accords européens et une future adhésion comme membre à part entière. Au début des négociations, la CE considère que les associations envisagées avaient un but bien précis et ne devaient pas être conçues comme une préparation à une adhésion qui s'ensuivrait automatiquement. Dès lors, la Commission rejette l'idée d'une référence à une adhésion future dans le texte des accords projetés. Le compromis se fait sur l'inclusion d'une référence à l'adhésion en tant qu'objectif ultime des trois pays concernés, sans qu'il s'agisse cependant là, pour la CE, d'un engagement contraignant doté d'un caractère automatique. En plus, il est intéressant de souligner que nous pouvons reconnaître, déjà dans ces accords, quelques lueurs des futurs critères de Copenhague. En effet, la CE insiste sur l'inclusion dans les accords d'une formulation spécifiant la conditionnalité politique (démocratie pluraliste, droits de l'homme) et économique (économie de marché ouverte) de sa mise en œuvre. Au contraire, les accords d'association signés avec la Grèce trente ans auparavant incluaient la promesse de lui accorder une future adhésion comme membre à part entière.

En mai 1992, la Hongrie est encore une fois le premier pays de l'Est à rejoindre l'Association européenne de recherche technologique *Eurêka*.

S'il avait dépendu uniquement d'elle, la Hongrie aurait tout de suite rejoint l'OTAN et l'UEO également, mais elle a dû se contenter d'une participation au Conseil de coopération nord-atlantique (CCNA)¹².

En juin 1993, le Conseil européen de Copenhague ouvre aux pays associés la perspective de devenir membres de l'Union européenne selon des conditions spécifiques connues sous le nom de critères de Copenhague¹³.

¹² Le CCNA comprenait trente-huit membres et avait été mis en place par l'Alliance atlantique à la suite du sommet extraordinaire de Rome en novembre 1991 pour donner satisfaction symbolique au désir des anciens membres du Traité de Varsovie de bénéficier de la sécurité occidentale.

¹³ Selon les critères de Copenhague, l'adhésion à l'UE requiert de la part du pays candidat qu'il y ait des institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit, le respect des droits de l'homme, le respect et la protection des minorités, l'existence d'une éco-

Même si la notion d'élargissement était déjà incluse dans l'idée originelle de l'Europe, comme en témoigne l'ancien article O du traité de Rome ¹⁴ (aujourd'hui article 49 du traité d'Amsterdam), c'est à Copenhague que les Etats membres de l'UE donnent le feu vert à l'actuel élargissement, en décidant que les pays associés de l'Europe centrale et orientale qui le désirent pourront devenir membres de l'UE. Le traité de Rome ne mentionnait donc qu'une condition fondamentale à remplir pour pouvoir devenir membre à part entière de la Communauté européenne: être un pays européen. L'article O a été repris et modifié dans les traités de Maastricht et d'Amsterdam. L'actuel article 49 (ex-article O) du traité d'Amsterdam déclare que: "Tout Etat européen qui respecte les principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, peut demander à devenir membre de l'Union". Selon le paragraphe 1 de cet article, "L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'Etat de droit, principes qui sont communs aux Etats membres". Ceci nous montre que de nouveaux critères d'admission à l'UE ont été établis après l'éclatement de l'ancienne Union soviétique, pour se protéger face à la nouvelle vague de pays candidats dérivant de la dissolution du Pacte de Varsovie. C'est la première fois dans l'histoire de l'intégration européenne que l'Union établit des critères spécifiques auxquels les pays candidats doivent se conformer au préalable. Cela est révélateur du fait que nous nous trouvons aujourd'hui face à un élargissement sans précédents vu le nombre de pays candidats, leur superficie, leur population, la richesse de leur histoire et les différences entre leurs cultures.

Le 31 mars 1994, la Hongrie est le premier pays de l'ancien bloc soviétique à déposer auprès du Conseil des ministres sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

En décembre 1994, le Conseil européen d'Essen demande à la Commission d'élaborer une étude approfondie sur les effets que l'élargissement pourrait avoir sur les politiques actuelles de l'UE et sur leur évolution; il lance également la stratégie de pré-adhésion.

nomie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'UE, la capacité du pays candidat à en assumer les obligations, et notamment de souscrire aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire.

¹⁴ L'article O du traité de Rome stipule que "Tout Etat européen peut demander à devenir membre de l'Union. Il adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité après avoir consulté la Commission et après avis conforme du Parlement européen qui se prononce à la majorité absolue des membres qui le composent".

En décembre 1995, le Conseil européen de Madrid ajoute une autre condition pour les pays candidats en leur requérant d'adapter leurs structures administratives et judiciaires afin de pouvoir appliquer efficacement la législation communautaire qui sera transposée dans les différentes législations nationales. L'étude demandée par le Conseil européen d'Essen est présentée par la Commission au sommet européen de Madrid ¹⁵. A cette occasion, le Conseil européen demande à la Commission d'approfondir son évaluation des effets de l'élargissement sur les politiques communautaires, notamment en ce qui concerne la politique agricole et les politiques structurelles. En plus, la Commission doit également préparer une évaluation des demandes d'adhésion des pays candidats et la remettre le plus tôt possible après la conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme des institutions, qui s'est tenue à Amsterdam en juin 1997.

En juillet 1997, la Commission européenne présente l'Agenda 2000, qui est un document divisé en trois parties; la première partie analyse l'impact de l'élargissement sur les principales politiques de l'UE et notamment, comme requis, sur la politique agricole commune (PAC) et sur les fonds structurels; la deuxième partie affronte l'épineux problème de la structure financière de l'UE pour la période 2000-2006; tandis que la dernière partie est consacrée aux avis de la Commission concernant les demandes d'adhésion des pays candidats. Les avis de la Commission évaluent les demandes d'adhésion des pays candidats sur la base des critères de Copenhague et identifient les domaines prioritaires où les pays candidats doivent intensifier leurs efforts. Le 16 juillet 1997, la Commission rend un avis favorable à la Hongrie. Parmi les avis rendus par la Commission, nous pouvons distinguer des appréciations plus favorables à l'encontre d'un premier groupe de pays composé par l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, et des évaluations moins favorables à l'égard d'un deuxième groupe de pays composé par la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie et la Roumanie. Toutefois, le point de départ de la Commission est d'affirmer qu'aucun parmi les pays candidats n'est prêt pour l'adhésion, mais que certains, notamment ceux du premier groupe, peuvent l'être sur le moyen terme. Après avoir rendu ses avis sur les pays candidats, la Commission commence à soumettre au Conseil des rapports réguliers sur les progrès réalisés par chaque pays candidat sur la voie de l'adhésion; la première série de rapports est achevée en novembre 1998 ¹⁶,

¹⁵ *Rapport intérimaire de la Commission au Conseil européen concernant les effets de l'élargissement aux pays associés d'Europe centrale et orientale sur les politiques de l'Union européenne*, CSE (95) 605, 5 décembre 1995.

¹⁶ Dans le premier rapport concernant la Hongrie, la Commission met en exergue les domaines où la Hongrie est censé progresser davantage (lutte contre la corruption et amélio-

la deuxième en octobre 1999¹⁷. La troisième, qui était attendue avant le Conseil européen de Nice de décembre 2000, est publiée le 8 novembre 2000¹⁸.

En décembre 1997, lors du Conseil européen de Luxembourg, les Quinze lancent officiellement le processus qui permettra l'élargissement aux dix PECO¹⁹, plus Chypre, Malte et la Turquie; cependant, le 31 mars 1998, sur la base des avis de la Commission, ils n'entament les négociations d'adhésion qu'avec les six qu'ils considèrent comme étant les mieux préparés, politiquement et économiquement. La Hongrie est l'un de ces six premiers pays (avec Chypre et cinq pays de l'ancien bloc soviétique) avec lesquels l'UE décide d'ouvrir les négociations²⁰. Le processus d'élargissement lancé par le Conseil européen de Luxembourg comprend trois parties:

- la conférence européenne, qui se veut un cadre multilatéral rassemblant les treize pays candidats au niveau des ministres des affaires étrangères et visant à analyser des questions d'intérêt général, comme la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ou la justice et les affaires intérieures (JAI).
- le processus d'adhésion, qui comprend à son tour une stratégie de pré-adhésion renforcée²¹, un examen analytique (*screening*) de la législation communautaire²² et une procédure de suivi²³.

ration de la situation des Tziganes), mais elle souligne également que la Hongrie continue de répondre aux critères économiques et politiques de Copenhague, www.europa.eu.int/comm/enlargement/dwn/report_11_98/fr/hung_fr.doc

¹⁷ Le deuxième *Rapport Régulier de la Commission sur les progrès réalisés par la Hongrie sur la voie de l'adhésion* peut être consulté à l'adresse Internet suivante: www.europa.eu.int/comm/enlargement/dwn/report_10_99/fr/word/hungary_fr.doc

¹⁸ *Rapport Régulier 2000 de la Commission sur les progrès réalisés par la Hongrie sur la voie de l'adhésion*, www.europa.eu.int/comm/enlargement/dwn/report_11_00/pdf/fr/hu.pdf

¹⁹ Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

²⁰ Les autres pays sont la Pologne, la République tchèque, l'Estonie et la Slovénie.

²¹ C'est le Conseil européen d'Essen de décembre 1994 qui a lancé pour la première fois l'initiative d'une stratégie de pré-adhésion visant à familiariser les pays candidats avec les politiques et les procédures de l'UE à travers leur participation dans des programmes communautaires. Les questions problématiques mises en évidence par le Partenariat avec la Hongrie sont la réforme du système sanitaire, la lutte contre la corruption, l'amélioration des contrôles aux frontières, le renforcement des structures institutionnelles et administratives, la mise en place de mesures contre la discrimination à l'égard des Tziganes et la mise en œuvre des standards pour la protection de l'environnement.

– Les négociations d'adhésion, qui se déroulent à travers des conférences intergouvernementales entre chaque pays candidat et les Etats membres de l'UE et qui se concentrent sur les conditions d'adoption, de mise en œuvre et d'application de l'acquis communautaire par les pays candidats et qui déterminent les conditions dans lesquelles chaque pays candidat intégrera l'UE. Après l'échec du traité d'Amsterdam (juin 1997) sur le thème de la réforme des institutions de l'UE, c'est lors du sommet européen de Luxembourg que les Etats membres de l'UE soulignent la nécessité de renforcer et d'améliorer le fonctionnement des institutions de l'UE avant de pouvoir procéder à l'élargissement.

Le 12 mars 1999, la Hongrie est parmi les trois premiers pays de l'ancien bloc soviétique à devenir membre à part entière de l'OTAN, avec la Pologne et la République tchèque.

Toujours au mois de mars 1999, la Hongrie devient membre associé de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

En décembre 1999, lors du Conseil européen de Helsinki, les Quinze décident, sur la base des rapports réguliers de la Commission d'octobre 1999, d'ouvrir les négociations d'adhésion avec les six autres pays candidats: la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Roumanie et la Slovaquie. Les négociations d'adhésion avec ces pays débutent formellement le 15 février 2000.

Le Conseil européen de Nice réuni en décembre 2000 a eu l'ardue tâche de réformer l'UE avant de pouvoir procéder à son l'élargissement. Plus précisément, les Quinze ont dû s'entendre sur les quatre thèmes suivants: 1- élargir les domaines couverts par la prise de décision à la majorité qualifiée, vu que la difficulté d'atteindre l'unanimité est censée doubler avec chaque nouvel Etat membre. 2- Réduire le nombre des commissaires: les grands Etats membres veulent limiter le nombre de commissaires afin d'augmenter l'efficacité de la Commission; la France a proposé d'instaurer un système de rotation parmi les Etats membres, tandis que les dix petits Etats veulent garder un commissaire par Etat en permanence, même dans une UE à vingt-sept. Selon les dix petits Etats, cette rotation affaiblirait la Commission, traditionnellement leur alliée, en sapant sa légitimité politique. 3- Redistribuer le nombre de voix entre grands et petits Etats au sein du Conseil des ministres afin de rendre la procédure de décision plus efficace dans une UE

²² Le *screening* est un examen approfondi des différents chapitres qui forment l'acquis communautaire. Ces chapitres sont au nombre de 31.

²³ La procédure de suivi est conduite à travers les rapports réguliers sur les progrès réalisés par chaque pays candidat.

élargie (la repondération des votes). Les grands Etats ont reçu plus de votes comme compensation du fait qu'ils ont dû renoncer à un commissaire. La Commission a proposé un système de double majorité selon lequel les décisions requièrent l'approbation de la majorité des pays membres et de la majorité de la population de l'UE. 4- Définir clairement la coopération renforcée (introduite par le traité d'Amsterdam), selon laquelle un group d'Etats membres peut aller de l'avant dans la construction européenne sans que la minorité qui ne souhaite pas participer puisse les entraver.

Un compromis n'a pas été atteint au cours de la dernière soirée du sommet européen de Nice qui a été donc prolongé d'un jour devenant de cette manière le sommet européen le plus long de l'histoire. En dépit de cela, plutôt qu'à un élargissement des domaines couverts par la prise de décision à la majorité qualifiée, nous avons assisté à une lutte visant à garder le droit de veto sur des sujets tels que la taxation, la sécurité sociale et les modifications des traités. La coopération renforcée a été plus facile à concevoir après son approbation par Tony Blair, lors de son discours à Varsovie du 7 octobre 2000²⁴. En outre, elle était fortement soutenue par la France, l'Allemagne et les pays du Benelux. Le danger que la coopération renforcée cache est la création d'un group d'Etats membres exclusifs; il est donc nécessaire de bien mettre en exergue le fait que les Etats qui ne participent pas à une coopération renforcée dès le début auront la possibilité de l'intégrer à tout moment. Comme nous aurions pu le prévoir déjà avant le sommet, les grands Etats ont accepté de renoncer à leur deuxième commissaire en 2005. Il a été notamment décidé que chaque Etat membre aura droit à un commissaire jusqu'à ce que tous les treize Etats candidats soit annexés. La repondération des votes au sein du Conseil a été le thème le plus difficile à régler vu qu'il touche au pouvoir des Etats de diriger les politiques de l'UE au sein du Conseil. Il s'agit donc d'une question à forte connotation politique qui implique des vainqueurs et des perdants²⁵.

En dépit de la complexité des questions inscrites à l'agenda, le sommet européen de Nice ne pouvait pas être un échec, car, autrement, la promesse de l'UE d'être prête pour l'élargissement à la fin de 2002 – début 2003 risquerait d'être mise en question. Le sommet de Nice aurait pu sceller

²⁴ Philip STEPHENS, "Mr Blair goes to Warsaw", *Financial Times*, 6 octobre 2000 et Brian GROOM, Michael SMITH, Andrew PARKER, "Blair vision welcomed by Brussels and business", *Financial Times*, 8 octobre 2000.

²⁵ Pour approfondir le thème de la réforme des institutions et des procédures de prise de décision au sein de l'UE, consulter: Martin BRUSIS, "Internal Problems of the European Union That Might Obstruct an Enlargement Toward the East", dans Helena TANG, *Winners and Losers of Integration – Policy Issues for Central and Eastern Europe*, Washington, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 2000, pp. 265-289.

l'unification du continent européen. Il aurait dû représenter l'apogée des efforts accomplis par l'UE pour accueillir les anciens pays communistes de l'Europe centrale et orientale. Si le sommet avait été couronné de succès, il aurait marqué le moment historique où l'Europe entière se serait réformée et réinventée de manière suffisante à effacer les blessures de la seconde guerre mondiale. Au contraire, l'échec de Nice a eu comme résultat de rendre plus malaisées les relations déjà tendues avec les pays candidats et d'étouffer un enthousiasme déjà en phase descendante au sein de l'opinion publique des pays candidats.

En effet, l'élan vers l'élargissement semble aujourd'hui en perte de vitesse dans certains pays candidats et la Hongrie, comme les autres pays de la première vague, veut obtenir une date précise fixant son adhésion à l'UE. A cette requête, le Conseil européen répond que l'adhésion aura lieu dès que le pays associé sera en mesure de remplir les obligations qui en découlent, en remplissant les conditions économiques et politiques énoncées dans les critères de Copenhague. Le gouvernement hongrois est convaincu que la Hongrie sera en mesure d'accéder à l'UE le 1^{er} janvier 2003; de son côté, Michael Lake, chef de la Délégation de la Commission européenne à Budapest, fixe la date de l'adhésion à janvier 2004. Selon les rapports réguliers sur les progrès accomplis par chaque pays candidat publiés par la Commission le 8 novembre 2000, les négociations s'achèveront avec les pays candidats les plus avancés au plus tard à la fin de 2002. Il semble néanmoins plus probable que la Hongrie n'intégrera pas l'UE avant 2004 ou 2005, d'autant plus que les critères de Copenhague semblent être plutôt flexibles et donc ouverts à plusieurs interprétations. Cette flexibilité ne les rend pas moins obligatoires ou difficiles à respecter: au contraire, ils pourront être utilisés à n'importe quel moment comme excuse pour ralentir ou différer l'adhésion. Les critères de Copenhague représentent donc une arme à double tranchant parce qu'ils peuvent être utilisés aussi bien comme un moyen visant à faciliter l'adhésion, que comme un moyen pour la différer. En plus, "Le processus de ratification ne peut pas être achevé en moins de 18 mois après la fin des négociations"²⁶. C'est pour cela que la date du 1 janvier 2004 semble être la première date crédible pour l'adhésion. N'oublions pas la force de l'opinion publique des Etats membres de l'UE, qui pourrait être un autre élément de poids jouant en faveur d'un ralentissement de l'adhésion.

En tout cas, il est fortement probable que la Hongrie comptera parmi les premiers pays de l'ancien bloc soviétique qui adhéreront à l'UE; la position officielle des Quinze dispose en effet que les difficultés rencontrées par un

²⁶ "Europe's goal", *Financial Times*, 9 novembre 2000.

pays candidat ne devraient pas retarder ceux qui sont prêts. Les négociations suivent en effet une approche différenciée et chaque pays candidat est évalué selon les progrès réalisés, le degré de préparation et la difficulté des problèmes à résoudre. En plus, actuellement, la Hongrie est considérée comme "le candidat modèle"²⁷. D'autre côté, il faut nuancer cette approche différenciée prônée par l'UE parce que, si la Hongrie, la Slovaquie, l'Estonie et Malte ont de fortes chances de devenir membres au début de 2004, il semble néanmoins assez probable que les difficultés posées par la Pologne ralentiront le processus d'élargissement tout entier.

En plus, les résultats décevants de Nice n'auront certainement pas pour effet d'accélérer le processus d'intégration des PECO. Au contraire, l'attitude des Etats membres de l'UE lors du sommet, plus concentrés à défendre leurs intérêts nationaux qu'à rechercher des solutions visant à reformer le fonctionnement de la machine communautaire, a étalé au grand jour les craintes et les ambitions de l'UE face à l'élargissement. Le sommet de Nice n'a pas été en mesure de trouver une troisième voie entre la puissance de l'Etat-nation et le projet irréalisable d'un gouvernement mondial. La question qui est à l'esprit de tout le monde actuellement dans les pays candidats appartenant à la première vague est de savoir s'ils pourront adhérer à l'UE avant la prochaine CIG prévue pour 2004, ou si ce sommet doit être considéré comme un autre moyen visant à ralentir l'adhésion.

Cette longue chronologie des événements qui ont marqué le rapprochement de la Hongrie à l'Union européenne nous montre que, depuis 1989, elle a toujours été le premier pays de l'ancien bloc soviétique à prendre l'initiative et à être acceptée dans les organisations occidentales. Cela nous donne un premier aperçu de la détermination, de la volonté et de l'unanimité de la Hongrie à l'égard du projet de rejoindre l'Europe.

²⁷ Philippe LEMAITRE, "Les Quinze ouvrent officiellement les négociations d'élargissement avec six nouveaux pays candidats", *Le Monde*, 15 février 2000.

CHAPITRE II

La position de l'élite face à l'adhésion

L'opinion publique de la population hongroise ne peut pas être analysée correctement sans avoir étudié préalablement la position et le mot d'ordre des partis politiques. En effet, si la population formule des opinions à l'égard de l'UE selon un sentiment général de sympathie ou d'antipathie et grâce au travail des différents moyens d'information, le rôle que les partis politiques jouent dans la formation et l'orientation de l'opinion publique reste capital.

Au cours de ces dix dernières années, la structure des partis politiques hongrois s'est construite avec succès et des partis conservateurs, sociaux-démocrates et libéraux, à l'image des traditions européennes, ont vu le jour.

Voyons maintenant les étapes qui ont accompagné l'émergence des principaux partis du pays.

Les élections de 1990

Après l'effondrement du Parti communiste, plus de cent partis politiques ont annoncé leur formation, soixante-cinq partis ont été enregistrés au début des élections, dont trente ont réussi à présenter des candidats, dix-neuf ont réussi à être enregistrés sur les listes régionales et douze sur la liste nationale. A l'issue des élections législatives, seulement six d'entre eux ont franchi la barre des 4% délimitant l'accès au Parlement ¹.

Les élections législatives de mars-avril 1990 ont établi la victoire du Forum démocratique hongrois (centre droit), qui gagne 165 sièges au Parlement sur un total de 386. Le président du Forum, József Antall, forme un gouvernement de coalition avec deux autres partis conservateurs, le Parti des petits propriétaires, qui obtient 44 sièges, et le Parti populaire démocrate-chrétien avec 21 sièges. Le Parti des petits propriétaires, qui repr-

¹ Pour connaître en détail l'adresse, l'histoire, le programme électoral, les idées politiques et l'organisation de soixante-quinze parmi les nouveaux partis politiques hongrois: Nigel SWAIN, "Hungary", dans *New Political Parties of Eastern Europe and the Soviet Union*, Bogdan Szajkowski (éd.), Essex, Longman, 1991, pp. 129-167.

ésente essentiellement les paysans et les habitants ruraux, partage l'idéologie chrétienne du Parti populaire démocrate-chrétien.

Lors du dernier congrès du Parti communiste (MSZMP) en octobre 1989, les fortes divisions entre les conservateurs et les réformistes font présager une scission du parti. Deux partis issus de l'ancien Parti communiste se présentent aux élections législatives: les post-communistes réformistes, qui forment le Parti socialiste (MSZP) et qui gagnent 32 sièges, et une formation qui maintient ses anciens nom (Parti socialiste ouvrier hongrois) et programme et qui n'obtient que 3,68% des voix et n'est pas en mesure d'accéder au Parlement, la barre étant fixée à 4%. Les deux partis libéraux de centre, l'Alliance des démocrates libres (91 sièges) et l'Alliance des jeunes démocrates (22 sièges), forment l'opposition avec le Parti socialiste².

L'importance des deux formations libérales dans l'opposition conduit le Forum démocratique à pactiser avec l'Alliance des démocrates libres en ce qui concerne le nom de la personnalité à élire comme président de la République. Par la suite, Árpád Göncz, membre de l'Alliance des démocrates libres, est élu président de la République hongroise par le Parlement pour un mandat de cinq ans. Göncz sera réélu en 1995 pour un deuxième et dernier mandat. Les négociations entre les deux principales formations du gouvernement et de l'opposition aboutissent également à mettre fin à la nécessité d'une majorité des deux tiers pour l'approbation de la plupart des textes législatifs.

Même si l'Alliance des démocrates libres était le parti proposant le programme le plus axé contre l'ancien régime communiste, ce dernier n'a pas obtenu la majorité des voix, qui est allée au Forum, proposant un programme plus modéré. Cet événement est parfaitement expliqué dans l'espace de quelques phrases par Miklós Molnár:

²“La Hongrie est une démocratie parlementaire dotée d'une Assemblée nationale unique. Le système électoral qui associe des éléments du vote majoritaire et du vote proportionnel est complexe. Sur les 386 sièges que compte l'Assemblée nationale, 176 sont pourvus à partir de différentes circonscriptions. La majorité absolue est requise pour gagner l'élection au premier tour; faute de celle-ci, deux ou trois candidats se présentent au second tour. Les candidats ne sont pas tenus de résider dans la circonscription qu'ils espèrent représenter. Les sièges restants sont attribués à la proportionnelle, conformément au vote de la liste du parti aux niveaux national et régional. En 1990, les partis devaient franchir un seuil de 4% des suffrages pour entrer au parlement; ce seuil a été porté à 5% pour les élections de 1994”. Parlement européen, *La Hongrie et l'élargissement de l'Union européenne* (2^{ème} mise à jour), (Groupe de travail du secrétariat général task-force "élargissement"), Luxembourg, 1^{er} février 1999, (PE 167.296/rév.2), p. 5, www.europarl.eu.int/enlargement/briefings/2a1_fr.htm

“Le radicalisme des démocrates libres a le désavantage de promettre plus de bouleversement que ne l'aurait souhaité la majorité des citoyens, désireux à la fois de changer de société et de préserver la sécurité sociale de l'ancienne. Le problème fondamental et irréductible de la transformation démocratique trouve son reflet dans le miroir de cette élection. Le Forum, avec son programme et sa composition éclectiques présente un visage plus rassurant. [...] Le Forum, se voulant à la fois national, chrétien, libéral, social, anticommuniste et écologiste est ainsi appelé à conduire la coalition gouvernementale pendant, sauf accident, quatre ans.”³.

Le programme proposé par l'Alliance des démocrates libres était donc trop calqué sur la modernisation et le peuple hongrois avait peur de perdre le contact avec ses traditions et son histoire en suivant cette idéologie. De son côté, le Forum démocratique proposait à la population une voie graduelle vers une démocratie de type occidental, qui leur permettrait de maintenir les valeurs traditionnelles et historiques de la Hongrie.

Comme tout le monde l'avait prévu, cette élection législative a pris la forme d'une sanction dirigée contre l'ancien régime communiste. Le Parti socialiste, souhaitant développer l'idée du socialisme démocratique et refusant l'idée du socialisme dictatorial, a obtenu quand même 10,89% des voix. Cela a été une vraie surprise parce que personne ne tablait sur une réussite quelconque de ce parti. D'autant plus que ce parti avait eu beaucoup de mal à présenter une nouvelle image et à démontrer aux électeurs qu'il était nettement différent de l'ancien Parti communiste. Pendant toute la période qui avait précédé la campagne, le Parti socialiste avait été attaqué sans cesse par l'opposition, qui lui reprochait de vouloir conserver les immeubles et les biens du Parti communiste. A l'issue de ces élections législatives, le Parti socialiste est donc appelé à revêtir une nouvelle tâche, à savoir, celle d'un parti d'opposition qui doit se redéfinir et se transformer pour pouvoir survivre. Ajoutons quand même qu'après le résultat obtenu par le Parti socialiste, nous pouvons remarquer que les idées de gauche ont continué à avoir un certain poids sur l'échiquier politique de la Hongrie.

Le gouvernement Antall et la Communauté européenne

La politique étrangère de József Antall avait une orientation nettement pro-européenne. Une fois devenu premier ministre, il propose tout de suite la dissolution du CAEM et fixe comme but de son mandat l'intégration du pays dans la Communauté européenne et dans l'OTAN. C'est à lui que

³ Miklós MOLNAR, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Hatier, 1996, p. 432.

nous devons également le départ des troupes soviétiques et la dissolution du Pacte de Varsovie en juin 1991. Antall cherche en outre à nouer de bonnes relations avec les pays occidentaux en signant des traités d'amitié avec l'Allemagne, la France et l'Italie. En novembre 1990, il propose à la Tchécoslovaquie et à la Pologne de s'unir dans ce qui sera appelé ensuite le groupe de Viségrad, dans le but de coopérer dans le domaine politique et économique.

Cependant, le parti de Antall était divisé en plusieurs courants⁴. Antall était donc souvent appelé à composer avec l'aile nationale populaire de son parti, et plus précisément, avec leur représentant plus connu, István Csurka.

“Celui-ci professait des idées nationalistes, antisémites et antilibérales incompatibles avec l'image nationale-libérale du parti de même qu'avec les vues plus modérées de sa majorité. Mais, par nécessité politique, et sans doute aussi en raison d'affinités confuses, le premier ministre a longtemps tardé à prendre ses distances et à faire le ménage”⁵.

A cause de la présence de Csurka au sein du Forum et du retard pris par Antall pour éloigner ce dernier, la situation politique avait assumé des tonalités de plus en plus autoritaires et nationalistes. Par exemple,

“A la radio et à la télévision d'Etat, le gouvernement encourageait des programmes ou des animateurs dont l'attitude pouvait être perçue comme antisémite⁶. [...] Les médias officiels se laissent parfois aller à un racisme à peine dissimulé et les actes antisémites (y compris alertes à la bombe dans des synagogues) ou les tabassages de Tsiganes ne sont pas rares”⁷.

En dépit de l'orientation nettement pro-européenne d'Antall et du fait que sa tâche était la plus difficile vu qu'il a été le premier à conduire la Hongrie vers la modernisation, il faut à mon sens reconnaître que la guerre contre

⁴ Pour approfondir le thème des divisions à l'intérieur des partis politiques en Europe de l'Est: Frank CAAS, “Factional Politics and Democratization”, *Democratization*, vol. 2, No 1, 1995.

⁵ Miklós MOLNAR, *Histoire de la Hongrie*, p. 435.

⁶ Le 24 janvier 1994, la télévision hongroise montre des images de manifestants tziganes opposés aux activités du pasteur László Tökés en Transylvanie et manipule une ancienne interview d'une dirigeante tzigane. Il était clair que le but était de monter les téléspectateurs contre les Tziganes. Finalement, les images originales ont été montrées, bien plus tard, quand les élections l'ont rendu nécessaire.

⁷ Paul GRADVOHL, “Hongrie”, dans Jean-Yves CAMUS, *Les extrémismes de l'Atlantique à l'Oural*, Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme (C.E.R.A.), Edition de l'Aube, 1996, p. 146.

les présidents de la radio et de la télévision et la subséquente confiscation des médias, son opposition à la Charte démocratique, ses tons trop nationalistes, son racisme voilé à l'égard des Juifs et des Tziganes et son ambiguïté sur des questions telles que les Hongrois vivant dans les pays limitrophes ont quelque peu entravé les progrès de la Hongrie sur le chemin du rapprochement à l'Europe en éclaboussant l'image du pays à l'étranger.

L'Alliance des démocrates libres, le principal parti de l'opposition après les élections législatives de 1990, se définit elle-même comme une "minorité militant pour la modernisation, avec l'objectif de conduire la société hongroise vers le modèle de développement européen"⁸. En d'autres mots, ce parti se définit comme résolument pro-européen visant une transition de l'Est vers l'Ouest, de la dictature vers la démocratie, de l'économie planifiée vers l'économie de marché et d'un Etat dictatorial vers un Etat constitutionnel.

Il est donc intéressant de souligner qu'aussi bien le principal parti de la coalition gouvernementale que la principale formation de l'opposition proposent un programme nettement pro-occidental.

Au cours de ces élections législatives, tous les partis présentant des programmes extrémistes ou anti-occidentaux ont été balayés de la scène politique⁹. 90% des voix sont revenues aux six partis qui ont accédé au Parlement, tandis que le soutien pour les partis restants a été quasiment nul.

Les élections législatives de 1994

A l'issue des législatives de 1994, nous observons la formation d'un gouvernement de coalition composé par le Parti socialiste (32,99%, 209 sièges) et l'Alliance des démocrates libres (19,74%, 69 sièges). Le Parti socialiste est le grand vainqueur des élections législatives et dispose, avec l'Alliance des démocrates libres, de plus de la moitié des sièges au Parlement (72%). Gyula Horn est nommé premier ministre.

⁸ Ferenc GAZDAG, "Le paysage politique en Hongrie après les élections de 1990", dans *Un Défi pour la Communauté européenne: les bouleversements à l'Est et au centre du continent*, Bruxelles, Institut d'études européennes, Université libre de Bruxelles, 1991, p. 269

⁹ Par exemple: la Société Ferenc Münnich ou Société du 1^{er} mai (extrême gauche), le Parti des Ouvriers Marxistes-Léninistes (extrême gauche), le Parti social démocratique indépendant (extrême gauche), l'Association de la Sainte Couronne (extrême droite), le Parti national hongrois (extrême droite), etc.

L'opposition est formée par le Parti des petits propriétaires (8,82%, 26 sièges), l'Alliance des jeunes démocrates (7,02%, 20 sièges) et le Forum démocratique (11,74%, 38 sièges).

Encore une fois, Miklós Molnár résume parfaitement l'issue de ces élections législatives: "Quatre ans plus tard, les nouvelles élections renverseront le rapport de forces, mais les six partis arrivés à bon port en 1990 occupent toujours les premières places, assurant la stabilité dans l'alternance"¹⁰.

Après les élections législatives de 1994, la donne politique change, vu que tous les partis politiques anti-système qui se basaient sur des programmes trop nationalistes ou extrémistes ont été rejetés ouvertement. Le Parti de la justice et de la vie, parti d'extrême droite, a essuyé une défaite cuisante; d'autre côté, le Parti ouvrier¹¹, parti d'extrême gauche, a subi le même sort. En plus, le Forum démocratique, vainqueur du scrutin de 1990, a été durement puni par le vote populaire pour avoir entretenu des propos nationalistes (voir au-dessus) et pour avoir gardé des liens trop étroits avec István Csurka, le leader de l'aile d'extrême droite du Forum. Bref, pendant le mandat du deuxième gouvernement post-communiste, les tons racistes et antisémites se sont affaiblis, ne serait-ce que pour le fait que les ministres de la Police et de la Culture militent dans les rangs de l'Alliance des démocrates libres et cherchent à endiguer sérieusement toute activité ayant un but raciste. La seule ombre au tableau est représentée par les liens, plus ou moins évidents, entre le Parti des petits propriétaires et le Parti de la justice et de la vie. En effet, les petits propriétaires se livrent bien volontiers à des discours antisémites et à de la propagande contre l'étranger en général. A ce moment, le Parti des petits propriétaires n'avait pas encore embrassé une rhétorique anti-occidentale.

Le gouvernement Horn et l'Union européenne

En ce qui concerne la politique étrangère du premier ministre Gyula Horn, il suffit de dire que ses buts n'étaient guère différents de ceux du gouvernement précédent. En effet, sa politique étrangère était nettement pro-occidentale et il n'a lésiné aucun effort pour approcher la Hongrie de l'OTAN, de l'UE et des autres structures occidentales. Les autres buts de sa politique étaient le règlement des différends avec les pays limitrophes, ainsi que la transformation et la modernisation de l'économie.

¹⁰ Miklós MOLNAR, *Histoire de la Hongrie*, p. 431.

¹¹ Le Parti ouvrier, dirigé par Gyula Thürmer, n'a pas de vraies idées politiques; il s'agit de communistes populistes qui veulent porter le prix du pain à 20 forint (correspondant à quelques centimes) et regrettent la mort de Janós Kádár.

Le soutien de la population au gouvernement de Gyula Horn a été très fluctuant; au cours des années 1994 et 1995, le pays était au plein milieu d'une crise financière et sociale et diverses grèves ont été déclenchées à partir de l'été 1995. Pendant cette première période, le soutien au gouvernement était très faible, mais, quelques mois avant les élections législatives de 1998, la coalition gouvernementale avait regagné une grande partie de son soutien. Cette fluctuation au sein de l'opinion publique était justement à attribuer aux succès obtenus par le gouvernement sur le chemin de l'intégration dans l'OTAN et l'UE. Ajoutons également que la situation économique de la Hongrie a commencé à s'améliorer de façon significative au cours de 1997 et cela a aussi joué un rôle dans la montée du soutien populaire à l'égard de la coalition au pouvoir. Afin de résumer les importants progrès réalisés par le gouvernement Horn, il me semble opportun de mentionner les quatre principaux: la réussite du passage d'une économie planifiée à une économie de marché, la création d'un climat de stabilité économique et sociale à l'intérieur du pays, la volonté d'améliorer les relations avec les pays limitrophes (signature de traités bilatéraux avec la Slovaquie – 19 mars 1995 – et avec la Roumanie – 16 septembre 1996) et les interminables efforts de sa diplomatie pour intégrer le pays dans l'OTAN et l'UE.

A titre d'exemple, nous pouvons citer quatre discours fondamentaux du premier ministre et du ministre des Affaires étrangères¹² démontrant leur soutien total à l'intégration du pays dans l'UE et dans toutes les politiques de l'UE. Au cours du premier discours, Gyula Horn affirme que "Ces évolutions sont essentielles pour la Hongrie qui compte accéder à l'Union Economique et Monétaire (UEM) aussi rapidement que possible après son adhésion à l'UE". Au cours du troisième discours, le ministre des Affaires étrangères affirme que "L'invitation faite à la Hongrie de participer au lan-

¹² 1- *Discours du Premier ministre hongrois, Gyula Horn, lors de la Conférence inter-gouvernementale à Amsterdam, 27 juin 1997*, www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2.pdf ou www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm

2- *Déclaration du ministre des Affaires étrangères hongrois, László Kovács, à l'occasion d'une conférence de presse organisée à Budapest, au sujet du rapport officiel de la Commission européenne sur la Hongrie, 16 juillet 1997*, www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2.pdf ou www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm

3- *Présentation par le ministre des Affaires étrangères hongrois, László Kovács, des réalisations de la Hongrie dans le domaine de la politique étrangère en 1997, ainsi que ses objectifs et devoirs pour 1998, à l'occasion d'une conférence de presse tenue à Budapest, 7 janvier 1998*, www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2.pdf ou www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm

4- *Déclaration du ministre des Affaires étrangères hongrois, László Kovács, à l'occasion de l'ouverture des négociations d'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne, faite à Bruxelles, 31 mars 1998*, www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2.pdf ou www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm

cement du processus d'élargissement et d'adhésion de la première vague est symbolique. En effet, elle signifie un environnement international plus stable, une sécurité accrue et un rôle international plus grand pour le pays". Au cours du quatrième discours, le ministre des Affaires étrangères soutient que

"L'intégration européenne représente pour la Hongrie un objectif stratégique depuis presque une décennie. Le changement du système politique et la transformation socio-économique ont permis de créer une base politique et économique pour l'adhésion, base sur laquelle l'objectif historique de l'intégration européenne peut être atteint. [...] La Hongrie souhaite participer activement à la mise en place d'une nouvelle architecture de sécurité européenne. [...] La Hongrie est prête à accepter le Tarif Douanier Commun et la Politique Commerciale Commune. Par ailleurs, elle partage les objectifs de l'Union Economique et Monétaire. [...] En ce qui concerne le domaine agricole, la Hongrie souhaite l'intégration de son agriculture dans la Politique agricole commune le plus tôt possible".

En outre, lors du Conseil européen de Florence en juin 1996, le premier ministre Horn a affirmé:

"The decisions of the European Council in Madrid made the process of accession calculable for Hungary. Euro-Atlantic integration is not only the basic condition but also the substance of Hungary's social and economic transformation and modernisation. It means a clear and attractive perspective for the Hungarian society undertaking the burden of transformation"¹³.

L'engagement de la Hongrie à intégrer l'UE a été ultérieurement renforcé par l'ancien président de la République, Arpád Göncz, lors d'un discours délivré à l'occasion de la fête nationale hongroise en 1996, où il a déclaré:

"Europe of the future will, let us hope, irrevocably and protectively embrace Hungary in a full-grown European Union. This will be the shared homeland of European countries all with equal rights. It will offer a viable, though not altogether care-free life to such European countries which are able and prepared to undertake membership of their own free will. It offers a possibility for us to answer together all those economic and political challenges, some of them known and others unknown, that the future holds. It promises peace after the sufferings

¹³ www.mfa.gov.hu ou www.meh.hu

caused by two wars that brought unparalleled destruction and two dictatorships of unparalleled evil. It promises a predictable future to countries that have suffered immense misery, having been torn, divided and herded into forced union. It promises the strength of unity so that these countries may be able to defend their security, their legal system, the full enforcement of human rights, their made and natural environment, and multi-coloured and yet unified culture and economy of Europe”¹⁴.

La position du gouvernement et des partis politiques face à l'UE jusqu'en 1998

Nous pouvons découvrir les opinions de la population, des partis politiques, des médias et des autres acteurs de différentes manières, par exemple en dépouillant la presse, en analysant des débats politiques et les programmes politiques des principaux partis, ou encore en étudiant des sondages d'opinion.

L'analyse des débats politiques s'est immédiatement avérée un outil inutile pour la recherche d'opinions contraires à l'adhésion à l'UE. En effet, au sein du Parlement hongrois il n'y a pas eu d'opposition politique à l'UE jusqu'aux élections législatives de 1998, parce que les forces parlementaires ont atteint un large consensus sur la question de l'adhésion, le seul désaccord au sein du Parlement portant sur les modalités et sur la stratégie du processus d'intégration, sur le déroulement des négociations ou sur le temps nécessaire pour reprendre l'acquis communautaire¹⁵. L'intégration dans l'UE représentait le principal objectif de politique étrangère de tous les partis politiques au Parlement. Pendant cette période, et surtout tout de suite après le changement de régime, les partis politiques étaient quasiment obligés à se servir de la carte du retour à l'Europe s'ils espéraient obtenir le soutien de la population. Il s'agissait donc d'un choix obligatoire et facile si les partis entretenaient une espérance quelconque de naître ou de se renforcer. Bref, pendant cette période et encore aujourd'hui, la question européenne reste un enjeu électoral fondamental. La carte du retour à l'Europe a également permis à des partis non-historiques de se présenter sur la scène

¹⁴ www.mfa.gov.hu ou www.meh.hu

¹⁵ Si au sein du Parlement il n'y a pas eu d'opposition politique contre l'UE jusqu'en 1998, il faut quand même signaler que le Parlement a été le théâtre d'attaques racistes, surtout contre les Tsiganes. En effet, lors de la session du 30 septembre 1995, Iván Szabó, dirigeant du Forum démocratique, a affirmé que les Tsiganes avaient des normes de comportement tout à fait différentes de celles des Hongrois (Imre FURMANN, “Une goutte de racisme”, *Heti Világgazdaság*, 30 septembre 1995). En 1997, la vice-présidente du Parlement Agnès Maczo (Parti des petits propriétaires) avait émis des propos antisémites au Parlement à l'égard de Matyas Rakosi, le dirigeant communiste hongrois de l'après-guerre.

politique ¹⁶ et a aidé le parti héritier du Parti communiste (MSZP) à se refaire une nouvelle image et à se présenter comme un parti social-démocrate, moderne et résolument pro-européen. L'UE était vue par les partis et la population comme la seule possibilité de rompre de manière définitive avec l'ancienne appartenance au bloc soviétique, d'où le soutien unanime des principales formations politiques. L'obligation d'embrasser des positions pro-européennes pour pouvoir recueillir le soutien de la population comporte aussi un danger: nous ne savons pas jusqu'à quel point les formations politiques sont vraiment pro-européennes, ni si les partis instrumentalisent la question européenne pour gagner de l'importance. Les six formations parlementaires étaient-elles vraiment pro-européennes au cours de cette période ou ont-elles adopté l'étiquette pro-européenne par nécessité? A l'heure actuelle nous pouvons affirmer que, parmi ces six formations parlementaires, cinq sont encore pro-européennes aujourd'hui, tandis que le Parti des petits propriétaires a glissé vers une position euro-sceptique. C'est un bon signe, car les positions embrassées par cinq des six partis parlementaires n'étaient pas dictées par la nécessité de recueillir du soutien populaire. Ceci ne fait que renforcer davantage le soutien des partis politiques vers l'Union.

S'il est vrai que pendant cette période tous les partis politiques étaient d'accord sur le fait que l'adhésion représentait leur principal but, nous pouvons également observer l'apparition de clivages sur les modalités à suivre pour atteindre ce but. Un clivage typique s'est formé entre les partis libéraux et les partis conservateurs à propos du type de modernisation que le pays devra suivre pour intégrer l'UE. Les partis libéraux prônaient une approche plus positive, basée sur l'économie et l'utilisation du capital étranger pour introduire un développement de type plus moderne. Les partis conservateurs étaient plus axés sur une modernisation de type national, basée essentiellement sur le maintien de l'héritage, de la tradition et de valeurs nationales. Ces différences ne se sont pas tout de suite montrées au grand jour parce que les partis craignaient que la population puisse interpréter certaines approches comme plus eurosceptiques que d'autres, fait qui aurait entraîné une baisse de popularité. Il y a donc eu une sorte d'auto-limitation du discours des partis par crainte d'être marginalisés de la scène politique et accusés d'être eurosceptiques.

¹⁶ Si le thème du "retour à l'Europe" a été utilisé par de différents partis non-historiques pour pouvoir être connus, l'envers est vrai aussi, vu que le Parti de la justice et de la vie a exploité ce thème de manière négative en créant un parti anti-européen. En se positionnant contre l'Europe, le fondateur de ce parti, István Csurka, a voulu souligner ses différences avec le parti pro-européen auquel il appartenait (Forum démocratique).

Nous pouvons diviser les six partis parlementaires hongrois en trois catégories selon leur vision de l'intégration européenne, qui peut être basée sur l'Etat-providence, sur l'intégration comme zone de libre-échange ou sur l'Europe des patries. Le Parti socialiste "interprétait l'intégration européenne comme un processus historique ayant abouti à une construction avant tout socio-économique incarnant la victoire des valeurs représentées par l'Etat-providence"¹⁷. Les deux partis libéraux, l'Alliance des démocrates libres et le Fidesz (Alliance des jeunes démocrates et Parti civique), considéraient l'intégration européenne comme "un espace de mise en pratique des principes du libre-échange, une garantie contre le retour du socialisme et le seul moyen de moderniser la Hongrie en profondeur"¹⁸. Les partis conservateurs, le Forum démocratique, le Parti de petits propriétaires et le Parti populaire démocrate-chrétien,

"envisageaient leurs rapports à l'Europe moins comme une question pour le futur du pays que comme une interprétation du passé, puisqu'ils considéraient l'UE comme une incarnation normative de l'Europe. Définissant celle-ci par ses attributs culturels, ils justifiaient leur soutien de l'intégration par le fait que la Hongrie est un pays étroitement lié à l'Ouest par sa culture, dont les caractéristiques occidentales fondamentales sont restées inchangées malgré un isolement forcé de plusieurs décennies. Puisque le principe de la souveraineté nationale était la base de leur vision du futur du pays, ils favorisaient une Europe des Etats-Nations, des Patries"¹⁹.

C'est seulement à partir des élections législatives de 1994 que ces différentes visions de l'intégration européenne ont commencé à se délimiter de manière plus marquée.

Le large consensus à l'égard de l'adhésion atteint par toutes les forces politiques représentées au Parlement est confirmé par le mémorandum du 31 mars 1994 qui accompagne la candidature d'adhésion officielle de la Hongrie à l'UE. Nous y pouvons lire:

"Since the formation of an independent Hungarian State 1,000 years ago, this country has been closely linked to Western cultures and values. [...] Within the newly established democratic institutional framework the political conditions

¹⁷ Laure NEUMAYER, "Opinions publiques et partis politiques face à l'intégration européenne en Hongrie, Pologne et République tchèque", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, mars 1999, vol.30, No 1, p. 154.

¹⁸ Laure NEUMAYER, "Opinions publiques et partis politiques face à l'intégration européenne en Hongrie, Pologne et République tchèque", p. 154.

¹⁹ *Ibid.*, p. 154.

for reintegration into the main trend of European development are now fulfilled. For Hungary, joining this process and using the achievements of European integration to carry out fully its social and economic modernisation is a historical necessity. It is also a unique possibility, for which there is no alternative”²⁰.

Tout comme l'étude des débats politiques, l'analyse des articles de journaux²¹ et des informations fournies par les médias en général n'a pas été très utile non plus, parce qu'aucun média d'une certaine importance s'opposait ouvertement à l'adhésion. Seulement 3% des Hongrois interviewés au cours du sondage “The European Union and the Hungarian Public” effectué par *Szonda Ipsos* en avril 2000, ont affirmé que les médias (télévision, radio, presse) diffusent des informations négatives au sujet du processus d'adhésion. En plus, comme tous les partis politiques étaient favorables à l'adhésion, cette unanimité n'intéressait pas tellement les médias.

D'un côté, l'absence de forces politiques s'opposant à l'adhésion est relativement simple à expliquer si nous considérons la situation politique de la Hongrie. Dans un discours prononcé le 12 septembre 1991 devant le bureau élargi du Parlement européen, le premier ministre Antall soulignait que, pour la Hongrie, l'intégration européenne était une “question de vie ou de mort”²². Cependant, il n'est pas clair pourquoi les médias ont une opinion si homogène alors que la population présente des avis divergents face à l'intégration. Nous pouvons essayer de répondre à ce phénomène en disant que l'adhésion de la Hongrie à l'UE n'a pas été la question la plus importante dans les médias hongrois. Cela peut être expliqué en partie par le fait que, lorsque le Parlement hongrois discutait sur ce thème, le monde des médias était plutôt concentré sur la question des élections législatives qui approchaient et sur les gros problèmes qui ont ébranlé le monde des médias²³. Une occasion très importante de discuter de ces problèmes et

²⁰ www.mfa.gov.hu ou www.meh.hu

²¹ *Világgazdaság, Napi Magyarország, Népszabadság*, qui était le journal du Parti communiste, *Népszava, Néplap, Magyar Nemzet, Magyar Hírlap, A Nap, Esti Hírlap, The Budapest Sun, Budapest Business Journal, Observer*.

²² Agence Europe, Bulletin, No 5568, 16 et 17 septembre 1991, p. 9.

²³ Comme expliqué au cours de ce travail, le gouvernement Antall a souvent fait recours à des attitudes et à des discours trop autoritaires en arrivant jusqu'à vouloir faire aligner les médias sur ses propres idéologies. A la suite de cette tentative, une guerre s'est déclenchée entre les présidents de la radio et de la télévision d'une part et le gouvernement de l'autre. Confrontés à une pression insupportable, les présidents ont décidé de démissionner. Les deux présidents ont été ensuite remplacés par des journalistes appartenant à l'ancien régime communiste qui s'étaient convertis à l'idéologie nationaliste d'extrême droite.

surtout de rendre la population attentive aux dangers et aux opportunités de l'adhésion a donc été manquée. Cela a engendré une certaine désinformation au sein de la population sur la question européenne. A titre d'exemple, nous pouvons citer le sondage *EECE 6*, où seulement 42% des Hongrois ont été en mesure de reconnaître le drapeau européen, contre 69% des Slovènes. La désinformation et le désintérêt de la population, mêlés au manque de clarté (volontaire?) des partis politiques lors de leurs discours ont engendré une certaine confusion à l'égard de termes comme CE, OTAN, Europe, etc.

Il est également intéressant de remarquer que, si les médias hongrois ne se sont pas penchés à fond sur la question, la thématique de l'élargissement à l'Est est, depuis quelques années, un des thèmes centraux des médias occidentaux. En effet, une grande différence entre l'élargissement à l'Est et les quatre élargissements précédents s'est manifestée au niveau de la réaction de l'opinion publique. A la différence de l'actuel débat concernant l'intégration des PECO, l'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal n'a pas été amplement débattue dans l'opinion publique et est restée dans le domaine de la diplomatie, de la politique extérieure et du monde des affaires²⁴.

L'absence de forces politiques s'opposant à l'adhésion à l'UE au cours des premières années qui ont suivi l'effondrement du régime communiste a probablement une explication historique aussi. Lors de la première confrontation avec les Habsbourg, débutée en 1703, le duc Ferenc Rákóczi à la tête du mouvement insurrectionnel décida de proclamer l'indépendance des Hongrois par rapport aux Habsbourg. Ce geste fut interprété de manière diamétralement opposée par les générations qui suivirent. "D'un côté, Rákóczi est considéré comme un des plus grands personnages de l'histoire hongroise, son geste, répété au XIX^{ème} siècle, par les protagonistes de la guerre d'indépendance de 1848-1849, est vu comme un acte qui exprime l'essentiel du génie hongrois"²⁵. D'autre côté, et de manière de plus en plus marquée, "il y a ceux qui, depuis le grand homme d'état du XIX^{ème} siècle István Széchenyi, considèrent que la Hongrie, terriblement affaiblie par les siècles de l'occupation turque, avait intérêt à s'allier avec la grande puissance habsbourgeoise, et même que c'était sa seule chance de survie"²⁶. A la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, une situation semblable s'est représentée: "Ces discussions sont de nouveau d'actualité depuis

²⁴ A titre d'exemple nous pouvons citer également que l'élargissement de l'UE à l'Autriche, à la Finlande et à la Suède n'a pas été largement débattu dans les médias parce que ces trois pays allaient être des contributeurs nets au budget de l'UE.

²⁵ János SZAVAI, *La Hongrie*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 19.

²⁶ *Ibid.*, p. 19.

1989-1990, moment où la souveraineté recouvrée, la Hongrie doit trouver une solution à ses problèmes de sécurité, car seule elle serait incapable, comme c'était le cas au XVIIIème siècle, de se défendre contre des éventuelles agressions venues du Sud ou du Nord-Est"²⁷. Ayant clairement à l'esprit le précédent de Rákóczi, et ne voulant pas commettre la même erreur du passé, nous voyons la "hâte, au début des années 1990, du premier gouvernement librement élu, soutenu dans cette décision par toute la classe politique, de poser la double candidature du pays à l'OTAN et à la Communauté européenne"²⁸. Les premiers dirigeants de l'ère post-communiste se sont probablement inspirés également de l'exemple de Ferenc Deák, qui, en 1865, sentant l'affaiblissement de l'Empire des Habsbourg à la suite de la bataille de Solferino, propose un compromis avec l'Autriche, contrairement à ce que Rákóczi avait fait auparavant. En effet, "Déak et ses amis pensaient que la Hongrie n'avait aucune chance de garder son indépendance entre une grande puissance slave et une grande puissance germanique et que pour sa sécurité elle avait besoin de l'alliance autrichienne"²⁹.

Les élections de 1998

Les troisièmes élections législatives depuis l'effondrement du régime communiste ont établi la défaite de la coalition formée par le Parti socialiste et l'Alliance des démocrates libres, qui était au pouvoir depuis les élections législatives de 1994.

Le principal et inattendu vainqueur de ces élections a été le Fidesz, Parti civique de centre droit, qui a remporté 148 sièges sur 386. Le Fidesz est composé par l'Alliance des jeunes démocrates et le Parti civique hongrois. Le président du Fidesz, Viktor Orbán, est nommé premier ministre³⁰. Le parti des Petits Propriétaires indépendants (48 sièges) et le Forum démocratique (17 sièges) s'ajoutent au Fidesz pour former la coalition gouvernementale. Le Parti socialiste (134 sièges) et l'Alliance des démocrates libres (24 sièges) passent dans l'opposition.

²⁷ *Ibid.*, p. 19.

²⁸ *Ibid.*, pp. 19-20.

²⁹ *Ibid.*, p. 28.

³⁰ En janvier 2000, Orbán abandonne son poste de président du Fidesz afin que son successeur puisse consacrer davantage de temps à la préparation de son parti aux élections législatives de 2002. C'est la première fois depuis les premières élections post-communistes de 1990 que le chef du gouvernement abandonne la tête de son parti sans y être contraint. Viktor Orbán a déclaré qu'au cours des 18 derniers mois il avait pris conscience qu'il n'avait tout simplement pas le temps de se consacrer à ces deux fonctions comme il devrait.

La plus grande surprise de ce scrutin est représentée par l'entrée au Parlement du Parti de la justice et de la vie (MIEP), dirigé par István Csurka qui a obtenu 14 sièges, c'est-à-dire, environ 250'000 voix.

Le gouvernement Orbán et l'Union européenne

Un des outils dont nous pouvons nous servir pour découvrir l'engagement du gouvernement vers l'intégration du pays dans l'UE, sont les discours officiels présentés aux différentes conférences, conventions, réunions, etc. Analysons donc quelques déclarations prononcées par Viktor Orbán et le ministre des Affaires étrangères.

Lors d'un discours tenu au début juin 1999³¹, le premier ministre renforce l'engagement de la Hongrie à l'UE en soulignant qu'il est prêt à soutenir la création de la force d'intervention rapide de l'UE qui s'occupera des tâches de Petersberg, c'est-à-dire, des opérations de maintien et de restauration de la paix, de la gestion des conflits (*crisis management*), de l'envoi de troupes sanitaires et de pompiers, bref, de tout ce qui concerne la *soft security*. Dans deux articles récents³², le premier ministre affirme vouloir contribuer à la création de cette force d'intervention rapide en offrant un contingent hongrois. Au cours de ce même discours de juin 1999, Orbán rappelle que son gouvernement a fixé comme terme pour l'adhésion à l'UE la période entre la fin de 2002 et le début de 2003, mais reste quand même assez sceptique sur le fait que l'adhésion puisse se concrétiser à cette date lorsqu'il affirme que

“Our integration in Europe, something we had until the Second World War, something that was a natural part of our life, still seems to be out of reach. I think Hanna Suchocka is still right in what she said since 1990, we are continuously five years away from EU-membership”.

Après les élections législatives de 1998, le nouveau ministre des Affaires étrangères János Martonyi a affirmé que “Le nouveau gouvernement hongrois s'est engagé envers l'adhésion à l'UE”³³.

³¹ Viktor Orbán's Speech on the Congress “Europe 2000: a Union for the Citizens. A Union with Global Responsibilities”, 6 juin 1999, www.meh.hu/Kormany/Kormanyfo/1999/06/990606en.htm ou www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm

³² Alexander NICOLI, “A new model army”, *Financial Times*, 15 novembre 2000; Peter NORMAN, “EU rapid reaction force set at 60,000”, *Financial Times*, 18 novembre 2000.

³³ Parlement européen, *La Hongrie et l'élargissement de l'Union européenne* (2^{ème} mise à jour), p. 12.

Dans un autre discours, le ministre des Affaires étrangères hongrois ³⁴, affirme que le climat en Hongrie est beaucoup plus optimiste par rapport à l'année précédente après la publication, le 8 novembre 2000, du rapport régulier 2000 de la Commission sur les progrès réalisés par la Hongrie sur la voie de l'adhésion. Suite à l'évaluation positive reçue par la Hongrie dans le rapport régulier de la Commission, le ministre des Affaires étrangères est confiant que les négociations avec l'UE s'achèveront entre la fin de 2001 et le début de 2002 et que son pays aura terminé les préparations internes et sera donc prêt pour l'adhésion dans les premiers mois de 2003 au plus tard ³⁵.

Comme mentionné auparavant, la question européenne est encore aujourd'hui un enjeu électoral essentiel et le Fidesz s'en est servi à plusieurs reprises lors de sa campagne électorale en mai 1998. Le Fidesz a accusé la coalition gouvernementale (Parti socialiste et Alliance des démocrates libres) d'avoir adopté des positions trop passives lors des négociations avec l'UE, qui avaient débuté au mois de mars, et de vouloir adhérer à l'Union au plus vite et, possiblement, sans dérogations, en défendant de cette manière uniquement les intérêts de l'Etat hongrois. Au contraire, Viktor Orbán affirmait vouloir négocier avec Bruxelles dans le but de sauvegarder les intérêts de la nation hongroise.

³⁴ *Opening statement by Foreign Minister János Martonyi at the press conference following the third meeting of the Foreign Ministers of the "Luxembourg Six" countries*, 15 novembre 2000, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/Martonyi/1115lux6sajta.htm

³⁵ Il existe un grand nombre d'autres discours du premier ministre et du ministre des Affaires étrangères qui ont pour but, eux aussi, de réaffirmer l'engagement de la Hongrie à adhérer à l'UE le plus vite possible:

1- *Press Conference of the Spokesman of the Ministry of the Republic of Hungary*, 7 octobre 1998, www.mfa.gov.hu/1998/10/spok1007.htm ou www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm;

2- *The Hungarian Ministry of Foreign Affairs provides the exact National Programme for the Adoption of the Acquis*, juillet 1999, www.mfa.gov.hu/euanyag/NPAA/Cover.htm ou www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm

3- Les discours du ministre des Affaires étrangères pour l'année courante peuvent être consultés à l'adresse internet suivante: www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/Martonyi/content.html;

4- Les discours du ministre des Affaires étrangères pour les années 1998 et 1999 peuvent être consultés à l'adresse internet suivante: www.mfa.gov.hu/Szovivoi/Korabbi/1999/Martonyi_beszed/content.html;

5- Les discours du Secrétaire d'Etat, Zsolt Németh, peuvent être consultés aux adresses internet suivantes: www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/Nemeth/content2000.html ou www.mfa.gov.hu/Szovivoi/Korabbi/1999/NZSbeszed/content.html;

6- Enfin, toutes les déclarations de presse et les publications du porte-parole du Ministère des Affaires étrangères depuis 1994 à aujourd'hui, se trouvent à l'adresse suivante: www.mfa.gov.hu/Szovivoi/publ.htm

Même si la volonté politique pro-européenne de Orbán n'est pas mise en question actuellement, l'accord entre le Fidesz et le Parti des petits propriétaires, par lequel les deux partis s'engagent à se présenter comme une formation unique aux élections législatives de 2002³⁶, cache le danger que le Fidesz puisse glisser trop à droite. Les Petits Propriétaires ont réussi à mener à bien cet accord, car leur président, József Torgyán, a retiré sa candidature pour la présidence de la République, fait qui aurait ralenti la marche d'Orbán vers l'UE à cause des idées populistes du dirigeant des Petits Propriétaires.

La position du gouvernement et des partis politiques
face à l'UE après les élections législatives de 1998

Après les élections législatives de 1998, le climat politique se fait plus nationaliste et anti-occidental. Le consensus qui régnait au sein du Parlement parmi les six formations politiques est devenu un peu plus fragile, mais l'objectif final de l'intégration est encore bien évident.

Laure Neumayer divise les partis politiques de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque en trois grandes catégories: les pro-européens, les anti-européens et les eurosceptiques³⁷. Il me semble intéressant de citer cette division parce qu'elle nous sert pour décrire la situation qui s'est installée au Parlement hongrois après les élections législatives de 1998. En effet, nous pouvons schématiquement affirmer que, si l'euroscepticisme a fait surface au Parlement, l'anti-européanisme n'est qu'une idéologie théorique professée de manière peu convaincue et convaincante par un parti marginal qui ne trouve pas de traduction pratique au sein du Parlement.

Au cours des dernières années, le Fidesz a opéré un changement dans sa vision politique, en passant d'une position nettement de centre gauche à une position de centre droit, mais reste sans aucun doute un parti clairement pro-européen. En plus, avec la montée de l'importance du Parti des petits propriétaires et du Parti de la justice et de la vie, nous assistons à un véritable glissement à droite.

En fait, le Parti des petits propriétaires a adopté

“une ligne de plus en plus populiste, avec de nettes tendances ultra-conservatrices et anti-occidentales. Ce parti avait déjà une longue tradition de positions nationalistes et, au cours de ces dernières années, des attitudes an-

³⁶ *The Budapest Sun*, “Presidential nominee emerges”, 11 mai 2000.

³⁷ Laure NEUMAYER, “Opinions publiques et partis politiques”, p. 139.

tisémites et extrémistes se sont manifestées à maintes reprises, principalement auprès des dirigeants provinciaux ou locaux et des militants”³⁸.

Déjà lors des élections municipales de décembre 1994, nous pouvions remarquer que le Parti des petits propriétaires ne dédaignait guère les tons extrémistes, vu qu'il semblait soutenir, bien que pas ouvertement, le Parti de la justice et de la vie. La rhétorique populiste de ce parti préconise de “garder la terre hongroise dans des mains hongroises et s'oppose à ce que des sociétés occidentales acquièrent des propriétés et investissent en Hongrie”³⁹. Ces idées sont en forte contradiction avec les efforts du Fidesz, à savoir le rapprochement à l'UE et l'élimination de toute rhétorique nationaliste. L'ensemble du parti n'est pas ouvertement contre l'intégration dans l'UE, mais son président, József Torgyán, “appelle souvent au ralentissement des tentatives d'intégration de la Hongrie dans les structures européennes et à une accentuation des valeurs hongroises”⁴⁰. Or, si nous ne pouvons pas classer ce parti comme anti-européen, nous pouvons quand même le définir comme eurosceptique. En effet, les eurosceptiques sont favorables à l'intégration, mais pas à n'importe quelles conditions. Il est donc difficile de saisir clairement le discours des partis eurosceptiques, car ils sont souvent ambigus et leurs représentants arrivent même à formuler des doubles discours. S'ils sont d'accord sur l'adhésion, ils mettent en question l'étendue et le calendrier des réformes internes à entreprendre, les positions à assumer lors des négociations, les objectifs des négociations et l'attitude à l'égard des pays membres de l'UE. Si les pro-européens voient l'adhésion comme un facteur qui favorise la réforme interne, les eurosceptiques la considèrent comme un événement qui doit suivre cette réforme. Les eurosceptiques ne voient aucune alternative à l'adhésion; ils la considèrent comme une nécessité historique, mais ils mettent en question les moyens à utiliser pour mener à bien ce processus. Le Parti des petits propriétaires hésite à se déclarer eurosceptique par crainte de perdre une partie de son soutien populaire, et préfère se définir comme un parti euroréaliste. Il y a probablement plus de positions eurosceptiques que nous ne le croyons, car, si les positions anti-européennes sont marginales, elles se manifestent quand même ouvertement et sont donc facilement identifiables, tandis que les positions eurosceptiques sont plus voilées et jouent sur des doubles sens qui ne se laissent pas toujours décoder clairement. Il faut ajouter que des

³⁸ Raphael VAGO, “Hongrie”, dans Jean-Yves CAMUS *Les extrémismes en Europe: Etat des lieux 1998*, Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme (C.E.R.A.), Edition de l'Aube, 1998, p. 210.

³⁹ *Ibid.*, p. 210.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 211.

éléments anti-européens se cachent au sein des partis eurosceptiques, comme dans le Parti des petits propriétaires, en contribuant à rendre leur message encore plus difficile à déchiffrer. La complexité et l'ambivalence des discours du Parti des petits propriétaires s'expliquent donc par la nécessité de devoir concilier les différentes visions de l'Europe qui existent au sein de ce même parti. Vu que des éléments anti-européens se dissimulent parmi les rangs des petits propriétaires, il faudra monitorer de près l'évolution de ce parti, surtout au fur et à mesure que l'approfondissement des négociations touche les points les plus sensibles.

Au contraire, le MIEP peut décidément être considéré comme un parti extrémiste, xénophobe, antisémite et anti-européen. Au cours de la brève histoire post-communiste de la Hongrie, c'est la première fois qu'un parti d'extrême droite arrive à franchir la barre de 5% permettant l'accès au Parlement. En effet, ce parti s'était déjà présenté aux élections législatives de 1994, mais il n'avait recueilli qu'1,59% des suffrages et cela avait souligné la détermination de la population à ne pas se faire emporter par des partis extrémistes.

Le leader du Parti de la justice et de la vie, István Csurka, a été un des fondateurs, ainsi que le vice-président, du Forum démocratique hongrois, le parti qui a gagné les premières élections parlementaires post-communistes. En 1993, Csurka a quitté le Forum démocratique hongrois parce qu'il "professait des idées nationalistes, antisémites et antilibérales incompatibles avec l'image nationale-libérale du parti de même qu'avec les vues plus modérées de sa majorité"⁴¹. Ayant compris qu'il serait impossible de se hisser à la tête du Forum, il a décidé de fonder son parti fasciste: le Parti de la justice et de la vie.

Le MIEP "met l'accent sur le retour des communistes et sur de prétendues forces non hongroises qui dirigeraient les médias, ainsi que sur certains membres d'une minorité ethnique qui occuperaient des positions influentes dans l'Alliance des démocrates libres, partenaire des socialistes dans la coalition au pouvoir de 1994 à 1998"⁴².

Si le Parti des petits propriétaires reste assez ambigu sur l'adhésion à l'UE, le MIEP fait du rejet de l'intégration de la Hongrie dans l'OTAN et l'UE un de ses thèmes préférés. En effet, lors du référendum de 1997 sur l'adhésion à l'OTAN, le MIEP s'efforçait de mettre le peuple hongrois en garde contre "les plans américano-sionistes de mainmise sur la Hongrie et de bradage de ses intérêts sous l'égide de cette organisation"⁴³. Lors de la réunion du parti du 14 mars 1997, 50'000 fidèles du MIEP se sont réunis

⁴¹ Miklós MOLNAR, *Histoire de la Hongrie*, p. 435.

⁴² Raphael VAGO, "Hongrie", p. 202.

⁴³ *Ibid.*, p. 202.

pour protester contre l'ouverture du gouvernement à l'égard de l'OTAN et de l'UE. Les orateurs ont affirmé que la Hongrie était "soumise à une répression étrangère contrôlée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international"⁴⁴. Malheureusement pour Csurka, ses idées sur l'OTAN et sur l'UE n'ont pas recueilli un large consensus, vu que le référendum de 1997 sur l'OTAN a clairement mis en évidence l'enthousiasme de la population à l'égard de l'intégration de la Hongrie dans cette organisation. Cependant, à travers son bulletin intitulé *Magyar Forum*, Csurka persiste à "accuser systématiquement le monde juif, dont les intérêts sont représentés par des gens tels que le philanthrope juif d'origine hongroise George Soros, de vouloir soumettre les intérêts économiques et nationaux hongrois à ceux des objectifs juifs"⁴⁵; ceci à l'aide d'organisations occidentales comme l'OTAN et l'UE. Suivant cette rhétorique,

"Les Etats-Unis sont systématiquement présentés, ainsi que dans d'autres discours antisémites similaires typiques du XXe siècle, comme l'instrument des intérêts financiers juifs; tandis que le juif, pour sa part, est aussi le vecteur des idéologies extrémistes qui ont amené le communisme en Hongrie pendant la courte existence de la République soviétique de Hongrie en 1919, puis de nouveau après la seconde guerre mondiale. L'asservissement moral, financier, militaire et politique de la Hongrie est, selon M. Csurka, le but principal des forces mondiales dirigées par les intérêts juifs. Pour atteindre ce but, il faut briser l'esprit et la résistance des Hongrois afin de permettre au monde juif d'envahir et de prendre le contrôle de la Hongrie"⁴⁶.

Ce plan d'invasion et de conspiration juive est effectué, selon Csurka, par les éléments non hongrois qui dirigent les médias hongrois. Nous retrouvons ici un des autres thèmes préférés de Csurka, à savoir, le fait que "les dirigeants des médias sont à peine capables de parler hongrois", et qu'ils sont "engagés dans une guerre spirituelle contre la nation hongroise"⁴⁷. Peu après son entrée au Parlement, le dirigeant du MIEP a affirmé que l'un des futurs directeurs de la télévision hongroise serait un agent du Mossad, dénonçant ainsi encore une fois la domination du monde par les juifs grâce aux services secrets israéliens. Csurka utilise le thème de la participation des juifs au mouvement et au régime communistes comme

⁴⁴ *Ibid.*, p. 206.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 205.

⁴⁶ Raphael VAGO, "Hongrie", p. 205.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 205.

“un moyen facile d’attirer l’attention sur les juifs pour les présenter comme les principaux responsables de tous les malheurs de la Hongrie”⁴⁸.

Csurka a été durement critiqué, surtout par le dirigeant du Parti des petits propriétaires József Torgyan, à cause de ses liens avec le Front national de Jean-Marie Le Pen. Invité au congrès du Front national à Strasbourg, Csurka a “appelé à la cohésion des forces nationalistes européennes, et à l’homogénéité de leurs objectifs pour faire face à l’alliance menaçante de la gauche avec les forces libérales”⁴⁹.

Bien que les idées du MIEP ne soient acceptées que par une minorité de la population hongroise, ses réunions publiques et ses manifestations, caractérisées par des appels à forte connotation nationaliste, attirent toujours une grande foule grâce à ses publications, qui sont largement diffusées et facilement accessibles.

Certains observateurs se servent de la faible participation électorale en 1998 comme prétexte pour justifier, dans une certaine mesure, l’entrée du MIEP au Parlement. Selon ces observateurs, cette faible participation aurait permis à un parti relativement peu important comme le MIEP de franchir la barre de 5% des voix qui permet l’accès au Parlement. Même au cas où ce facteur avait une certaine importance, n’oublions pas que plus d’un quart de million de Hongrois a voté ce parti xénophobe et antisémite. Toutefois, un élément qui pourrait affaiblir la victoire du MIEP est que les 14 sièges conquis ne sont pas suffisants pour que le parti soit reconnu comme groupe parlementaire, la barre étant fixée à 15 sièges. Le MIEP n’a donc pas droit à certaines aides financières et ne peut pas participer aux commissions parlementaires qui sont réservées aux groupes parlementaires reconnus.

En dépit de toutes les critiques formulées à l’égard de Csurka et de son mouvement, il est nécessaire de souligner que ce dernier a adopté un profil plutôt bas depuis son entrée au Parlement. Les tons anti-occidentaux se sont en effet affaiblis et, en septembre 2000, le parti de Csurka a même signé, avec les cinq autres partis représentés au Parlement, une déclaration conjointe soulignant son soutien à l’adhésion à l’UE⁵⁰. Le point 1 de la déclaration conjointe affirme que “It is fundamental national interest of the Republic of Hungary to join the European Union at the earliest possible date and under the attainable most favourable conditions”. Le point 8 confirme la volonté de tous les partis politiques représentés au Parlement

⁴⁸ *Ibid.*, p. 204.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 205.

⁵⁰ *Joint Statement of the Parties represented in the National Assembly of the Republic of Hungary and of the Government on the current issues of the accession process*, 11 septembre 2000, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/09/spok0911.htm ou www.europa.eu.int/comm/enlargement/docs/joint_hungary.HTM

d'intégrer l'UE le plus vite possible: "The parliamentary parties support the Government's commitment to conclude the internal preparations by the end of 2002, and they are ready to support it with their parliamentary means as well as to provide continuously its parliamentary monitoring".

Enfin, citons les divers et omniprésents groupes néo-nazis comme l'Association d'entraide hongroise, qui "adhère ouvertement à l'héritage du mouvement fasciste hongrois appelé les Croix fléchées"⁵¹. Le nombre des supporters de ces mouvements n'est pas élevé, mais leur présence est toujours bien visible lors de manifestations publiques. Le journal mensuel du mouvement, *Magyartudat* (la Conscience hongroise), est ouvertement antisémite et souligne sans cesse le négationnisme de la Shoah.

En ce qui concerne l'opinion de ces groupes envers l'UE et les structures occidentales en général, nous pouvons affirmer qu'ils ne veulent pas s'intégrer dans l'UE parce que cela impliquerait l'ouverture des frontières aux réfugiés, aux immigrants clandestins et à la criminalité en provenance principalement de l'Est.

Une des partisans les plus farouches des différents groupes de skin-head, néo-nazis et extrémistes est l'ancienne députée du Forum démocratique Izabella B. Király, qui a proposé à maintes reprises en 1996 que "tous les Tsiganes soient déplacés et qu'un Etat indépendant leur soit attribué dans l'estuaire du Danube"⁵².

Izabella Király est rédactrice en chef du périodique extrémiste *Kotott Keve* (Les Faisceaux liés), dont elle se sert pour critiquer ouvertement Csurka en l'accusant d'être trop mou et tolérant sur certaines questions.

L'affiche du parti de Izabella Király, le Parti de l'intérêt hongrois, portait l'image d'un homme qui jette un juif dans une poubelle en disant: "Chacun à sa place".

En conclusion, nous affirmons que, si avant les élections législatives de 1998 tous les partis politiques représentés au Parlement étaient ouvertement favorables à l'adhésion de la Hongrie à l'UE, ces dernières élections ont amené des changements radicaux:

- l'entrée au Parlement du MIEP qui s'oppose à l'intégration de la Hongrie dans l'UE et dans les organisation européennes en général;
- l'entrée dans la coalition gouvernementale d'un parti, celui des petits propriétaires, qui ne s'oppose pas ouvertement à l'intégration de la Hongrie

⁵¹ Raphael VAGO, "Hongrie", p. 203.

⁵² *Ibid.*, p. 203.

dans l'UE, mais qui a une rhétorique populiste et qui appelle souvent au ralentissement de l'intégration dans l'UE;

– pour la première fois dans ces dix dernières années, un premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a eu le courage de critiquer l'UE à cause du renvoi continu de la date d'adhésion et à cause du blocage des réformes internes de l'UE, en affirmant qu' "il y a une vie à l'extérieur de l'UE"⁵³.

Or, il semble assez probable que si la Hongrie n'adhérera pas à l'UE sur le court terme, les anti-européens et les eurosceptiques auront de bonnes chances de gagner en popularité et des pro-européens pourront se transformer en eurosceptiques, voire anti-européens.

La position de l'élite à l'égard de l'UE selon les sondages d'Eurobaromètres de l'Europe centrale et de l'Est

Les *EECE* 7 et 8 nous montrent d'une manière très évidente que les élites intellectuelles, politiques et économiques sont nettement plus favorables à l'intégration que le reste de la population et que le nombre d'indécis parmi les élites est nettement plus bas que parmi la population.

Selon les résultats du sondage publié dans l'*EECE* 7, 86% des décideurs et des leaders d'opinion hongrois ont une image positive de l'UE, 7% se proclament neutres et seulement 3% d'entre eux présentent une image négative de l'UE.

Une année plus tard, l'*EECE* 8⁵⁴ reporte exactement le même pourcentage de décideurs et de leaders d'opinion ayant une image positive de l'UE, le pourcentage des neutres descend de 7 à 1, tandis que les opinions négatives montent de 3 à 9%. Par rapport aux neuf autres pays candidats d'Europe centrale et orientale, les décideurs et les leaders d'opinion hongrois se placent en troisième position pour ce qui est de l'image de l'UE en 1996 et 1997. En dépit de cela, en 1997 (*EECE* 8) le pourcentage de décideurs et de leaders d'opinion hongrois ayant une image négative de l'UE est le plus élevé par rapport aux neuf autres pays candidats, ce chiffre s'élevant à 9%.

⁵³ *Budapest Business Journal*, "The face behind EU accession", 14-20 décembre 1998.

⁵⁴ Dans l'*EECE* 8, 1'615 décideurs et leaders d'opinion par pays candidat ont été interviewés par téléphone. Cet échantillon a été choisi d'une banque de données créée par la Commission contenant 33'000 leaders d'opinion et décideurs ayant un impact sur l'intégration européenne qui reçoivent le magazine bi-mensuel *European Dialogue* publié par la Commission comme partie intégrante de sa stratégie de pré-adhésion.

Si nous considérons singulièrement les différents groupes de décideurs et leaders d'opinion au niveau des dix pays candidats de l'Europe centrale et orientale, nous ne pouvons que constater que, en moyenne, ce sont les académiciens qui ont une image plus positive à l'égard de l'UE (87,5%), suivis par les parlementaires (84,5%), les partis politiques (83%), les membres des organisations non-gouvernementales (82,5%), les membres des gouvernements locaux (81%), les journalistes (80,5%), le gouvernement central (75,5%) et le secteur privé (72,5%). Dans tous ces groupes, il y a très peu d'opinions négatives à l'égard de l'UE, car le pourcentage d'opinions négatives n'excède pas, en moyenne, 2,5%, sauf dans le cas du secteur privé (5,5%).

Si maintenant nous considérons singulièrement les différents groupes de décideurs et leaders d'opinion au niveau de la Hongrie, nous remarquons que 98% des députés soutiennent le processus d'intégration européenne et que 97% sont favorables à l'adhésion (chiffres de 1998). Nous pouvons donc constater qu'au sein du Parlement règne un consensus quasi-parfait pour ce qui est du soutien à l'UE. L'appartenance des parlementaires aux idées de la droite (défense de l'intérêt national et des minorités dans les pays limitrophes, patriotisme, etc.) ou de la gauche (politique sociale, égalité, etc.) semble passer en deuxième plan afin de laisser la place à un soutien quasi-unanime à l'adhésion. Le clivage droite/gauche perd donc d'intensité lorsque le débat porte sur la question de l'adhésion.

Or, si le soutien à l'adhésion est presque unanime, il est clair que les élites politiques peuvent quand même envisager l'adhésion de manières légèrement différentes. 82% des parlementaires hongrois affirment soutenir l'adhésion principalement pour des raisons économiques, alors que les motivations politiques sont moins importantes. Ceci est essentiellement dû au fait que, selon la plupart des parlementaires, le système politique hongrois s'est désormais stabilisé et que les gains à escompter à la suite de l'adhésion seront principalement de nature économique.

En ce qui concerne la date de l'adhésion, 83% des parlementaires affirment pouvoir adhérer au cours des cinq prochaines années, tandis que 17% remettent la date à plus tard.

L'identification des parlementaires à l'Europe est très forte, vu qu'elle s'élève en moyenne à 6,07 sur une échelle de 1 à 7. Pour ce qui est de l'identification à l'Europe, nous remarquons des différences entre les parlementaires conservateurs et libéraux; la très grande majorité des conservateurs (74%) choisissent la Hongrie comme premier et principal objet d'identification, tandis que seulement 45% des libéraux font autant.

Après avoir affirmé que les élites intellectuelles, politiques et économiques sont nettement plus favorables à l'intégration par rapport au reste de la po-

pulation, nous pouvons essayer de fournir des explications à ce phénomène. En premier lieu, l'accès des élites à de meilleures sources d'information et leur position privilégiée dans le processus d'intégration expliquent en partie leur soutien massif à l'adhésion. Selon l'*EECE* 8, la télévision nationale représente la principale source d'information de la population sur l'UE (84%), tandis que la principale source d'information de l'élite est la presse nationale (73%). Certaines données de ce sondage soulignent le fait que les élites se servent de meilleures sources d'information. Par exemple, 48% des élites s'informent sur l'UE en visitant les pays de l'UE, contre seulement 3% de la population; 45% des élites utilisent Internet comme source d'information, contre seulement 3% de la population.

En deuxième lieu, comme nous démontrerons tout au long du travail, le soutien à l'adhésion augmente proportionnellement au niveau d'éducation et d'information personnelle.

Après avoir analysé ces chiffres, nous pouvons également affirmer que la critique qui est souvent formulée à l'égard de l'intégration des PECO dans l'UE, selon laquelle le processus d'intégration est mené principalement par les élites (*elite driven*) en excluant la population n'est pas sans raison.

En conclusion, tous ces chiffres ne font que confirmer ce que nous venons de voir dans les chapitres précédents, c'est-à-dire qu'en Hongrie, l'opposition à l'UE ne provient pas de la classe dirigeante.

CHAPITRE III

La position de la population face à l'adhésion

Après avoir analysé l'opposition au projet d'intégration européenne dans le monde politique, je me suis penché sur l'analyse des sondages d'opinion effectués auprès de la population.

Présentation des sondages d'opinion utilisés

Les sondages d'opinion étudiés proviennent de deux sources différentes. Les premiers sondages d'opinion analysés sont les *EECE*. D'un côté, chaque année, les *EECE* demandent à la population d'évaluer le processus de réforme économique et politique, et de l'autre, ils examinent les attitudes de la population face à l'Europe en général et face à l'UE en particulier. Le premier *EECE* a été réalisé en automne 1990 lorsque des sondages mandatés par la Commission européenne ont été effectués sur une base représentative au niveau national en Bulgarie, Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie. Dans les deux derniers *EECE* (1996 et 1997), les résultats d'un court sondage auprès des décideurs et des leaders d'opinion¹ dans les dix pays candidats susmentionnés a été ajouté. Malheureusement, les *EECE* se sont arrêtés en 1997 à cause, selon la Commission, de la réforme de l'unité responsable des sondages. Néanmoins, la Commission veut les reprendre et travaille à ce projet en espérant sortir en 2001 un *EECE* pays candidats qui couvrira les treize candidats à l'adhésion.

¹ Pour "décideurs et leaders d'opinion", les sondages entendent les parlementaires, les membres des organisations non-gouvernementales, les académiciens, les représentants des partis politiques, les membres des gouvernements locaux, les journalistes et les membres du gouvernement central.

Ces sondages sont réalisés avec l'aide d'instituts nationaux ² à la demande de l'Unité "Sondages d'opinion" de la Direction générale responsable pour l'Information, la Communication, la Culture et l'Audiovisuel de la Commission européenne et en collaboration avec l'Unité "Information externe" de la même Direction générale.

Le deuxième type de sondages d'opinion présentés dans ce travail est mandaté et coordonné par le Ministère des Affaires étrangères hongrois et réalisé par des instituts nationaux. Les sondages en question sont les suivants:

- *Hungarian Public Opinion on European Integration*, réalisé par la société *Szonda Ipsos* en automne 1996;
- *Survey on the Awareness and Attitudes of the Hungarian Public on Hungary's Future Accession to the European Union*, réalisé par la société *Sofres Modus* en 1997;
- *The European Union and the Hungarian Public*, réalisé par la société *Szonda Ipsos* en janvier 2000;
- *EU Accession Opinion Survey in the 11 candidate countries*, réalisé par la société *Sofres Modus* en septembre/octobre 2000.

Les résultats de ces sondages peuvent être obtenus au Secrétariat d'Etat à l'intégration européenne au sein du Ministère des Affaires étrangères ³. L'élaboration des sondages d'opinion et la préparation du public hongrois aux conséquences de l'adhésion à l'UE font partie de la stratégie de communication du gouvernement, approuvée le 1^{er} janvier 1996 par le Comité interministériel pour l'intégration européenne. A travers la stratégie de communication, les leaders du processus d'intégration veulent être informés et diffuser, à leur tour, des informations sur l'évolution des connaissances et sur l'opinion de la population hongroise à l'égard de l'UE. La stratégie de communication vise surtout à connaître les opinions et les points de vue des citoyens hongrois, auxquels le gouvernement attache la plus grande importance puisque c'est justement le peuple qui devra se prononcer par référendum sur l'adhésion. Il est fondamental pour le gouvernement de

² Les instituts nationaux hongrois qui se sont occupés des sondages sont les suivants: pour les *EECE 2,3,4,5,6,7* et *8* c'est l'institut *Sofres Modus*; tandis que pour le *EECE 1*, *Sofres Modus* a collaboré avec *Median Kft.*, *GFK-Hungaria Kft.*, *MEMRB (Magyar Piacutató Iroda Kft.)*, *TARKI (Social Research Information Society)* et *OPI (Hungarian Institute for Market Research)*.

³ Le Ministère des Affaires étrangères est la seule institution habilitée à délivrer les sondages d'opinion. Les différents instituts nationaux chargés des enquêtes n'en ont pas le droit.

connaître les attentes et les craintes de la population, car ce seront elles qui feront pencher la balance lors du référendum.

L'image de l'UE selon les sondage d'Eurobaromètres

Afin de rechercher une éventuelle opposition populaire au projet d'adhésion à l'UE, je propose de prendre en considération les sondages *EECE* de 1 à 8 concernant les impressions des citoyens hongrois quant aux buts et activités de l'UE⁴.

Tableau I – L'image de l'UE en Hongrie entre 1990 et 1997 en %

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Positive	51	42	34	36	32	30	33	42
Négative	2	4	6	8	8	9	11	7
Neutre	27	28	34	32	28	28	32	30

Source: *Eurobaromètre de l'Europe centrale et de l'Est*, n. 8.

En analysant le Tableau I, il faut tout d'abord remarquer que, si nous considérons la Hongrie individuellement par rapport aux autres neuf pays candidats de l'Europe centrale et orientale, nous pouvons affirmer que ses impressions à l'égard de l'UE ne sont pas vraiment enthousiastes: en effet, sur la période 1990-1997, 37,5% de la population a une impression positive quant aux buts et aux activités de l'UE, tandis que 6,87% en a une image négative, 29,87% en a une image neutre et 25,76% ne sait pas répondre à la question. En outre, si nous faisons une comparaison entre les impressions des Hongrois et celles des habitants des autres pays candidats, nous constatons que l'opinion publique hongroise se place en avant dernière position parmi les candidats les plus pessimistes. Seulement la Slovénie résulte être plus pessimiste que la Hongrie quant aux buts et aux activités de l'UE, le pourcentage s'élevant à 10,66%⁵. Dès que nous commençons à analyser

⁴ Les interviewés devaient répondre à la question suivante: "Diriez-vous que vos impressions quant aux buts et activités de l'Union européenne sont en général positives, neutres ou négatives?"

⁵ Voici, en ordre croissant, le pourcentage de population ayant des impressions négatives quant aux buts et aux activités de l'UE dans les dix pays candidats: 3,16% en Lituanie, 3,87% en Bulgarie, 5,12% en Slovaquie, 5,14% en Roumanie, 5,50% en Pologne, 5,57% en Estonie, 5,87% en République tchèque, 6% en Lettonie, 6,87% en Hongrie et 10,66% en Slovénie.

les impressions et l'attitude de la population, nous nous trouvons confrontés à un trait caractéristique des Hongrois: le pessimisme. Cette caractéristique typiquement hongroise fera surface tout au long de ce travail ⁶.

Deuxièmement, j'aimerais souligner que, déjà à partir de 1991, les impressions positives à l'égard des buts et des activités de l'UE diminuent graduellement et cela jusqu'en 1995, sauf une légère augmentation en 1993. Nous pouvons essayer d'interpréter ce déclin progressif du prestige de l'UE en Hongrie en constatant que les espoirs placés dans le monde occidental étaient au départ irréalistes et que la Hongrie a dû ensuite s'adapter à une réalité plus amère. En effet, consciente de l'inefficacité de l'idéal socialiste, mais ayant très peu de repères, une grande majorité de la population pensait que les changements politiques et le rétablissement des libertés amèneraient des miracles, comme par exemple un niveau de vie comparable à celui de l'Autriche voisine, mais cela ne fut pas le cas pour la majorité de la population. Les conflits commerciaux et les retards dans la mise en œuvre des accords d'association ont sûrement joué un rôle dans ce déclin. Si, après la période de déclin enregistrée entre 1990-1995, les impressions favorables et l'optimisme ont commencé à augmenter en parallèle avec l'amélioration de la situation économique, les attitudes négatives se sont maintenues plus ou moins constantes.

La question de l'information

Nous pouvons également remarquer le niveau très élevé d'indécis (29,87%) et de personnes qui ne sont pas en mesure de répondre à cette question (25,76%). Pouvons-nous attribuer ce fait à un manque d'information? La réponse à cette question est affirmative en partie à cause des circonstances citées auparavant, c'est-à-dire, au manque d'attention de la part des médias à l'égard de la question européenne, en raison des élections législatives qui approchaient, et du désintérêt de la population en général. Il n'est en tout cas pas correct d'affirmer que toutes les personnes indécises sur l'UE ou en ayant une opinion neutre n'ont pas un niveau d'information adéquat pour pouvoir formuler un avis positif ou négatif. Nous rencontrons clairement le cas de personnes bien informées sur le sujet, mais qui n'ont pas encore formulé une opinion positive ou négative.

Le manque d'information n'explique qu'en partie le grand nombre d'avis neutres et d'indécis à propos de l'image de l'UE. Une autre explica-

⁶ Un article qui cherche à expliquer les racines de ce pessimisme peut être consulté à l'adresse suivante: www.budapestsun.com - Eszter BALÁZS, "What being Magyar means", *Budapest Sun*, 4 mai 2000.

tion à la base de l'indécision de la population pourrait être le fait que les Hongrois se sentent inférieurs, plus faibles et plus démunis par rapport aux habitants des pays de l'UE. Les Hongrois sont confrontés à un vrai dilemme existentiel parce qu'à chaque fois qu'ils songent à l'UE, et ils le font souvent, cela leur rappelle qu'ils n'en font pas partie et qu'ils ont un niveau de vie inférieur. Ces analogies peuvent engendrer un phénomène de auto-dépréciation et d'éloignement par rapport à l'UE. Si d'un côté l'UE est synonyme d'images positives dans les esprits des Hongrois, de l'autre elle leur rappelle des images négatives, d'où cette tendance à l'indécision et à la neutralité. Il existe donc une sorte de relation d'amour et d'haine avec les pays occidentaux, car les Hongrois les admirent, mais au même temps, ils les dédaignent parce qu'ils ne se sentent pas suffisamment gratifiés par eux, surtout pour leur ancien rôle de défenseurs de l'Ouest contre l'invasion communiste.

Depuis quelques temps, les Hongrois assistent, sans beaucoup d'enthousiasme⁷, à la création de centres d'information sur l'UE dans les principales villes hongroises, mais, vu que 80% de la population hongroise vit à la campagne, ces informations restent hors de portée pour la majorité de la population.

C'est en effet dans les villages ruraux que les gens sont moins informés et moins intéressés par la question européenne et ceci à cause d'un sentiment généralisé parmi la population rurale selon lequel, quoi qu'il arrive, rien ne changera pour eux. Ce manque de débat et de couverture médiatique sur la question européenne entraîne, surtout dans les classes sociales plus défavorisées, de la confusion et de l'incertitude qui poussent les gens à adopter une position défensive face au thème de l'adhésion. Nous pouvons affirmer que, surtout dans les classes plus démunies, qui ont difficilement accès au matériel concernant l'UE, l'indifférence, l'indécision et la méconnaissance prévalent. Ces sentiments à l'égard de la question européenne naissent principalement de deux facteurs: l'absence d'explications concrètes des retombées de l'adhésion pour le citoyen ordinaire et l'idée que le processus d'intégration soit incompréhensible pour la majorité de la population et que ce sont les experts, les techniciens et l'élite en général qui doivent s'en charger. Le processus d'intégration est donc défini comme *elite-driven* (partis et élites politiques, élites intellectuelles) et ne tient pas compte de la majeure partie de la population.

⁷ Selon les données reportées par l'EECE 7, 45% des sondés affirment que l'ouverture de centres d'information est une bonne idée, tandis que bien 36% sont indifférents à l'ouverture de ces centres.

Niveau d'intérêt et de connaissance de la population à l'égard de l'UE

Si avec le temps et le rapprochement de l'échéance, les personnes sont naturellement plus informées sur l'UE, le niveau d'intérêt de la population reste plus difficile à stimuler.

Le deuxième sondage national réalisé en 1997 révèle que 93% de la population a entendu parler de l'UE et sait que la Hongrie n'en fait pas partie, ce qui correspond à une hausse de 50% par rapport au premier sondage national de 1996; 78,4% des interviewés sont en mesure de mentionner un pays fondateur de la CE (65% en 1996); 10,1% des interviewés ne savent pas citer un pays membre de l'UE (19% en 1996); 67,7% des interviewés connaissent le drapeau de l'UE (42% en 1996). Si nous pouvons constater une hausse du niveau des connaissances sur certains sujets concernant l'UE et touchant directement à la vie des gens (reconnaissance des diplômes, les quatre libertés, etc.), force est de reconnaître que le niveau des connaissances sur d'autres thèmes s'améliore petit à petit, mais reste encore très bas pour le moment. En effet, seulement 24,7% de la population est au courant de l'existence du passeport européen, 23,7% sait citer les onze langues officielles de l'UE et 21,4% connaît le hymne de l'UE.

En outre, à la suite de l'ouverture des négociations, le pourcentage de personnes qui voudraient voter lors d'un référendum sur l'adhésion du pays à l'UE mais qui restent encore indécises a baissé de 19 à 13%, selon le troisième sondage national. Il est clair qu'en entament les négociations, une quantité plus importante de matériel a été mise à disposition de la population. Ceci aura comme effet d'améliorer le niveau des connaissances de la population et aidera les indécis à prendre une position.

En conclusion, nous pouvons affirmer que, même si le niveau général d'information et des connaissances pour les questions européennes est en augmentation, le public montre encore, à la fin de l'an 2000, un niveau d'intérêt moyen pour les questions concernant l'UE. En effet, si l'augmentation du niveau d'information et des connaissances ne requiert pas des efforts substantiels (radio, télévision), susciter l'intérêt des personnes demeure bien plus difficile. Selon le quatrième sondage national⁸, seulement 37,3% de la population affirme s'intéresser aux questions relatives à l'intégration, 41,1% de la population s'intéresse sporadiquement à la question européenne, tandis que 21,6% ne s'en intéresse guère.

Le faible niveau de connaissances et d'intérêt recèle un danger, car, s'il est vrai que la majorité de la population hongroise est favorable à l'adhésion, nous ne pouvons pas savoir si l'opinion favorable des ces per-

⁸ www.modus.hu/homepage/sofres_eng/presscont.html, p. 2.

sonnes se base vraiment sur des convictions ancrées et des connaissances approfondies. En effet, le décalage entre le pourcentage de personnes qui voteraient en faveur de l'adhésion en l'an 2000 (53,5% selon le quatrième sondage national) et le pourcentage de personnes intéressées par l'intégration européenne au cours de la même année (37,3%) nous montre que le soutien pour l'UE est plutôt de nature émotionnelle et instinctive et moins basé sur des connaissances acquises ou sur un intérêt particulier. Nous pouvons donc supposer que le soutien de la population à l'égard de l'intégration européenne n'est pas aussi solide et homogène qu'il le semble.

En ce qui concerne la quantité de matériel et la couverture des médias à l'égard de l'UE, 57% de la population la juge satisfaisante, 18% estime que l'attention des médias n'est pas suffisante et 14% pense que la couverture est exagérée (données fournies par le troisième sondage national).

Ces chiffres montrent que la demande de matériel et de couverture médiatique sur l'UE reste assez modeste, vu que seulement 18% de la population souhaiterait recevoir davantage d'informations.

En conclusion, comme la source d'information de la quasi-totalité des Hongrois est représentée par des médias nationaux (télévision 86%, radio 52%, presse 51%, selon les données fournies par l'EECE 8), il est important de souligner le rôle fondamental que ces médias peuvent jouer pour renforcer, infléchir ou modeler l'opinion de la population à l'égard de l'UE.

La question de l'information reste capitale, car le débat actuel attache trop d'importance aux aspects économiques de l'adhésion, en négligeant les implications sociales, culturelles, politiques et historiques. Ce sont donc les citoyens qui doivent chercher à en savoir plus sur les aspects négligés par le débat public, car une fausse perception de l'UE de la part des Hongrois et des citoyens des autres pays candidats se révélerait très funeste pour l'avenir d'une Union élargie.

L'image de l'UE selon les sondages d'opinion réalisés par les instituts nationaux hongrois

Les pourcentages fournis par l'EECE 8 à propos de l'image de l'UE de la part de la population hongroise reflètent les données fournies par le deuxième sondage d'opinion effectué au niveau national en 1997. Comme nous pouvons voir à l'aide du Tableau I, en 1997, 42% de la population avait une image positive de l'UE, 30% avait une image neutre et 7% avait une image négative. Selon le sondage national de 1997, 48,1% de la population avait une image positive, 35,8% une image neutre et 6% une image négative.

En revanche, il est difficile de faire une comparaison entre les *EECE* et le troisième sondage national à propos de l'image qu'ont les Hongrois de l'UE, car les questions visant à découvrir l'image de l'UE ont été posées de manière différente. Les personnes interviewés par les *EECE* devaient répondre à la question: "Diriez-vous que vos impressions quant aux buts et activités de l'Union européenne sont en général positives, neutres ou négatives?", tandis que ceux interviewés par le troisième sondage national devaient répondre à la question: "*Which of these features are typical of the European Union?*".

Ce qui saute aux yeux en analysant les réponses du troisième sondage national est que la majorité de la population hongroise a une opinion positive à l'égard des buts et des activités de l'UE. Si nous comparons le troisième sondage national au Tableau I, nous nous apercevons immédiatement que les opinions des Hongrois quant aux buts et aux activités de l'UE sont plus favorables dans le troisième sondage d'opinion réalisé par l'institut national *Szonda Ipsos* en l'an 2000 que dans les sondages *EECE* effectués dans la période 1990-1997.

A mon sens, il y a trois explications principales à cette évolution positive de l'image de l'UE entre les deux sondages.

En premier lieu, il est néanmoins probable qu'à la suite des événements positifs qui se sont produits entre 1998 et 2000 (à savoir: l'ouverture des négociations d'adhésion en mars 1998, l'adhésion à l'OTAN et l'adhésion à l'UEO en qualité de membre associé en mars 1999), l'optimisme des Hongrois a augmenté nettement et, par conséquent, l'image de l'UE a pris son vol dans les esprits des Hongrois aussi.

En deuxième lieu, la guerre du Kosovo a amélioré considérablement l'image qu'ont les Hongrois de l'OTAN et des autres organisations européennes qui ont essayé de résoudre le conflit. Maintenant, il est clair que les frappes contre les objectifs serbes ont été menées par l'OTAN, mais il règne néanmoins une certaine confusion au sein de la population sur le rôle qu'ont eu des organisations comme l'UE, l'ONU ou encore OSCE au cours du conflit. En effet, l'ONU, le HCR, l'OSCE, l'UE et l'OTAN sont aujourd'hui impliqués dans la reconstruction du Kosovo et il n'est pas toujours facile de comprendre quel est le rôle précis des différentes organisations dans la guerre et la reconstruction du Kosovo. En dépit de cela, la majorité des Hongrois, à l'image de son premier ministre⁹, a pris position

⁹ Le Premier ministre Orbán n'a pas tardé à prendre position contre Milosevic et, au cours d'un discours, il a affirmé: "I think that what happened in Kosovo was hardly a surprise for anyone. We have known for 3 or 4 years that it is impossible to stabilise the Balkans with the current regime in power in Belgrade. After all, this conflict is Yugoslavia's fourth war and third genocide. [...] I have to tell you that we, on our side, could not have

contre le pouvoir de Milosevic et s'est identifiée avec les organisations euro-atlantiques engagées contre la Serbie. Le travail extrêmement positif accompli aux yeux des Hongrois par les organisations européennes lors de ce conflit a amélioré l'image de l'UE. Le fait que 78% des Hongrois ont affirmé que le rôle principal de l'UE est de contribuer à la paix en Europe renforce sans aucun doute la thèse soutenue dans ce point.

En troisième lieu, la formulation de la question dans le troisième sondage national ne laisse pratiquement pas de place pour des avis neutres. Selon les *EECE*, les opinions neutres quant aux buts et activités de l'UE s'élèvent à 29,87% en moyenne sur la période 1990-1997, tandis que dans le sondage national on n'a pas d'opinions neutres. Vu que des possibilités de réponse sont offertes aux interviewés, il est clairement plus facile de répondre à la question et cela ne laisse pas de place aux avis neutres. Or, il est probable que pour les raisons citées auparavant, les personnes qui avaient des avis neutres ont penché pour des avis positifs ou négatifs. Les possibilités de réponse aident également les personnes qui ne sont pas en mesure de répondre à la question à cause d'un manque de compétence.

L'intention de vote lors d'un référendum sur l'Union européenne

En analysant le Tableau I, nous avons pu constater que l'image des Hongrois face à l'UE n'est pas totalement positive, mais le pourcentage de la population qui voterait de manière favorable à l'adhésion de la Hongrie à l'UE lors d'un référendum est nettement supérieur au pourcentage de gens ayant donné un avis positif quant aux buts et aux activités de l'UE. Entre autre, il faut savoir que, la plupart des fois, les personnes qui ont un avis négatif à l'égard des buts et activités de l'UE, font quand même partie des partisans de l'entrée dans l'UE. En effet, nous remarquons l'existence d'un grand décalage entre la perception des activités de l'UE et le choix des Hongrois à l'égard de l'adhésion à l'UE. En moyenne, 83% des personnes interviewées entre 1990 et 1994 ont répondu de manière positive à la question suivante: "Si demain il y avait un référendum sur la question de l'adhésion de la Hongrie à la CE, personnellement, voteriez-vous pour ou contre cette adhésion?"¹⁰. A ce point, nous pouvons également comprendre pourquoi, tout de suite après l'effondrement du communisme, il n'y avait guère de partis hostiles à la CE: vu que 83% de la population aurait voté de

been more understanding and supportive of action. The fact that the international community did in the end start to act gave us a comforting thought". *Viktor Orbán's Speech on the Congress "Europe 2000: a Union for the Citizens. A Union with Global Responsibilities"*.

¹⁰ *EECE* de 1 à 5.

manière favorable lors d'un référendum, la crédibilité et la popularité des différents partis reposaient en grande partie sur leur attitude vis-à-vis de la CE. Aucune formation politique ne pouvait donc se permettre de critiquer la CE, car elle n'aurait eu aucun soutien de la part de la population. Ce pourcentage très élevé a baissé après 1994, mais n'est jamais descendu au-dessous de 47%¹¹. Le pourcentage de Hongrois soutenant l'adhésion du pays à l'UE n'a jamais plus atteint les chiffres extrêmement élevés des années 1990-94. Depuis cette période, le pourcentage de personnes qui voteraient de manière favorable lors d'un référendum pour devenir membre de l'UE s'élève en moyenne à 57%¹² (voir note de bas de page 11).

Nous voyons donc qu'après les premières années d'euphorie et d'illusion, où des concepts comme démocratie, prospérité, économie de marché, Communauté européenne et Occident avaient le même sens aux yeux des Hongrois, la population hongroise a appris à être plus réaliste quant aux possibilités d'intégrer l'UE sur un bref délai. Nous assistons à une démythification de l'UE par la population hongroise. Laure Neumayer partage cette analyse et résume cette baisse de soutien à l'UE de la manière suivante:

“Cet enthousiasme (1990-1994) était largement fondé sur des considérations émotionnelles mais, sur la base de l'expérience de l'UE acquise en tant que pays associés, une approche plus prudente et plus réaliste s'est développée, qui a conduit à une différenciation des attitudes envers l'intégration, bien qu'aucune opposition structurée à l'adhésion ne soit apparue dans les trois pays”¹³.

Les raisons qui peuvent expliquer cette baisse de soutien entre la période 1990-1994 et la période 1995-2000 sont à rechercher dans la désillusion des Hongrois qui pensaient pouvoir devenir membres à part entière en 1995. Il est aussi clair que l'UE, en différant à plusieurs reprises la probable date d'adhésion des candidats, a joué un rôle non indifférent en tempérant l'enthousiasme de la population. En plus, cette diminution du soutien à l'adhésion au cours des cinq dernières années peut également être attribuée au fait que les personnes ont associé les inévitables coûts économiques et

¹¹ 59% en 1995 (EECE 6), 47% en 1996 (EECE 7), 56% en 1997 (EECE 8), 60% en 1997 selon le sondage national *Sofres Modus*, 65% en avril 2000 (*Szonda Ipsos*) et 53,5% en septembre-octobre 2000 (*Sofres Modus*).

¹² *Ibid.*

¹³ Laure NEUMAYER, “Opinions publiques et partis politiques face à l'intégration européenne en Hongrie, Pologne et République tchèque”, *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, mars 1999, vol.30, No 1, p. 140.

sociaux de la transformation aux coûts nécessaires pour se préparer à l'adhésion. En d'autres mots, il est fort possible que certaines personnes soient convaincues que les difficultés qu'elles sont en train de traverser soient liées à l'adhésion à l'UE et non pas à l'inévitable processus de transformation. Bref, le soutien baisse avec l'introduction, de la part du gouvernement, de mesures impopulaires de politique intérieure qui, selon la population, sont obligatoires afin de se rapprocher aux critères énoncés par l'UE. A cet égard, le gouvernement hongrois a précisé à plusieurs reprises que les mesures impopulaires auraient dû être introduites en tout cas, mais ces déclarations n'ont guère réussi à faire changer l'opinion des citoyens. Deux autres raisons pouvant expliquer en partie la diminution du soutien sont les suivantes: en premier lieu, il faut reconnaître que le soutien et l'enthousiasme des pays membres de l'UE vers l'élargissement ont commencé à diminuer avec l'adoption du traité de Maastricht, où les Quinze ont donné la priorité à l'approfondissement, au détriment de l'élargissement. En deuxième lieu, comme j'ai déjà mentionné au cours du chapitre sur l'historique, lors de la signature des accords européens en décembre 1991, la CE était absolument contraire à inscrire dans ces accords toute référence à une future adhésion des pays associés. Cette attitude de la CE a été jugée avec beaucoup de ressentiment par les élites en premier lieu et par la population dans un deuxième temps. Cet événement a marqué symboliquement l'écroulement de la première pierre constituant l'édifice du soutien de la Hongrie à l'UE. Enfin, soulignons que le soutien des premières années ne pouvait pas se maintenir, car il était basé sur des considérations émotionnelles. La CE représentait un moyen de fuir le passé, mais les personnes ne la connaissaient pas et, par conséquent, leur jugement ne pouvait pas être basé sur des données pragmatiques, ni sur des cas concrets.

Il faut quand même mettre en relief un point important: la diminution du soutien de la population hongroise à l'UE peut également être interprétée comme une augmentation de la confiance en soi. En effet, les Hongrois commencent enfin à avoir le sentiment que l'UE aussi a besoin de la Hongrie et pas seulement l'envers.

Mais, ce qui est très intéressant à souligner est que, si d'un côté le nombre de personnes qui voterait de manière favorable lors d'un référendum a baissé depuis 1994, de l'autre, le nombre de personnes qui voterait de manière défavorable n'a pas augmenté de manière spectaculaire. En effet, le pourcentage de personnes qui voterait de manière défavorable a doublé au cours de ces dix dernières années, passant d'une moyenne de 4% entre 1990 et 1994 à une moyenne de 8% entre 1995 et 2000, mais il reste quand même très bas (contrairement, par exemple, à la Pologne, où 19% de la population voterait contre l'adhésion lors d'un référendum en 1999). Où sont

alors passés les personnes qui auraient voté de manière positive entre 1990 et 1994 et qui ont changé d'opinion entre 1995 et 2000, soit 26% de la population (de 83% à 57%)? Vu que le pourcentage de ceux qui voteraient de manière négative lors d'un référendum n'a augmenté que de 4% en moyenne entre les deux périodes, nous pouvons affirmer que les personnes en question doivent être passées dans le camp des indécis. En effet, le nombre d'indécis a augmenté de 7% en moyenne, entre 1990 et 1994, à 26% en moyenne, entre 1995 et 2000. Ajoutons cependant qu'il n'est pas correct d'affirmer que toutes les personnes qui auraient voté de manière positive entre 1990 et 1994 sont passées dans le camp des indécis. En effet, force est de constater que certaines personnes refuseraient de voter lors d'un référendum sur l'UE (de 2% en moyenne, entre 1990-1994, à 6% en moyenne sur la période 1990-2000) et que d'autres ne sont pas en mesure de répondre à cette question pendant un sondage (de 4% en moyenne, entre 1990-1994, à 3% en moyenne sur la période 1990-2000). En résumant, les gens qui auraient voté favorablement entre 1990 et 1994 et qui ont changé d'idée par la suite, soit 26%, se sont donc repartis entre ceux qui voteraient de manière négative (+4%), ceux qui sont indécis (+19%), ceux qui ne voteraient pas (+4%) et ceux qui ne sont pas en mesure de donner une réponse à la question posée (-1%).

Comment interpréter ces chiffres?

D'un côté, il est encourageant de voir que la plupart de population reste quand même en faveur de l'adhésion (57%) et que ceux qui ne voteraient plus de manière positive n'ont pas assumé une position ouvertement négative à l'égard de l'UE. Mais d'autre côté, le pourcentage d'indécis reste excessivement élevé et la stratégie de communication du gouvernement hongrois doit être absolument revue, car il n'est guère acceptable que quasiment un tiers de la population soit indécis. Rappelons que le grand nombre d'indécis représente une bombe à retardement, car les indécis sont à la fois des potentiels supporteurs et des potentiels opposants.

En ce qui concerne les personnes qui ne voteraient pas lors d'un référendum, nous constatons une hausse de 4%, qui n'est pas dramatique, mais qui doit quand même être tenue sous contrôle.

Un note positive est le fait que le pourcentage des personnes qui ne sont pas à même de répondre aux questions est diminué (-1%), mais cette variation est tellement réduite que nous pouvons affirmer que ce chiffre est resté constant.

Dans une étude récente ¹⁴, Laure Neumayer affirme que

¹⁴ Laure NEUMAYER, "Les opinions publiques face à l'intégration européenne en Pologne, Hongrie et République tchèque", *Le Courrier des Pays de l'Est*, juin 1999, No 440, p. 40.

“Le soutien populaire à l’objectif d’intégration est lié à la perception de soi, de l’étranger, du futur, et l’on peut penser qu’il dépend dans une certaine mesure du jugement sur la situation générale du pays. Deux hypothèses concurrentes peuvent alors être avancées pour expliquer les changements d’opinion: des sociétés plus sûres d’elles et de leur avenir peuvent être plus confiantes envers l’intégration, tandis que la crise peut provoquer le repli sur soi. Inversement, l’intégration européenne peut en théorie être considérée comme une voie de sortie de crise en ce qu’elle est supposée apporter des aides financières, plus d’investissement, plus d’influence dans le monde, etc.”.

J’ai cité les idées de l’auteur, car je ne partage pas sa première thèse; au contraire, je suis de l’avis que des sociétés plus sûres d’elles et de leur avenir, donc mieux positionnées sur le chemin du développement ainsi que du retour à la normalité et au progrès, sont moins confiantes et donc plus sceptiques à l’égard de l’intégration européenne. Plus une société est confiante en elle, plus elle aura la tendance à choisir un *Alleingang*, une voie de chevalier solitaire. D’autre côté, une société en crise sera plus encline à s’ouvrir vers l’extérieur, dans l’espoir de recevoir de l’aide. En effet, en analysant le Tableau II, nous pouvons remarquer que les citoyens des pays candidats qui ont plus de probabilités d’accéder à l’UE en premiers (soit ceux de la première vague) sont moins enclins à voter de manière favorable lors d’un référendum. En effet, parmi les cinq premiers pays sur le Tableau II, il y en a trois (Roumanie, Slovaquie et Bulgarie) qui appartiennent à la deuxième vague, un (la Turquie) avec lequel l’UE n’a même pas entamées les négociations d’adhésion et un (la Pologne), qui appartient à la première vague mais ne sera pas un des premiers pays à adhérer. Pour la Pologne, remarquons également que 20,4% de la population voterait contre l’adhésion, ce qui est en nette opposition avec les pourcentages des quatre autres premiers pays. Par contre, les pays qui ont plus de chances d’accéder à l’UE sur le court terme (Slovénie, République tchèque, Hongrie et Estonie) se trouvent au fond du classement, c’est-à-dire parmi les pays les plus sceptiques envers l’UE. A ce point, je ne m’hasarderais pas à affirmer qu’au fur et à mesure que les pays candidats approchent de l’UE et qu’ils arrivent à mieux la connaître, le soutien pour le projet d’adhésion diminue, mais le tableau proposé ci-dessous invite sûrement les intéressés à approfondir la recherche dans ce sens. Le Tableau II révèle également que la deuxième thèse de l’auteur est correcte. En effet, l’intégration européenne est plutôt considérée comme une voie de sortie de la crise, vu que les pays moins avancés sur le chemin de l’intégration, et donc plus en retard de

développement, sont ceux qui plébiscitent l'adhésion de manière plus marquée.

Tableau II – Répartition des voix lors d'un référendum hypothétique sur l'adhésion à l'UE, en %

	RO	TR	PL	SK	BG	SL	CZ	H	Est	Let	Lit
En faveur	71,9	66,5	61,6	61,6	60,0	57,9	54,6	53,5	45,8	44,2	39,4
Contre	4,1	11,4	20,4	12,7	5,4	21,4	21,6	14,0	28,1	33,0	27,5

Source: www.modus.hu/homepage/sofres_eng/pic/press2b.gif

Raisons du décalage entre image et intention de vote

A ce point il est naturel de se demander pour quelles raisons le soutien de la Hongrie à l'UE est très élevé, même si les opinions des Hongrois à l'égard des buts et activités de l'UE sont souvent négatives.

Pour expliquer cette contradiction apparente il est nécessaire de faire un pas en arrière dans le temps. Entre 1988 et 1990, le monde politique et des médias hongrois utilisait sans cesse des expressions telles que "retour à l'Europe" ou "adhérer à l'Europe". A l'aube des premières élections libres après la dictature, toutes les forces politiques nouvellement créées ont joué la "carte de l'Europe".

Les changements politiques et l'élimination du système socialiste ont dévoilé de nouvelles perspectives pour ce pays. En effet, les Hongrois étaient convaincus que les précédents quarante ans avaient artificiellement séparé leur pays de l'Europe et jugeaient que, la division politique de l'Europe n'existant plus, la Hongrie devait adhérer le plus vite possible aux différentes organisations européennes, dont, bien sûr, la CE. Dès le début, l'élargissement était perçu comme une chance historique de réunir le continent après quarante ans de division et d'étendre une zone de stabilité et de prospérité à des nouveaux pays.

Le mot "Europe" était donc devenu une sorte de slogan, de mot d'ordre, et son usage était tellement fréquent dans les médias et dans les débats politiques qu'un écrivain hongrois, Péter Esterházy, proposa de donner des amendes à ceux qui prononçaient ce mot. A son avis, tout le monde parlait de l'Europe trop fréquemment et inutilement et, par conséquent, le mot "Europe" avait perdu sa vraie signification.

Certes, ce mot et le scénario du retour vers l'Europe assumaient respectivement des significations et des aspects différents dans l'esprit des per-

sonnes. Avant et au début de la transition économique et politique, les gens s'attendaient à un processus rapide et non-problématique d'intégration de la Hongrie dans les différentes institutions européennes. Le pays tout entier espérait que ces mêmes institutions européennes fourniraient une assistance rapide et consistante aux nouvelles démocraties dans le but de les stabiliser et de les intégrer dans un deuxième temps.

Un grand nombre de Hongrois soutenait que la paix et la prospérité en Europe occidentale étaient inextricablement liées à la paix et à la prospérité à l'Est. Ils étaient donc convaincus que l'Occident aussi avait quelque chose à gagner de l'intégration et que l'UE avait non seulement un intérêt économique, mais également un devoir moral de les soutenir dans ce processus de modernisation et d'adhésion. Selon ceux qui soutenaient cette thèse, les injustices qui avaient affligé la Hongrie pendant le vingtième siècle devaient donner lieu à une sorte d'obligation morale qui pousserait l'Occident à aider les nouvelles démocraties, surtout à faire face à l'énorme coût social de la transition. Bref, selon l'approche morale, l'intégration était conçue comme une compensation pour les années passées sous le joug soviétique. Mais, après avoir constaté que l'aide souhaitée ne s'était pas matérialisée, ceux qui soutenaient l'approche morale ont donné libre cours à leur déception. Voilà la raison principale de la chute de 17% dans les avis positifs des Hongrois quant à l'image de l'UE entre 1990 et 1992.

Le manque de l'aide souhaitée et la conséquente déception de la population expliquent pourquoi les personnes âgées ont une opinion plus négative que les jeunes à l'égard de l'UE, car ce sont les générations les plus anciennes qui donnent plus de poids à l'approche morale.

Pour résumer, nous pouvons affirmer que, si l'image de l'UE n'est pas très positive, l'adhésion rencontre une approbation quasi unanime parce que l'UE reste toujours le seul moyen de s'ancrer définitivement à l'Occident. Même si le nombre de personnes qui voterait de manière favorable à l'entrée du pays dans l'UE est en diminution, la population est d'accord sur la politique future à suivre et l'adhésion est vécue comme une nécessité absolue pour la population et comme un choix auquel il n'y a guère d'alternative. Maintenant, le fait que l'adhésion soit vécue comme un projet auquel il n'y a pas d'alternative peut nous pousser à nous demander si les personnes qui soutiennent l'adhésion le font parce qu'elles y croient vraiment ou si elles le font faute de mieux. Il n'est pas possible de répondre à cette question en analysant les sondages d'opinion, mais d'après mes expériences sur le terrain et le sentiment d'optimisme généralisé qui s'est réinstallé depuis 1997, je serais plutôt porté à affirmer que les personnes y croient vraiment.

Le soutien très élevé de la population hongroise envers l'Occident n'est pas un fait nouveau, il n'a pas surgi du jour au lendemain après la chute du communisme, mais il a une explication historique. Ce sentiment de sympathie envers l'Occident était déjà profondément ancré dans la population pendant l'occupation soviétique, voire, il était encore plus marqué qu'aujourd'hui. En effet, la grande majorité des Hongrois n'a jamais renoncé à l'idée que la Hongrie fasse partie de l'Europe, qu'elle a contribué à son développement et qu'elle a été coupée, artificiellement et contre son gré, de cette même Europe. Les Hongrois concordent à affirmer que l'adhésion à l'UE leur permettrait finalement de regagner leur juste place historique en Europe. Si d'un côté les Hongrois reconnaissent qu'une coupure politique de l'Occident est survenue avec l'avènement du communisme, de l'autre ils n'ont jamais oublié que, du point de vue historique et culturel, la Hongrie a toujours fait partie de l'Europe. Ils soulignent ainsi que l'identité nationale hongroise se fonde sur un fort attachement historique à sa présence millénaire au cœur de l'Europe. Ce fait est très important car aujourd'hui, dans une période où les Hongrois sont à la recherche d'une identité nationale moderne, l'identification qui les lie à l'Europe leur est très utile dans cette quête. En effet, une perception de l'identité nationale qui comprend une identification avec l'Europe donnera certainement lieu à des attitudes plus positives envers l'UE et facilitera l'acceptation des principes, des obligations et des objectifs de l'UE¹⁵. N'oublions pas qu'une forte identification avec l'Europe aide à intérioriser la rupture avec le passé communiste. Lors de la période communiste, en dépit de l'appartenance aux organisations orientales, la population hongroise témoignait toujours sa sympathie vers l'Occident, avec lequel elle a toujours cherché à nouer des contacts plus profonds. Cet ancien sentiment de sympathie vers l'Occident est encore vivant dans le peuple hongrois, mais il ne faut pas le tenir pour acquis, car au fur et à mesure que l'adhésion à l'UE s'éloigne, ce sentiment risque de devenir flou et de se transformer dans un rejet vers l'extérieur. Les Hongrois sont convaincus que l'Europe a une dette morale envers eux. Et certains d'entre eux se rappellent encore que lorsque la Hongrie cherchait à réviser les traités signés après la première guerre mondiale, la France et l'Angleterre ne s'intéressaient guère au problème hongrois. Aujourd'hui, une deuxième possibilité d'aider la Hongrie est offerte à l'Occident au cours de ce siècle. Cette chance est ressentie par les Hongrois comme une obligation morale et non pas comme une possibilité.

¹⁵ Le type de perception de l'identité nationale décrite ici est particulièrement présente en Hongrie, en Pologne et en République tchèque.

L'intention de vote selon l'affiliation partisane

Il existe une corrélation entre les préférences partisans des citoyens et leurs intentions de vote lors d'un référendum sur l'UE. L'affiliation partisane exerce une nette influence sur les préférences des électeurs: selon le deuxième sondage d'opinion national, le pourcentage de personnes certaines de voter en faveur de l'adhésion à l'UE est le plus élevé (81%) parmi les supporters des deux partis qui formaient la coalition gouvernementale en 1997, à savoir, le Parti socialiste et l'Alliance des démocrates libres. Ce chiffre est à comparer avec la moyenne nationale en 1997 qui s'élevait seulement à 60%. S'il est vrai que les électeurs sont influencés dans leurs opinions par les partis qu'ils soutiennent, il faut aussi reconnaître que certains partis ne sont pas toujours suivis par leurs électeurs sur toutes les questions. En ce qui concerne la question européenne, la position de certains partis peut être plus ou moins pro-européenne par rapport à celle de ces électeurs. Si ce phénomène se manifeste fortement dans d'autres PECO, il reste néanmoins très limité en Hongrie.

Mais la vraie question qui fait pencher la balance en faveur ou contre l'adhésion à l'UE lors d'un référendum n'est pas l'affiliation à un certain parti plutôt qu'à un autre, mais l'orientation partisane en général. En effet, les personnes actives politiquement ayant une préférence partisane quelconque tendent à être beaucoup plus favorables à l'adhésion que les personnes qui ne sont pas actives politiquement et n'ont pas de préférence partisane. En 1997, seulement 49% des citoyens n'ayant pas une préférence partisane auraient voté en faveur de l'adhésion, tandis que le restant 51% n'était pas en mesure de prendre une décision. Les éléments qui influencent de manière favorable les intentions de vote sont donc l'activité politique, suivie du niveau d'instruction, du lieu de résidence et du travail.

D'après ces chiffres nous pouvons tirer deux conclusions: en premier lieu, vu le pourcentage très élevé d'indécis parmi les personnes qui n'ont pas une affiliation partisane, nous pouvons affirmer que le fait de soutenir un parti politique facilite la prise de décision. En deuxième lieu, comme nous avons déjà vu dans la partie concernant les partis politiques: tous les partis politiques influents étaient en 1997, et sont encore aujourd'hui, en faveur de l'adhésion à l'UE, vu que les personnes actives politiquement et ayant une préférence partisane quelconque tendent à être beaucoup plus favorables à l'adhésion que les personnes qui ne sont pas actives politiquement et n'ont pas de préférence partisane.

Scénarios qui pourraient affaiblir le soutien à l'UE

Il ne faut en tout cas pas être trop optimistes car la diminution du nombre de personnes favorables à l'adhésion coïncide à peu près avec la montée en force du Parti de la justice et de la vie. En effet, si avant 1995 aucune force politique ne s'opposait à l'adhésion à l'UE, cette unanimité politique a commencé à faire défaut après la montée de la popularité du Parti de la justice et de la vie. Nous pouvons donc craindre qu'une ultérieure hausse de la popularité des partis qui ne soutiennent pas l'adhésion à l'UE pourrait faire diminuer ultérieurement le soutien de la population à l'adhésion. Un baromètre pour pouvoir juger si le Parti de la justice et de la vie jouit effectivement d'un certain pouvoir seront les élections législatives de 2002¹⁶.

Bien que la situation actuelle de la classe politique à l'égard de l'adhésion semble stable, les électeurs des partis politiques répondent souvent différemment à la question "Avec quel pays le futur de la Hongrie est-il plus étroitement lié?". Les électeurs du Forum démocratique et ceux de l'Alliance des jeunes démocrates sont ceux qui voient l'avenir de la Hongrie le plus étroitement lié à l'UE, tandis que les électeurs du Parti socialiste et ceux de l'Alliance des démocrates libres voient un rapport moins étroit entre leur pays et l'UE. Il est intéressant de remarquer que les électeurs du Parti des petits propriétaires et ceux du Parti populaire chrétien démocrate considèrent que c'est principalement avec les Etats-Unis que la Hongrie nouera des relations socio-économiques.

Ces préférences diversifiées servent de signal d'alarme, car elles nous rendent attentifs au fait que le soutien vis-à-vis de l'UE ne peut pas être tenu pour acquis et que certaines des questions suivantes pourraient conduire à un soutien plus différencié à l'adhésion.

Premièrement, la désillusion du peuple hongrois, ajoutée aux changements de certaines conditions sociales, pourrait faire pencher la balance vers plus d'opposition.

En deuxième lieu, au fur et à mesure que les négociations entre l'UE et la Hongrie s'intensifient, l'obligation de mener à bien les chapitres épineux se fait plus pressante. Cela a deux conséquences principales: d'une part, vu que des frictions sur des sujets comme l'agriculture sont censées surgir, l'opinion publique pourrait réagir de manière négative aux ultérieures conditions posées par l'UE; en abordant d'autre part les chapitres les plus difficiles et étant obligés à trouver un accord sur tous les détails restants, des efforts d'ajustement supplémentaires seront requis de la population. Or,

¹⁶ Dans un article récent (Robert WRIGHT, "Landscape mired in controversy", *Financial Times*, 22 novembre 2000), un diplomate hongrois a affirmé que le soutien à ce parti pourrait s'élever à 7% lors des prochaines élections.

le fait d'être appelés à faire des efforts supplémentaires lorsque l'on pense avoir atteint le but de l'adhésion, peut amorcer un vent d'opinions négatives à l'égard de l'UE.

Tertio, afin de pouvoir finalement clore les négociations, les négociateurs hongrois seront très probablement obligés à laisser tomber certaines dérogations qu'ils envisageaient obtenir. Par conséquent, les composants des secteurs qui n'obtiendront pas la dérogation souhaitée auront une naturelle réaction de mépris vers l'UE. D'autres pourraient interpréter le geste des négociateurs comme une soumission des intérêts hongrois aux obligations posées par le super-Etat européen.

En quatrième lieu, avec le rapprochement de la date de l'adhésion, un nombre croissant de citoyens se rend compte qu'il sera intéressé personnellement, de manière positive ou négative, par l'accès à l'UE. Par conséquent, avec le temps, le groupe d'indécis arrivera à se faire une idée plus précise des bénéfices et des pertes dérivantes de l'adhésion (rappelons que le taux d'indécis en Hongrie est particulièrement élevé). Le problème est que ces décisions seront formulées au cours de la période la plus critique, c'est-à-dire, comme expliqué auparavant, juste avant l'adhésion. Cette combinaison d'événements pourrait pousser la population à exprimer des opinions plutôt négatives.

En cinquième lieu, l'élite devra jouer un rôle très important en apprenant à la population à faire une distinction entre les inévitables conséquences négatives de la transformation interne et les ajustements nécessaires pour se conformer aux conditions requises par l'UE. En effet, dans le cas d'une éventuelle crise au sein d'un secteur de l'économie, la réaction naturelle de la partie de la population concernée serait d'accuser Bruxelles d'imposer des réglementations trop strictes. Le rôle le plus délicat en ce qui concerne cette question appartient au gouvernement, qui ne doit absolument pas imposer des mesures impopulaires avec l'excuse d'avoir les mains liées par Bruxelles. Cette attitude ne ferait qu'augmenter l'opposition au projet d'adhésion.

Enfin, la question de la date de l'adhésion fera certainement pencher les avis des personnes, surtout des indécis, d'un côté ou de l'autre. La quasi totalité des Hongrois qui soutiennent l'adhésion veut qu'elle se concrétise dans le plus bref délai. En effet, ils sont convaincus qu'une fois devenus membres à part entière les énormes coûts qu'ils sont en train de supporter pour pouvoir se conformer aux conditions requises pour l'adhésion seront largement compensés par les bénéfices du statut de membre. Or, le refus continu de l'UE d'établir une date précise pour l'adhésion de la Hongrie pourrait provoquer une vague croissante d'opinions négatives à l'égard de l'UE parmi la *business community* et la population en général.

Faut-il fixer une date d'adhésion précise?

Analysons maintenant les deux points de vue contrastants à l'aide d'un travail de András Inotai¹⁷. En premier lieu, l'UE ne se sent pas prête à fixer une date d'adhésion précise pour crainte de ne pas pouvoir la respecter, soit parce que la Hongrie ne se sera pas conformée aux critères de manière exhaustive avant cette date, soit à cause de problèmes intérieurs à l'UE (voir les réformes des institutions et des modalités de prise de décision qui sont considérées comme préalables à tout élargissement). Le deuxième problème concerne également les autres pays candidats, car, si l'UE décide d'établir une date d'adhésion précise pour tous les pays de la première vague, il serait ensuite impossible de les différencier et de récompenser les pays qui ont fait davantage d'efforts sur le parcours de l'adhésion. En plus, lors d'un scénario pareil, une adhésion de groupe serait la seule solution envisageable. Mais, si l'UE décide de fixer plusieurs dates d'adhésion pour les pays de la première vague (Hongrie et Slovaquie 2004; Estonie 2005; Pologne 2006, etc.), cela aurait comme conséquence de créer des tensions inutiles parmi ces pays et cela n'est certainement pas l'objectif de l'UE. Il faut cependant souligner que ce dernier argument a perdu de l'importance, car nous avons pu constater qu'à la suite du premier élargissement de l'OTAN à l'Est les rivalités entre les pays candidats ne se sont pas exacerbées. Le fait de fixer une date précise pourrait également provoquer le ralentissement des réformes internes, car le pays candidat aurait la garantie d'adhérer. En résumé, la date d'adhésion ne peut pas et ne doit pas être fixée de manière définitive, car personne ne peut garantir que toutes les conditions permettant l'adhésion seront remplies avant une échéance déterminée à l'avance.

La Hongrie affirme à l'unanimité qu'une date précise aurait des avantages politiques, économiques et psychologiques évidents au moment même où le pays traverse cette douloureuse transformation. Politiquement, cela aiderait à consolider la démocratie et à contrôler le nationalisme. Au niveau économique, une date précise d'adhésion aurait l'effet d'attirer des investissements du monde entier, car une fois que les investisseurs seront sûrs de l'entrée de la Hongrie dans l'UE, son intérêt stratégique comme lieu d'investissement augmentera drastiquement. En outre, plus les investissements étrangers directs augmentent, plus les transferts financiers en prove-

¹⁷ András INOTAI, *From Association Agreements to Full Membership? – The Dynamics of Relations between the Central and Eastern European Countries and the European Union*, Budapest, Institute for World Economics – Hungarian Academy of Sciences, Working Papers, No 52, juin 1995, pp. 18-19.

nance de l'UE vers la Hongrie diminuent, vu que se sont les investisseurs étrangers qui couvrent une grande partie du "déficit de modernisation". Du point de vue psychologique, il faut souligner que n'importe quelle personne travaillant dans n'importe quel secteur a besoin d'un objectif, d'une ligne d'arrivée, d'une date précise récompensant ses efforts. Avec l'établissement d'une date, la pression et la coopération pour se conformer aux critères de l'UE ne peuvent qu'augmenter.

Si, d'un côté, je suis de l'avis qu'une date d'adhésion serait souhaitable au moins pour les pays de la première vague les plus avancés, car elle créerait davantage de confiance dans l'UE et accélérerait le processus de réformes, de l'autre, je pense que les raisons de l'UE contre la fixation d'une date d'adhésion sont pareillement valables.

En définitive, je crois que l'UE ne fixera pas de date d'adhésion précise pour chaque pays candidat, mais se limitera à fixer des dates non contraignantes pour l'ensemble des pays candidats. En effet, en ce qui concerne la première vague de pays candidats, "The Commission yesterday approved what Romano Prodi called 'a road map for concluding negotiations with front-runner candidates by the end of 2002' and said the EU would be ready to welcome new members then". Egalement, pour ce qui est de la deuxième vague, "The European Commission yesterday promised to do 'everything in our power' to bring the next wave of new members into the Union by mid-2004"¹⁸.

Il s'agit donc d'une solution à mi-chemin entre fixer une date précise et n'en fixer aucune, car, si la date de fin 2002 semble assez réaliste pour conclure les négociations avec les pays de la première vague, la date de la mi-2004 pour la deuxième vague n'est absolument pas crédible. Il semble donc évident que ces dates non contraignantes pour l'UE seront susceptibles d'ultérieures modifications et pourront entraîner une baisse de soutien de l'opinion publique pour le projet d'adhésion.

Les conclusions de la présidence suédoise (sommet européen de Göteborg en juin 2001) confirment l'attitude prudente de l'UE décrite ci-dessus, car si, d'un côté, le président de la Commission européenne, ainsi que certains chef d'Etat et de gouvernement ont rappelé leur souhait de voir les premiers adhérents d'Europe orientale participer aux élections européennes de 2004, d'autre côté, l'engagement concernant cette date est affaibli par le fait de ne pas fournir une liste de pays qui pourraient effectivement adhérer à la date spécifiée. Cependant, certains Etats membres de l'UE ont promis à certains pays candidats une adhésion en 2004. En ce qui concerne la Hon-

¹⁸ *Financial Times*, "Brussels hopes to expand by 2004", 9 novembre 2000.

grie, elle a reçu cette promesse de la part de la Finlande, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la Suède.

J'aimerais clore cette question concernant la date d'adhésion en citant un article de Jean-Yves Potel ¹⁹ qui résume très bien cette problématique:

“Les gouvernements des Etats candidats exigent légitimement un calendrier. [...] Les responsables politiques des Quinze restent, pour une bonne part, timorés, car ils doivent tenir compte de certaines oppositions nationales persistantes aux derniers approfondissements (Maastricht, Amsterdam). Ceux des Etats candidats grognent, parce qu'ils auraient besoin d'une perspective claire pour légitimer les sacrifices demandés à leurs électeurs, au sein desquels, malgré une baisse de popularité, l'Europe fait toujours figure d'avenir radieux”.

Quelle sera la date d'adhésion la plus probable selon la population?

Une fois affirmé que les Hongrois qui soutiennent l'adhésion souhaitent la voir concrétisée le plus vite possible, que le gouvernement hongrois a fixé une date d'adhésion et que la Commission a fourni une date indicative également, il reste à découvrir quelle est la date d'adhésion que le peuple même a fixée.

Le premier sondage d'opinion national réalisé en 1996 reporte que 62% de la population était convaincue que la Hongrie aurait adhéré à l'UE à la fin du siècle au plus tard, tandis que 21% a affirmé que l'adhésion aurait lieu après l'an 2000. En 1996, les citoyens hongrois étaient vraiment convaincus d'accéder rapidement à l'UE, car 60% d'entre eux affirmaient que l'adhésion à l'UE faciliterait l'adhésion à l'OTAN, tandis que seulement 20% des interviewés croyaient que la Hongrie allait adhérer en premier lieu à l'OTAN et que cette adhésion faciliterait ensuite l'intégration dans l'UE. En 2000, à la suite de l'adhésion du pays à l'OTAN, le pourcentage de personnes qui croient que l'adhésion à l'OTAN facilitera l'entrée dans l'UE a évidemment augmenté de 20 à 67%.

Selon le deuxième sondage national réalisé en 1997, le pourcentage de personnes qui pensent que la Hongrie va adhérer avant la fin du siècle a diminué de 62 à 40%, tandis que le pourcentage de personnes affirmant que la Hongrie va adhérer à l'UE après le tournant du siècle a augmenté de 21 à 42,3%. Comme affirmé à plusieurs reprises au cours de ce travail, nous remarquons qu'avec le temps la population hongroise arrive à formuler des attentes plus réalistes concernant son adhésion. L'adoption d'attitudes plus

¹⁹ Jean-Yves POTEI, “Enjeux et risques d'une Union européenne élargie”, *Le Monde diplomatique*, février 1999, pp. 8-9, www.monde-diplomatique.fr/1999/02/POTEI/11631.html

réalistes est très importante, car elle peut prévenir la frustration de la partie de la population qui présentait des attentes trop ambitieuses.

Selon le troisième sondage national réalisé en l'an 2000, 23% de la population croit que la Hongrie va adhérer à l'UE avant la fin de 2002, 17% estime que l'adhésion aura lieu en 2003, 25% fixe cette date entre 2004 et 2005 et 10% après 2005. Si nous faisons une moyenne entre ces prévisions, l'an 2004 résulte comme date d'adhésion la plus probable. Grâce à ces données, nous constatons une ultérieure maturation de l'opinion publique hongroise, vu qu'une personne sur quatre affirme que l'adhésion aura lieu entre 2004 et 2005, qui est, à mon avis aussi, la date d'adhésion la plus vraisemblable.

Le troisième sondage national nous montre également que la date d'adhésion de la Hongrie à l'UE est toujours projetée dans le futur de quatre ans par rapport au présent: en 1996, en moyenne la population pensait que la Hongrie adhérerait en l'an 2000; en 1997, cette date a été déplacée à 2001 et enfin en l'an 2000, cette date est déplacée à nouveau de quatre ans à 2004. Plus nous avançons dans le temps, plus la date d'adhésion de la Hongrie est reportée par l'UE et, par conséquent, par les citoyens hongrois. Dans un certain sens, nous pouvons comprendre la frustration du premier ministre lorsqu'il affirme : "since 1990, we are continuously 5 years away from EU-membership"²⁰.

Ajoutons quand même que si d'un côté les Hongrois arrivent à formuler des attentes plus réalistes concernant l'adhésion avec le passage du temps, de l'autre, cela ne veut pas forcément dire qu'ils acceptent ce glissement de la date d'adhésion. En effet, plus les négociations d'adhésion durent, plus des doutes peuvent s'insinuer dans les esprits quant à la réelle volonté de l'UE de procéder à l'élargissement.

Les données présentées par le quatrième sondage d'opinion national reflètent grosso modo celles du troisième sondage national. Il est intéressant de proposer le tableau ci-dessous parce que les prévisions des citoyens hongrois sont comparées avec celles des habitants des autres pays candidats. Nous voyons clairement que les citoyens hongrois sont les plus confiants. Ces données ne font que confirmer ce que nous avons soutenu à maintes reprises au cours de ce travail, c'est-à-dire, que la Hongrie sera très probablement le premier pays candidat à accéder à l'UE. Comme nous l'avons dit, l'élite et la population hongroises sont confiantes et la crainte de ne pas être en mesure d'adhérer a laissé la place à la crainte que

²⁰ Viktor Orbán's Speech on the Congress "Europe 2000: a Union for the Citizens. A Union with Global Responsibilities".

l'adhésion soit retardée à cause de problèmes concernant la réforme des institutions et des moyens de prise de décisions de l'UE.

Tableau III – Estimation de la date d'adhésion de la Hongrie à l'UE selon la population en % (en septembre/octobre 2000)

	H	SL	CZ	PL	Est	Lit	RO	SK	Let	TR	BG
2000-2003	27	23	22	20	13	12	11	10	8	7	6
2004-2005	33	43	38	41	37	23	18	28	31	14	13
2006-2010	13	16	16	18	22	21	23	25	24	14	24

Source: www.modus.hu/homepage/sofres_eng/pic/press3b.gif

Bénéfices et crainte de l'adhésion

Après avoir constaté que l'adhésion à l'UE rencontre une approbation très élevée auprès de la population hongroise, cherchons à découvrir quelles sont les raisons qui poussent les citoyens à soutenir le projet d'adhésion.

Selon les avis récoltés dans le premier sondage d'opinion national réalisé en 1996, les principales raisons du soutien populaire à l'adhésion sont économiques. 68% de la population est convaincue que l'adhésion à l'UE apportera des bénéfices économiques, tels que la hausse du niveau de vie, l'amélioration de la position des Hongrois sur le marché du travail, l'accès au marché unique, l'éligibilité pour les fonds de l'UE, l'afflux de capital étranger, des conditions de crédit plus faciles, la diminution de l'inflation, la stabilité du forint, de meilleures conditions d'exportation et la baisse du chômage. Rappelons ici que les perspectives économiques qui s'ouvriraient au pays s'il devenait un membre à part entière sont d'une valeur inestimable, car la Hongrie dépend largement des relations de commerce extérieures et que l'écroulement des marchés des pays de l'Est l'a forcée à rechercher de nouvelles relations commerciales. En 1996, les bénéfices dans le domaine politique, comme le soutien à la consolidation des réformes démocratiques, constituent la deuxième raison du soutien hongrois à l'adhésion (48%). Ensuite, le public hongrois croit que l'adhésion permettra à la Hongrie d'accroître sa sphère d'influence en Europe, d'articuler de meilleure manière ses intérêts et de jouer un rôle politique plus important dans la définition du futur de l'Europe (44%).

Selon le deuxième sondage d'opinion national réalisé en 1997, les bénéfices économiques espérés à la suite de l'adhésion sont encore la principale raison qui pousse les Hongrois à soutenir l'adhésion: 62% de la po-

pulation pense que l'adhésion à l'UE augmentera la teneur de vie; 57% des Hongrois affirment que l'adhésion améliorera le système judiciaire; enfin, les bénéfices politiques glissent de la deuxième à la troisième place, car seulement 43% des sondés pensent que l'adhésion sera à la base d'une liberté accrue dans le domaine politique. Au début de la transition, la Hongrie voyait l'adhésion principalement comme un moyen d'assurer sa situation politique, mais avec le temps, les améliorations dans le fonctionnement du système politique ne sont plus citées en première place parmi les bénéfices attendus de l'adhésion. Cela laisse entendre que les Hongrois sont désormais satisfaits avec le fonctionnement de leur système politique.

Le troisième sondage d'opinion national réalisé en l'an 2000 n'apporte pas de modifications substantielles aux données fournies par les sondages précédents. Les principales raisons poussant les Hongrois à soutenir l'adhésion restent économiques et financières.

L'UE est donc principalement vue comme une entité économique, car les questions sociales, la défense, l'éducation, la lutte contre la criminalité, etc. sont toujours mentionnés en dernier.

Parmi les avantages, un nombre relativement élevé de sondés cite le fait de pouvoir travailler et s'installer dans un pays de l'UE, mais le nombre de personnes qui se transférerait réellement dans un pays membre de l'UE reste toujours limité. Selon l'*EECE* 6, ce chiffre est d'environ 4% et représente le pourcentage le plus bas parmi tous les autres pays sondés.

Avant de rédiger cette section, j'étais convaincu que c'était l'aspect de sécurité et de stabilité qui poussait la majorité des Hongrois à soutenir l'adhésion à l'UE. Il n'en est rien. D'après les sondages, le sentiment d'insécurité n'est pas un facteur dominant en Hongrie et les Hongrois ne perçoivent pas leurs voisins orientaux comme menaçants. Au contraire, ce sont les questions économiques qui déterminent les intentions de vote, alors que des facteurs comme la culture et l'identité nationale, la politique sociale ou la sécurité ne sont pas des éléments prioritaires. Les garanties de sécurité que l'UE est en mesure de fournir ne sont donc pas considérées suffisantes par les Hongrois. Il est clair que c'est l'OTAN qui est vue comme le principal garant de la sécurité et de la stabilité en Europe et que l'UE est plutôt considérée comme une organisation apportant des bénéfices économiques. Le fait que l'OTAN représente la seule organisation capable de fournir des garanties de sécurité crédibles aux yeux des Hongrois met en évidence l'importance qu'ils attachent à la dimension transatlantique de la sécurité européenne. La sécurité européenne est donc perçue comme étant intimement liée à l'engagement et à l'implication des Etats-Unis dans le maintien de la sécurité transatlantique. Il est néanmoins probable que, si des sondages nationaux avait été réalisés tout de suite après l'effondrement du com-

munisme, l'UE aurait été considérée davantage comme une organisation apportant de la sécurité et que les Hongrois auraient considéré leurs voisins orientaux de manière plus menaçante par rapport à aujourd'hui, après l'adhésion à l'OTAN. En effet, les sondages *EECE* effectués pendant les toutes premières années de la transition révèlent que l'aspect sécuritaire attendu de l'UE était plus important pendant cette période qu'aujourd'hui, même si les bénéfices économiques étaient toujours mentionnés en première place. L'*EECE* 3 nous montre, en effet, qu'en 1992, les habitants des pays jadis sous influence soviétique pensaient qu'une pleine appartenance à l'UE leur aurait apporté de la paix et de la stabilité et aurait amélioré la sécurité et la défense. Dans les sondages suivants, le rôle sécuritaire que les citoyens attribuaient à l'UE a graduellement diminué et l'OTAN a pris le relais aux yeux des ces mêmes personnes.

De toute manière, l'adhésion à l'UE et l'appartenance à l'OTAN sont considérées par le Hongrois comme des questions complémentaires et inséparables. En effet, en termes de sécurité, ces deux organisations doivent être perçues, à mon sens, comme ancrant la Hongrie de manière définitive à l'Ouest et comme apportant des garanties de sécurité implicites et explicites. Même si actuellement les Hongrois perçoivent l'UE davantage comme une source de bénéfices économiques et l'OTAN comme une source de garanties de sécurité, cette perception n'est pas figée car, avec la mise en place de la force de réaction rapide de l'UE, les Hongrois seront naturellement portés à concevoir l'UE aussi comme une organisation apportant également des garanties de sécurité.

En général, nous pouvons affirmer que la majorité de la population hongroise soutient l'adhésion parce qu'elle pense tirer plus de bénéfices que de désavantages. Selon les trois premiers sondages nationaux, 68,3% de la population croit que l'adhésion apportera des bénéfices, 14% est convaincu que l'adhésion apportera des désavantages et 17,6% est indécis ou ne sait pas répondre à cette question.

Même si en Hongrie le pourcentage de la population affirmant que l'adhésion apportera plus de bénéfices que de désavantages reste prépondérant, certaines craintes ont commencé à se manifester, par exemple que les produits hongrois puissent souffrir d'un manque de compétitivité, que l'économie nationale soit rachetée par des étrangers, que l'immigration prenne un essor incontrôlable et que le chômage augmente démesurément. En résumant, les Hongrois craignent une domination économique. Les craintes sociales sont encore plus marquées: les sondés estiment que les déséquilibres et les inégalités au sein de la société seront de plus en plus graves à la suite du creusement des différences entre les régions du pays, que des inégalités entre les groupes sociaux et de l'anomie sociale feront

surface et qu'il y aura une hausse de la criminalité et de la consommation de drogue.

A l'heure actuelle, le pourcentage de personnes attendant des désavantages de l'adhésion reste encore assez bas et n'avoisine pas le cas de la République tchèque où les bénéfices et les désavantages attendus de l'adhésion sont équivalents.

Les partisans de l'intégration

Après avoir établi que la grande majorité de la population hongroise soutient l'adhésion du pays à l'UE, cherchons à tracer un tableau plus approfondi des personnes qui soutiennent l'intégration.

Les personnes qui soutiennent de manière plus marquée l'intégration sont logiquement celles qui pensent en tirer des bénéfices. Il s'agit principalement des personnes qui ont profité des changements depuis le début de la transition et espèrent en profiter davantage avec l'ouverture du pays à l'UE.

De l'analyse des différents sondages, nous pouvons dégager quelques tendances générales: le soutien à l'adhésion est inversement proportionnel à l'âge ²¹ et augmente avec le degré de scolarité ²²; la population active du point de vue politique (ceux qui iraient sûrement voter s'il y avait des élections ce week-end) soutient davantage l'entrée dans l'UE que la partie politiquement passive de la population.

Les citoyens plus favorables à l'intégration sont donc:

- les jeunes de 30 ans ou moins.
- les personnes qui ont atteint un haut degré de scolarité. Le niveau d'instruction joue en effet un rôle central dans le positionnement vis-à-vis de l'UE: en général, les probabilités de vote favorable en cas de référendum augmentent proportionnellement au niveau d'éducation personnelle et de connaissance du sujet. En plus, parmi les personnes ayant atteint un haut niveau d'éducation, le nombre d'indécis diminue drastiquement.

²¹ Selon l'EECE 8, dans la tranche d'âge 15-24, 69% sont favorables, 13% indécis et 8% contraires. Entre 25 et 39 ans, 66% sont favorables, 17% indécis et 7% contre. Dans la tranche 40-54, 62% sont favorables, 17% indécis et 8% contre. Enfin, pour les personnes âgées de 55 ans et plus, 50% favorables, 17% indécis et 8% contre.

²² Toujours selon l'EECE 8, parmi les personnes ayant une éducation élémentaire, 45% sont favorables, 21% indécises et 9% contraires. Education secondaire: 68%, 15% et 6%. Education supérieure: 77%, 11% et 8%.

- les étudiants. Selon un article ²³, 92% des lycéens et des universitaires hongrois soutiennent l'adhésion.
- les personnes ayant des revenus élevés. Selon un article paru dans *Világgazdaság* ²⁴, nous pouvons constater que l'évaluation positive des effets de l'adhésion sur l'économie hongroise augmente proportionnellement au revenu des gens: 39% pour ce qui gagnent moins de 30'000 forint, 39% pour les personnes ayant un revenu entre 30 et 50'000, 45% pour des salaires allant de 50 à 70'000, 42% entre 70 et 100'000 et 65% pour ceux qui gagnent plus de 100'000 forints.
 - les personnes flexibles, dynamiques et mobiles.
 - les personnes qui parlent les principales langues étrangères.
 - les personnes travaillant dans des domaines à contact avec l'UE.
 - les personnes de sexe masculin.
 - les membres de l'intelligentsia.
 - les fonctionnaires gouvernementaux / nationaux qui gèrent les contacts avec l'UE.
 - les personnes qui sont politiquement actives.
 - les enfants.
 - les professeurs d'université.
 - les cols blancs en général.
 - les politiciens.
 - les entrepreneurs privés. Et plus précisément, ceux qui ont réussi à moderniser, à restructurer et à privatiser leurs entreprises en les réorientant vers l'UE. Les entrepreneurs privés sont clairement en faveur de l'adhésion à l'UE, car ils tirent déjà des profits depuis les accords européens et comptent en tirer davantage avec l'adhésion à l'UE et la conséquente libéralisation totale du commerce. Les supporters les plus fervents sont les entrepreneurs privés actifs dans les secteurs de l'industrie automobile, des ordinateurs, de l'électronique, des équipements pour le transport et des machineries spécialisées.
 - ceux qui habitent les parties dynamiques du pays, à savoir la partie centre-occidentale de la Hongrie et la capitale.

Le même article paru dans *Világgazdaság*, nous montre que les habitants de la capitale et des grandes villes sont plus favorables à l'adhésion par rapport à ceux qui habitent dans les villes moins peuplées: 42% dans les villages de moins de 5'000 habitants, 36% dans les villes ayant entre 10 et 20'000 habitants, 48% pour les villes qui comptent plus de 50'000 habitants et 52% à Budapest.

²³ *Magyar Hírlap*, "Students' opinion on the accession of Hungary to the EU", 7 décembre 1999.

²⁴ *Világgazdaság*, "Positive image still in majority", 24 septembre 1999.

La partie du centre et de l'ouest du pays est nettement plus développée que la partie centre-est, le niveau de vie y est meilleur et des différences culturelles, sociales et d'instruction entre les deux parties sont également observables. Ces disparités que nous pouvons observer aujourd'hui se sont définies au cours d'une longue période historique à partir de différences de religion²⁵ et de culture entre les deux régions. Pour expliquer ce clivage, nous pourrions même remonter dans le temps jusqu'à l'époque du prince Géza (972-997) où l'on parlait encore de deux pays hongrois: celui des "Hongrois blancs" et celui des "Hongrois noirs". Apparemment les "Hongrois noirs" furent plus réticents à la conversion au christianisme que les "Hongrois blancs"²⁶. Il est très intéressant de remarquer également que la fameuse "ligne Tallinn-Dubrovnik", c'est-à-dire l'axe de la frontière séparant les Empires romains d'Occident d'une part et l'Orient chrétien de l'autre, passe exactement par Budapest et divise la Hongrie en deux parties en reflétant parfaitement cette ancienne division de religion et de culture entre la partie occidentale et orientale. Le fait qu'au cours de ces dix dernières années il n'y a pratiquement pas eu de migration entre ces deux parties du pays souligne encore davantage les fortes différences de traditions entre ces deux régions.

"Political writers often refer to *Hunnia* and *Pannonia* when they mention the eastern and western parts of Hungary. *Pannonia* integrates with its western neighbours in Europe on cultural, religious and economic issues. *Hunnia* has preserved its national features"²⁷. La partie occidentale est également souvent appelée comme le *mezzogiorno* hongrois.

Or, les personnes habitant la partie orientale du pays sont beaucoup plus sceptiques à l'égard de l'UE que les habitants de la partie occidentale. Comment pouvons-nous expliquer ce phénomène? En premier lieu, il faut savoir que le niveau d'éducation et la flexibilité du marché du travail sont inférieurs et, par conséquent, le chômage est beaucoup plus élevé dans la partie orientale. La rigidité élevée du marché du travail dépend fortement

²⁵ Jusqu'au XVIe siècle, à l'Est de la rivière Tisza se trouvait le centre de la Réforme. Les Calvinistes étaient bien acceptés, tandis que les Catholiques ne l'étaient guère. Pour accéder à une histoire succincte des religions et des différences religieuses entre l'Occident et l'Orient de la Hongrie: *The Historical Churches in Hungary*, www.mfa.gov.hu/sajtoanyag/Tort_egyhazi.html

²⁶ Pour approfondir ce thème: Miklós MOLNÁR, *Histoire de la Hongrie*, p. 31 et ss.

²⁷ Kálmán DEZSÉRI, Sándor MEISEL, Margit RÁCZ, "Hungary", dans TANG, Helena, *Winners and Losers of Integration – Policy Issues for Central and Eastern Europe*, Washington, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 2000, p. 154. A consulter également pour approfondir le rôle joué par les investissements étrangers directs, les privatisations, le chômage et le niveaux des infrastructures pour creuser l'écart entre les deux parties du pays.

de la structure des professions. De plus, cette partie du pays présente un grand nombre de travailleurs non-qualifiés faisant principalement partie de la communauté tzigane.

Une première explication de ce phénomène est donc liée au fait que, comme nous avons déjà pu le remarquer au cours de ce travail, le soutien pour l'UE augmente de manière proportionnelle avec l'augmentation du niveau d'éducation. En deuxième lieu, nous avons également constaté que les travailleurs non-qualifiés et non flexibles seront probablement perdants à la suite de l'adhésion et donc seront plus enclins à manifester leur opposition envers l'intégration. Troisièmement, la partie orientale du pays a été la plus marquée par le régime soviétique et, par conséquent, c'est elle qui en porte les séquelles les plus visibles aujourd'hui. Si la partie occidentale et Budapest ont réussi à s'ajuster à la transformation de manière plus aisée, la partie orientale a eu plus de mal à se défaire de l'influence des anciennes idées communistes et à embrasser la voie du développement sous l'aile de l'UE. La concentration de grandes industries communistes dans la partie orientale n'a fait que rendre plus difficile le processus de transformation. En outre, les nombreux problèmes avec les pays limitrophes n'ont certainement pas favorisé l'essor et l'ouverture de cette partie du pays. Logiquement, la zone occidentale a toujours été plus orientée vers le commerce avec les pays de l'UE, tandis que le commerce de la partie orientale dépendait largement des marchés soviétiques. L'écroulement des marchés orientaux a représenté un coup très dur pour la partie orientale du pays, et cela a augmenté l'écart entre les deux régions.

Si nous analysons une carte de la Hongrie, nous pouvons constater que les quatre régions les moins favorables à l'intégration se trouvent donc à l'Est et sont *Borsod-Abaúj-Zemplén* et *Heves* (zones frontalière avec la Slovaquie), *Szabolcs-Szatmár-Bereg* (zone de frontière avec l'Ukraine et la Roumanie) et *Hajdú-Bihar* (zone de frontière avec la Roumanie). Tandis que les régions situées à l'Ouest, et surtout la zone frontalière entre la Hongrie et l'Autriche, sont les plus favorables à l'intégration. Le grand écart existant entre l'Ouest et l'Est du pays est encore plus évident si nous faisons une comparaison entre le soutien à l'UE des différentes régions frontalières. La zone de frontière entre la Hongrie et l'Autriche est nettement en faveur de l'intégration, tandis que celles entre la Hongrie et la Roumanie d'une part et entre la Slovaquie orientale et la Hongrie nord-orientale de l'autre sont nettement moins favorables. La différence de soutien parmi les zones de frontière est facile à expliquer si nous pensons que les régions situées à la frontière extérieure d'un pays de l'UE (Autriche-Hongrie occidentale) sont celles qui ont tiré le plus de bénéfices au cours de cette décennie de transition.

Il faut espérer qu'avec l'assistance du programme PHARE maintenant et les fonds structurels demain, les régions en retard de développement pourront récupérer du terrain. Cependant, nous ne pouvons pas exclure que l'effet contraire se produise pour les raisons suivantes: avant tout, il est possible que la lutte pour remporter plus de fonds structurels exacerbe davantage les relations entre les régions plus et moins développées; deuxièmement, il n'est pas du tout certain que les fonds structurels vont être affectés aux régions choisies par le gouvernement. Cela comporterait d'ultérieures tensions entre les régions, ainsi qu'à l'égard du gouvernement et de l'UE.

Il reste néanmoins souhaitable que les régions en retard de développement combler l'écart qui les sépare des autres régions car, même si cela n'a pas été le cas jusqu'à présent, nous ne pouvons guère exclure que des forces politiques extrémistes puissent exploiter le désarroi des populations habitant les zones plus arriérées pour poursuivre leurs intérêts dirigés contre le gouvernement ou l'UE.

Parmi les Hongrois affirmant que l'adhésion apportera des désavantages mais la soutenant quand même et les Hongrois qui ne soutiennent pas l'adhésion, cette éventualité est considérée comme redoutable. En effet, selon le deuxième sondage national, 14% des Hongrois croient que les inégalités et les déséquilibres au sein de la société seront aggravés à la suite de l'adhésion, à cause du creusement ultérieur des différences entre les régions les plus riches et les plus pauvres.

Malheureusement, ce scénario n'est pas à exclure, car les régions les plus développées sont naturellement dotées d'infrastructures meilleures et pourront, par conséquent, utiliser de manière plus efficace les fonds affectés par l'UE.

Avant de passer à la section suivante, je voudrais formuler une critique à l'égard des *EECE*. La grande faiblesse de ces sondages est, en effet, de fournir des données concernant l'ensemble du pays sans le diviser dans ses régions. De cette manière, les résultats publiés ont tendance à uniformiser le pays et à sous-évaluer les clivages entre les différentes régions qui le composent. En fait, les *EECE* n'adressent jamais la question des clivages que nous étudions d'habitude dans le cadre académique: ville - campagne, idéologie, niveau d'éducation, position professionnelle, appartenance à un parti politique, âge, sexe. Nous sommes donc portés à croire que le soutien des habitants des grandes villes est équivalent à celui des personnes qui habitent la campagne, ou que la position professionnelle ne joue pas un rôle important dans la prise de décisions, tandis que nous avons vu que cela n'est absolument pas le cas.

En plus, auprès de chacun des vingt PECO étudiés par les *EECE* (à l'exception des régions à risque), les interviews ont été réalisés dans toutes les régions situées à l'intérieur des frontières nationales. Vu que les interviews ont été réalisés dans toutes les régions hongroises, il aurait été plus intéressant de proposer, à côté des pourcentages concernant la nation toute entière, les pourcentages relatifs aux différentes régions sondées. Cela aurait permis d'avoir une vision globale du soutien de la Hongrie, d'un côté, et des différentes régions, de l'autre.

Les opposants à l'adhésion

Après avoir donné un aperçu général des attitudes, du soutien et de l'image du peuple hongrois face à l'UE, cherchons enfin d'établir qui constitue ce pourcentage minime d'opposants à l'adhésion.

Entre la période 1990-2000, en moyenne, 6% de la population a répondu de manière négative à la question: "Si demain il y avait un référendum sur la question de l'adhésion de la Hongrie à l'UE, personnellement, voteriez-vous pour ou contre cette adhésion?"²⁸.

Cette opposition peut être trouvée en analysant les secteurs qui pourraient subir des pertes à la suite de l'adhésion, car les personnes qui composent les secteurs jugés à risque sont celles qui s'opposent plus probablement à l'adhésion.

Nous pouvons dégager quelques remarques et conclusions des résultats des différents sondages concernant l'impact que l'adhésion pourrait avoir sur les différents secteurs de la société.

Premièrement, à la question "Qui serait susceptible d'y gagner ou d'y perdre si les liens entre la Hongrie et l'UE s'accroissaient?"²⁹, sur les cinq sondages en question, les Hongrois ont répondu en moyenne:

- les entreprises privées, qui apparemment seraient les grands gagnantes (56% des sondés affirment qu'elles y gagneraient et 11% qu'elles y perdraient);
- le système éducatif (50,5%–10%);
- les services sociaux et de santé (45%–13%);
- l'armée (39%–11%);
- les entreprises publiques / d'Etat (43%–21,5%);
- les fonctionnaires gouvernementaux / nationaux (32%–18%);
- les agriculteurs (40%–29%);

²⁸ *EECE* de 1 à 8.

²⁹ *EECE* 3,5,6,7 et 8.

- les ouvriers manuels (35,5%–25,5%);
- les personnes à revenus modestes (30%–26%).

En moyenne, les personnes à revenus modestes constituent la catégorie qui a plus de probabilités de subir des pertes à la suite de l'adhésion; elles sont suivies par les ouvriers manuels, les agriculteurs, les fonctionnaires gouvernementaux / nationaux et les entreprises publiques / d'Etat.

Une fois identifiés les secteurs à risque, les personnes composant ces secteurs ont été interviewées à leur tour³⁰. Ces nouveaux chiffres ne font que confirmer les conclusions précédentes: les entrepreneurs privés sont convaincus que l'adhésion leur apportera des bénéfices et soutiennent sans hésitation ce projet (83%–6%). En plus, ils ne voient aucune alternative viable à l'adhésion à l'UE. Les fonctionnaires des entreprises publiques ou d'Etat sont en peu plus pessimistes à l'égard de leur sort par rapport au reste de la population (47%–29%), tandis que les fonctionnaires gouvernementaux ou nationaux (39%–18%) sont légèrement plus optimistes. Par contre, les agriculteurs (8%–72%), les ouvriers manuels (22%–38%) et les personnes à revenus modestes (26%–30,5%) déclarent avoir peur de devoir subir des pertes considérables. Il est à remarquer que le pourcentage d'agriculteurs qui est sûr de perdre à la suite de l'intégration est très élevé (72%), et que, par conséquent, les agriculteurs qui pensent tirer des bénéfices de l'adhésion sont très peu nombreux (8%).

Il est intéressant de faire une comparaison entre les pourcentages obtenus auprès de la population en général et ceux qui concernent exclusivement le secteur des agriculteurs. Les citoyens hongrois ne sont pas très pessimistes sur le sort des agriculteurs, en effet, 40% d'entre eux pensent que les agriculteurs pourront tirer des bénéfices de l'adhésion, tandis que 29% pensent qu'ils subiront des pertes. Les agriculteurs, par contre, sont beaucoup plus pessimistes sur leur sort: 72% d'entre eux sont convaincus d'y perdre, tandis que 8% pensent pouvoir en profiter. Comment interpréter cette grande différence dans les avis de la population en général et des directs intéressés? Quels sont les plus crédibles? D'un côté, nous pouvons affirmer que les avis des agriculteurs sur leur sort sont plus dignes de foi que ceux donnés par le reste de la population, ne serait-ce que pour le fait que les agriculteurs connaissent davantage les retombées que l'adhésion est censée avoir sur leur activité. Mais, de l'autre, nous avons vu que la plupart des agriculteurs n'est pas informée sur l'existence de l'UE, et moins encore des implications de la PAC, et donc nous ne savons pas exactement avec quel niveau de compétence et de connaissances ils répondent à la question.

³⁰ *EECE* 3,5,6,7 et 8.

En plus, nous ne devons pas oublier le fameux pessimisme des Hongrois, et surtout le fait que le pessimisme a tendance à augmenter avec la diminution du niveau d'éducation.

Même si nous ne sommes pas en mesure de donner une réponse claire sur les raisons qui sont à la base de cet écart entre les points de vue de la population en général et des agriculteurs sur leur sort, nous pouvons en tout cas affirmer avec assez de certitude que les agriculteurs seront des perdants à la suite de l'adhésion, pour les raisons que nous allons citer au cours de ce chapitre.

A ce point, à l'image de la section précédente, nous pouvons établir une liste des personnes qui s'opposent à l'adhésion:

- les personnes âgées de plus de 61 ans ou à la retraite.
- les personnes inactives.
- les personnes ne parlant pas de langues étrangères.
- les personnes qui habitent la partie orientale ou méridionale ou encore sud-occidentale de la Hongrie.
- les personnes de sexe féminin.
- les classes sociales moins flexibles en général.
- les minorités ethniques qui ne seront pas à même de s'adapter aux changements, à savoir la communauté tsigane.
- les personnes qui ne saurons pas faire face à la hausse de compétition dérivée de l'ouverture des marchés.
- les personnes ayant une position faible sur le marché du travail, à savoir les personnes non qualifiées ou moyennement-qualifiées et les chômeurs.
- les personnes qui habitent dans les villages et surtout dans les petites zones rurales arriérées.

Il est important de savoir que 80% de la population hongroise vit à la campagne et que le nombre de grandes villes est très limité. En effet, la Hongrie compte 220 villes et seulement neuf, parmi elles, dépassent les 100'000 habitants et douze les 50'000. Les restantes 199 villes ne dépassent pas les 50'000 habitants. A elle seule, Budapest compte presque un cinquième de toute la population hongroise: 1'838'753 habitants³¹.

Soulignons ici que le taux de soutien à l'UE est très élevé si nous pensons que 80% de la population vit à la campagne et que se sont justement ces personnes qui ont tendance à être moins informées et moins favorables à l'adhésion.

³¹ Hungarian Central Statistical Office, *Statistical Yearbook of Hungary – 1998*, Budapest, Hungarian Central Statistical Office, 1999, p. 184.

Personnes n'ayant pas atteint un haut niveau de scolarité

Pour cette catégorie de personnes, il convient de préciser le problème. En effet, il est fort possible que des personnes ayant atteint un haut niveau de scolarité et de spécialisation puissent également être parmi les perdants de l'adhésion et donc se transformer en opposants. Il s'agit ici de personnes qui ont acquis des connaissances hautement spécialisées dans un domaine très spécifique, mais qui sont tombées en marge du monde du travail parce que ces connaissances spécifiques ne sont plus requises à la suite de l'ouverture et de la conséquente modernisation du pays. Ces personnes, appartenant surtout aux générations les plus anciennes, sont considérées doublement défavorisées car elles n'arrivent souvent pas à se conformer à la nouvelle réalité.

*Les fonctionnaires gouvernementaux ou nationaux
ne gérant pas les contacts avec l'UE*

J'ai mentionné les fonctionnaires gouvernementaux / nationaux aussi bien dans la catégorie des supporters de l'adhésion, que dans celle des opposants à l'adhésion parce que cette catégorie a une position assez ambiguë qui pourrait pencher aussi bien vers le soutien que vers l'opposition à l'UE. Il est reconnu que les administrations publiques des ex pays communistes sont surchargées de personnel. Pour pouvoir améliorer le fonctionnement du système et se conformer aux critères de l'UE, il est évident qu'une grande partie des fonctionnaires devra être renvoyée. Cette restructuration doit en tout cas avoir lieu si nous voulons que le système marche correctement, mais le problème est qu'elle se réalise principalement au cours des années qui précèdent l'adhésion. Il est donc à craindre que les fonctionnaires gouvernementaux / nationaux attribuent les conséquences négatives de cette réforme à l'adhésion à l'UE. Si cela sera le cas, les perdants de la restructuration pourront devenir des opposants à l'adhésion.

Le secteur agricole

Ce secteur a été un des principaux perdants du processus de transformation amorcé il y a dix ans³² et sera probablement perdant après l'adhésion à l'UE aussi.

³² Rappelons que le secteur agricole est actuellement protégé et qu'il ne sera pas libéralisé avant l'adhésion. Ce secteur risque d'être parmi les principaux perdants à la suite de l'adhésion parce que, même en pouvant bénéficier de certaines protections liées à sa fermeture, il a quand même été la grande victime de la transformation.

Il faut quand même nuancer, vu que les producteurs de biens compétitifs et exportables bénéficieront de l'adhésion à l'UE, tandis que les agriculteurs travaillant des terrains réduits et non-compétitifs n'en bénéficieront guère (les petits propriétaires agricoles), sans parler des agriculteurs qui devront vendre leurs terrains à des étrangers³³. Bien qu'il résulte difficile de tirer des conclusions générales pour ce secteur, parce que les conséquences de l'adhésion changent selon les différentes activités qui le composent, certains traits généraux sont quand même identifiables.

Vu que 8% de la population active hongroise est occupé dans le secteur de l'agriculture (soit 320'000 personnes) et qu'au moins la moitié d'entre eux quittera le marché du travail au cours des cinq prochaines années à cause de l'âge, selon András Inotai³⁴, environ 120'000 personnes impliquées dans le secteur agricole seront parmi les potentiels perdants à la suite de l'adhésion.

La plus grande opposition à l'UE doit justement être recherchée parmi ce groupe de potentiels perdants du secteur agricole. En plus, n'oublions pas que les groupes d'intérêt du secteur agricole sont bien organisés et puissants et qu'ils se laissent souvent transporter par des discours et des actions populistes.

Cependant, vu le nombre exigu d'agriculteurs potentiellement perdants et considéré que seulement 8% de la population active est employé dans le secteur agricole, le potentiel euroscepticisme professé par cette partie de la population ne sera pas suffisant pour infléchir la nette tendance pro-européenne du reste de la population.

En outre, nous ne pouvons pas savoir de manière définitive si le secteur agricole sera perdant à la suite de l'adhésion parce qu'une série de points d'interrogation subsiste encore: les agriculteurs hongrois recevront-ils les paiements compensatoires à l'image des producteurs de l'UE?; quels seront les quotas de production imposés aux agriculteurs travaillant dans des secteurs très réglementés de la PAC? La réponse à ces interrogatifs fera pencher la balance en faveur ou contre les agriculteurs.

Un fait qui soulève des doutes sur les réelles possibilités du secteur agricole de sortir vainqueur à la suite de l'adhésion est que ce secteur n'a pas

³³ Tous les partis politiques hongrois sont fortement opposés à la libéralisation des terrains agricoles. Il est donc fort probable que le gouvernement hongrois demande une dérogation à ce que des étrangers puissent acheter des terrains agricoles hongrois.

³⁴ András INOTAI, "The Czech Republic, Hungary, Poland, the Slovak Republic and Slovenia", dans *Winners and Losers of Integration – Policy Issues for Central and Eastern Europe*, Helena Tang (éd.), Washington, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 2000, p. 31.

été inséré dans les accords européens et que, par conséquent, il n'y a pas eu de pression visant à ajuster le secteur et à le préparer à l'adhésion.

Après avoir brièvement pris en considération certains éléments concernant la situation des agriculteurs, nous commençons à comprendre leurs réticences vers l'adhésion. Plusieurs facteurs font qu'ils soient les travailleurs les plus pessimistes:

- ils sont les moins informés sur l'UE;
- ce sont eux qui ont subi la plupart des retombées négatives depuis le changement de système;
- le problème des rachats de terres cité auparavant;
- l'arrivée sur le marché national de produits agricoles plus compétitifs.

Même si nous avons essayé de tracer un bilan des opposants et des supporters, ce travail ne peut pas être fait de manière définitive, car les actuels supporters pourraient devenir des opposants une fois l'adhésion concrétisée, et vice-versa.

En premier lieu, cela peut se vérifier parce que la politique de l'UE au sein de certains secteurs à l'égard de la Hongrie et des autres candidats en général doit encore être clarifiée (voir PAC). En deuxième lieu, l'aide de l'UE, orientée actuellement vers un secteur spécifique, pourra être réorientée demain vers un autre secteur, en créant de cette manière une redistribution entre les supporters et les opposants. Enfin, n'oublions pas la volatilité et la malléabilité de l'opinion publique.

Si d'un côté il est très difficile de tracer un bilan définitif des opposants et des supporters à l'adhésion à cause des raisons susmentionnées, de l'autre, il faut reconnaître qu'au fil des différents sondages d'opinion nationaux nous pouvons remarquer une certaine polarisation des opinions de la population à l'égard des secteurs perdants ou gagnants à la suite de l'adhésion. En effet, une partie de plus en plus grande de la population a compris que des bénéfices et des désavantages apparaîtront à la suite de l'adhésion et, par conséquent, ses jugements à l'égard du sort des différentes classes sociales sont de plus en plus radicaux.

Les raisons de l'opposition à l'adhésion

En dépit du grand nombre de secteurs énumérés parmi les potentiels perdants, l'opposition à l'adhésion à l'UE en Hongrie reste en tout cas assez réduite. Essayons donc de comprendre quelles sont les raisons, voire les

craintes, qui poussent une partie, quoique très réduite, de la population à ne pas soutenir l'adhésion à l'UE.

Pour faire cela, demandons-nous en premier lieu ce que la Hongrie pourrait perdre suite à l'adhésion à l'UE.

La perte de souveraineté

Une première réponse est la suivante: elle pourrait perdre une partie de sa souveraineté. A ce point, nous nous demandons si les Hongrois qui sont contre l'adhésion à l'UE utilisent la question de la perte de souveraineté pour défendre leurs positions. En effet, la Hongrie, comme tous les autres candidats à l'UE, se trouve dans un dilemme assez sérieux concernant le choix entre l'indépendance nationale et une souveraineté partagée dans une communauté plus large. En plus, ces pays viennent de reconquérir leur souveraineté et se trouvent actuellement devant la perspective de devoir en céder une partie à une ou plusieurs organisations internationales. Même si normalement les nouveaux systèmes politiques tendent à être très jaloux de leur indépendance et de leur identité nationale, la Hongrie accepterait de renoncer à une partie de sa souveraineté pour pouvoir devenir un membre à part entière de l'UE. Comme les pourcentages qui suivent le démontrent, les Hongrois ne redoutent pas une perte de souveraineté. En effet, à la question: "Quels désavantages, s'il y en a, pensez-vous que votre pays pourrait tirer de sa pleine appartenance à l'UE?"³⁵, les Hongrois ont cité plus fréquemment la crainte d'une domination économique (12%), le chômage (10%), l'afflux d'étrangers (8%), la domination politique (6%), l'émigration (6%), l'augmentation de la criminalité (5%), les inégalités sociales (5%), la perte de l'identité culturelle (3%), la perte de souveraineté récemment acquise (3%), la baisse du niveau de vie (2%).

Selon le deuxième sondage national, les parlementaires ne craignent non plus cette éventualité, vu qu'à la question "L'UE met-elle en danger votre identité culturelle ou votre souveraineté?" ils ont quantifié à 2,09, sur un échelle de 1 à 7, le niveau de danger.

Cette question a été soulevée dans les débats parlementaires et dans les médias, mais un nombre très limité de personnes y attache de l'importance. Le pourcentage de personnes qui craignent pour la survie de la spécificité de la langue et de la culture hongroises est extrêmement bas. L'argument de la perte de souveraineté n'est donc pas un argument central dont se servent les opposants à l'intégration à l'UE. Cette conclusion reste quand même assez surprenante car la coopération intergouvernementale est une forme de

³⁵ *EECE* 3,5,6,7 et 8.

coopération que la Hongrie et les autres Etats de la région connaissent mieux que l'intégration, l'approfondissement. En plus, la Hongrie devrait craindre les relations entre les Etats, car, selon les expériences du passé, elles ont souvent été basées sur la coercition et sur l'assimilation forcée.

La majorité des Hongrois ne craint donc pas les influences extérieures excessives, comme la domination culturelle ou politique par des pays plus puissants au sein de l'UE. Les Hongrois semblent avoir compris qu'une identité européenne peut exister à côté de l'identité nationale et que l'identité européenne n'étouffera pas la diversité culturelle et la spécificité nationale. Au contraire, vu qu'une identité européenne hésite encore à se montrer au grand jour, elle a plutôt le rôle de renforcer les identités nationales et régionales existantes. Il ne semble pas y avoir un conflit entre l'identité nationale et l'adhésion à l'UE. Même si les Hongrois définissent la Hongrie comme un petit pays, qui pour cela devrait craindre davantage une dilution de l'identité nationale, ils ne se sentent pas à risque d'une domination extérieure et n'ont pas peur d'une dilution de leur identité nationale et de leur indépendance. Au contraire, l'adhésion à l'UE est plutôt vue comme un moyen permettant d'assurer et de renforcer l'indépendance nationale du pays.

La crainte d'une domination extérieure

Après avoir constaté que la perte de souveraineté ne semble pas être à la base des motivations qui poussent une partie de la population à s'opposer à l'adhésion à l'UE, analysons un aspect qui pourrait, de par son importance tout au long de l'histoire de la Hongrie, engendrer une certaine crainte dans la population à l'égard de tout élément extérieur: la peur d'une domination extérieure.

Il convient de faire ici un bref retour en arrière pour pouvoir expliquer de manière plus exhaustive cette crainte que nous pouvons remarquer dans une partie de la population hongroise.

En 895, c'est le chef Árpád qui conduit les tribus hongroises dans le bassin des Carpates. Depuis leur arrivée, les tribus hongroises et ensuite les Hongrois ont toujours dû faire face à l'envahisseur venu de l'étranger. Nous rappelons l'invasion des Mongols-Tatars en 1241, qui balayent l'armée hongroise du roi Béla IV en peu de temps, ainsi que l'invasion et la guerre contre les Turcs à partir de 1439 jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Quatre ans après la paix de Karlovac, qui marque la fin de 260 ans de présence ottomane en Hongrie, l'insurrection contre les Habsbourg éclate. Le compromis avec les Habsbourg signé en 1715, il faut attendre plus de cent ans pour assister à la Révolution du 15 mars 1848, puis à la lutte d'indépendance de

1848-1849 contre la maison Habsbourg et la défaite des indépendantistes hongrois. Ensuite, nous arrivons au compromis de 1867 établissant une double monarchie, qui dure jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Pendant la première guerre mondiale, la Hongrie s'allie avec l'Autriche et l'Allemagne. A l'issue de la grande guerre, le traité de Versailles de 1920 sonne le glas de l'Empire des Habsbourg.

“La création d'un Etat des Slaves du Nord: la Tchécoslovaquie, des Slaves du Sud: la Yougoslavie, et le triplement du territoire du royaume de Roumanie frappa surtout la Hongrie qui fut amputée de 71% de son territoire et de 61% de sa population”³⁶. “Les décideurs de Versailles ne se contentèrent pas de détacher de la Hongrie des territoires peuplés de Slovaques, de Roumains, de Croates et de Serbes, mais attribuèrent en même temps à la Tchécoslovaquie, à la Roumanie et à la Yougoslavie des territoires habités par des Hongrois. Ainsi après la signature du traité de Trianon, à peu près 5 millions de Hongrois se retrouvèrent, en formant des minorités compactes, dans les nouveaux Etats limitrophes à la Hongrie”³⁷.

Sous la force de l'opinion publique, qui exigeait la renégociation du traité de Trianon, les dirigeants hongrois se tournèrent vers la France et l'Angleterre, en vain. A la suite de ce refus,

“le gouvernement se crut obligé de chercher des appuis d'abord du côté de l'Italie, puis auprès de l'Allemagne. Ces alliances lui apportèrent des succès momentanés: suite aux deux décisions de Vienne (1938 et 1940), imposées par l'Allemagne et l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie furent obligées de restituer à la Hongrie des territoires où la population hongroise était majoritaire. Mais la contrepartie fut trop élevée, la Hongrie s'engagea dans la seconde guerre mondiale à venir du côté des puissances de l'Axe”³⁸.

A la suite de cette alliance et de la guerre qui en suivit, la Hongrie fut encore occupée à deux reprises dans l'espace d'un an par deux puissances ennemies.

“Le 19 mars 1944, Hitler, mécontent de ses alliés hongrois, décide l'occupation militaire du pays. [...] A partir de l'automne 1944, la Hongrie devient un champ de bataille où s'affrontaient la Wehrmacht et l'Armée rouge. Les So-

³⁶ François FEJTŐ, *Requiem pour un empire défunt*, Paris, Lieu commun, 1988, p. 279.

³⁷ André SELLIER, Jean SELLIER, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris, La Découverte, 1991, p. 131.

³⁸ János SZAVAI, *La Hongrie*, p. 34.

viétiques avaient besoin de plusieurs mois pour pouvoir déloger l'armée allemande de Hongrie, c'est enfin le 4 avril 1945 qu'ils prirent possession de tout le territoire du pays. [...] L'Armée rouge, qui était censée n'y rester que provisoirement, jusqu'à la signature des traités de paix, ne quitta point le pays en 1947 quand le traité de Paris fut signé"³⁹.

Rappelons encore la révolution de 1956, étouffée par les troupes de l'Armée rouge et la naissance du kadarisme. Finalement, ce n'est qu'en juin 1991 que la Hongrie recouvra sa vraie souveraineté avec le départ des derniers soldats soviétiques.

A travers ce bref rappel nous ne pouvons que constater que l'histoire du peuple hongrois est parsemée d'invasions et d'occupations par des puissances étrangères. Ce souvenir reste vivant dans l'esprit de certains Hongrois, qui craignent que l'UE puisse un jour devenir une puissance étrangère capable d'imposer ses règles sans appel. Ces personnes redoutent en effet la création d'un super-Etat européen. Une partie de la population qui est contraire à l'adhésion à l'UE base ses motivations sur cette crainte.

Nous constatons également que, pour certains, le débat actuel sur l'entrée dans l'UE est en réalité un débat sur l'identité et l'histoire nationale hongroises⁴⁰. Ce dilemme identitaire qu'une partie de la population n'arrive pas à vaincre est exploité par les partis anti-européens lorsqu'ils affirment que la Hongrie est menacée par la domination de l'UE et qu'ils existent des alternatives à l'adhésion. Ces partis jouent avec les craintes d'une partie de la population et cherchent à convaincre les indécis que le gouvernement veut s'aligner aujourd'hui sur Bruxelles comme il s'était aligné par le passé sur Moscou. Afin de rendre leurs discours encore plus fatalistes et alarmants, les partis anti-européens font souvent appel à des références historiques négatives bien présentes dans les esprits, comme le traité de Trianon.

Ces craintes d'une domination ou d'une influence extérieure trop marquée sont en partie compréhensibles si nous pensons que, pour presque un demi-siècle, la Hongrie a été coupée de toute influence étrangère provenant de l'Occident, que les voyages à l'étranger étaient interdits et que les rap-

³⁹ *Ibid.*, pp. 35-36.

⁴⁰ Sous certains aspects, le débat sur l'intégration européenne en Hongrie ressemble aux débats qui se tiennent en Suisse à ce sujet. En effet, les débats sur l'UE en Suisse mettent en cause des valeurs fortement ancrées dans le peuple, comme la neutralité, le fédéralisme et la démocratie directe et poussent les citoyens à opérer une analyse intérieure de leur identité et de leurs convictions. Les débats en Hongrie visent également à sensibiliser la sphère identitaire des citoyens en touchant des cordes sensibles et des craintes séculaires, comme la domination extérieure.

ports avec les pays limitrophes étaient très limités. La crainte d'une nouvelle domination économique, sociale ou culturelle de l'extérieur est donc bien présente dans certains esprits.

La perte de sécurité intérieure

Tous les Hongrois sont d'accord que l'adhésion apportera des manifestes gains dans les domaines de la sécurité extérieure (même si l'OTAN en est déjà en partie responsable), de la stabilisation de la démocratie et des institutions démocratiques. Mais, ce que certains Hongrois redoutent c'est la perte de la sécurité intérieure que la transformation de l'ère communiste a engendrée et que, selon eux, l'adhésion à l'UE ne fera qu'amplifier.

Ceux qui ne sont pas en faveur de l'adhésion du pays à l'UE basent leurs argumentations sur la certitude que certains phénomènes sociaux pathologiques, comme l'alcoolisme, les suicides, le crime organisé, la corruption et la mafia, ainsi que le commerce et la dépendance de la drogue augmenteront nettement une fois que la Hongrie aura rejoint l'UE. Cette petite partie de la population est en outre convaincue que l'adhésion ne fera que hausser les différences sociales et régionales divisant le pays et que le système de prévoyance sociale se désintégrera.

Parmi ces personnes, nous n'avons pas de difficultés à reconnaître les nostalgiques du communisme, car ce sont ces derniers qui craignent davantage l'augmentation des disparités sociales.

D'après une petite enquête personnelle réalisée pendant le mois d'août 2000 dans un village appelé Szigetszentmiklós et situé à vingt kilomètres de Budapest, j'ai pu remarquer que la perte de sécurité intérieure est un des problèmes les plus redoutés. Au cours de cette enquête j'ai demandé aux paysans s'ils avaient le sentiment que le niveau de sécurité intérieure avait subi des modifications suite à l'effondrement du communisme et s'ils pensaient que l'adhésion à l'UE pourrait influencer le niveau de sécurité interne. A cette question, la grande majorité des personnes a répondu "C'était mieux quand c'était pire" (*Jobb volt amikor rosszabb volt*). Or cette affirmation est très fréquemment utilisée en Hongrie et signifie que pendant la période communiste, qui est définie par le mot "pire", la situation était jugée quand même meilleure que l'actuelle. Bref, les personnes reconnaissent que la période communiste était néfaste, mais affirment qu'au moins, par le passé, il était possible de se balader dans les rues en toute sécurité.

D'un côté, András Inotai confirme que certaines des craintes susmentionnées ont, au fond, une justification lorsqu'il affirme que

“Rapid liberalization – accompanied by the necessarily slower process of building a new legal and institutional system, and social and economic polarization – have left many losers. This situation has seriously reduced the internal security standards enjoyed under the former one-party system”.

Mais d'autre côté, il rassure les personnes au sujet bénéfiques de l'adhésion dans ce domaine en affirmant que

“Membership in the EU is expected to improve internal security substantially. The growing importance attached by the EU to this issue (see the rapid upgrading of the Justice and Home Affairs pillar in the priority list of the integration) gives not only hope for a new 'security umbrella' covering the new members, but it will become a condition for membership”⁴¹.

Un problème de communication entre le gouvernement et les citoyens ?

Comme nous avons démontré à plusieurs reprises au cours de ce travail, le soutien à l'UE diminue proportionnellement à la baisse du niveau d'instruction et d'information.

A ce point, il me semble naturel de se demander si le refus de soutenir l'UE au sein des classes les moins informées doit être attribué uniquement au faible niveau culturel, ou bien à un véritable manque de communication avec le gouvernement et d'information qui fait que ces personnes n'arrivent pas à se former une opinion et que, faute de celle-ci, elles embrassent des positions irrationnelles et émotionnelles dictées par la peur de l'inconnu.

A mon sens, la stratégie de communication du gouvernement tient pour acquise l'orientation pro-européenne de la population et, par conséquent, ne prend pas suffisamment en compte les problèmes des particuliers, mais vise surtout les conséquences que l'adhésion aura sur le pays en général. Cela fait que les personnes les plus modestes n'arrivent pas à formuler une opinion sur la question et ont une réaction spontanée de refuser ce qu'ils n'arrivent pas à déchiffrer et adoptent, par conséquent, une position de retrait par rapport à l'adhésion. Il existe donc un fort décalage entre l'élite hongroise, qui se veut résolument pro-européenne et le reste de la population des classes défavorisées, qui reste encore assez indécis et réticent.

Les trois premiers sondages d'opinion nationaux confirment cette théorie. A la question “What consequences will accession to the EU have for

⁴¹ András INOTAI, “The Czech Republic, Hungary, Poland, the Slovak Republic and Slovenia”, p. 22.

Hungary?", 68,3% des interviewés ont répondu que l'adhésion apportera des bénéfices au pays. Cependant, à la question "What consequences will accession to the EU have for your region?", seulement 47% des interviewés ont reconfirmé leur optimisme. Finalement, à la dernière question "What consequences will accession to the EU have for you as a Hungarian citizen?", seulement 38% des interviewés ont affirmé que l'adhésion apportera des bénéfices tangibles pour eux-mêmes et pour leur famille. Nous constatons donc que l'optimisme pour les conséquences positives attendues de l'adhésion diminue au fur et à mesure que nous nous éloignons de la perspective nationale et que nous nous approchons du cas particulier.

A la lumière de ces chiffres, je pense que ce discours puisse être élargi aux classes sociales plus cultivées également, vu que les personnes comprennent que l'adhésion à l'UE est un événement positif mais ont du mal à identifier les bénéfices que l'adhésion apportera aux particuliers et à leur entourage, ou ils affirment carrément que l'adhésion aura des bénéfices pour les pays mais pas pour lui comme individu. En dépit du fait qu'un nombre croissant de personnes a le sentiment que l'adhésion les touchera de quelque manière, plus de la moitié des interviewés n'arrive encore pas à citer un avantage ou un désavantage spécifiques de l'adhésion pour sa vie ou celle de sa famille. Ceci démontre qu'il existe encore un grand manque de familiarité avec la question européenne.

Le gouvernement ne peut pas penser atteindre les différentes classes sociales dans tout le pays avec la même stratégie de communication. Classes différentes requièrent différents moyens de communication. Si le gouvernement hongrois veut que même la petite partie de la population qui ne soutient pas l'intégration change de camp, il devra nécessairement apporter des modifications à sa stratégie de communication en l'adaptant au langage de tous les jours et aux situations particulières des citoyens. Ces derniers doivent être convaincus que le discours du gouvernement concerne leur situation et qu'il les aide à comprendre les bénéfices et les désavantages que l'adhésion aura pour leur ménage. Ce discours ne doit pas se limiter à l'analyse macro-économique des conséquences de l'adhésion, car des bénéfices macro-économiques ne séduiront guère le petit agriculteur qui se préoccupe de l'avenir de son petit terrain agricole. A travers sa stratégie de communication, le gouvernement doit changer l'attitude fataliste, partagée par un grand nombre de personnes, selon laquelle l'adhésion se fera de toute façon, avec ou sans leur intervention et que, de toute manière, il n'y a pas d'alternative à celle-ci. En énumérant les bénéfices que l'adhésion aura

pour chaque cas particulier ⁴², le gouvernement arrivera à engendrer un certain enthousiasme auprès des citoyens à l'égard de cet événement historique et pourra finalement compter plus de supporters du grand bond en avant. Une bonne stratégie de communication est donc absolument nécessaire parce qu'une grande partie de la population a encore très peu de familiarité avec l'intégration européenne.

Les conséquences de la mise en place des frontières Schengen

Une fois membre de l'UE, les frontières de la Hongrie deviendront des frontières Schengen. L'adhésion à la zone Schengen soulève trois questions principales: avant tout, l'immigration vers la Hongrie de citoyens de l'UE; en deuxième lieu, l'immigration vers la Hongrie de personnes provenant de l'Est et ayant comme destination finale soit la Hongrie soit un autre pays de l'UE; enfin, l'émigration des travailleurs hongrois vers les pays de l'UE.

Le problème de l'immigration vers la Hongrie de citoyens de l'UE a été pris en considération, débattu et inséré dans plusieurs sondages, mais il ne représente guère un facteur qui pourrait enflammer les esprits et conduire à la formation de groupes de pression contre l'UE. Même si, selon un article ⁴³, 13% de la population hongroise considère comme "très mauvaise" et 49% de la population juge comme "mauvaise" l'immigration de citoyens de l'UE en Hongrie, ces personnes interviewées ne renonceraient pas pour autant à l'adhésion, parce qu'elles sont convaincues que les bénéfices qui en retireront seront plus importants que les problèmes posés par l'immigration des citoyens de l'UE.

En ce qui concerne la deuxième question, il est sûr que les frontières orientales et méridionales de la Hongrie deviendront un des principaux points d'immigration illégale dans l'UE.

Maintenant, il est plus probable que la Hongrie serve uniquement de zone de transit et que les destinations finales des immigrants soient des pays comme l'Allemagne, l'Angleterre ou la France. En effet, selon un article récent ⁴⁴, les immigrants en provenance de l'Asie (surtout de l'Afghanistan, du Pakistan et de l'Inde), n'ont pas l'intention de s'arrêter en Hongrie, mais continuent leur voyage vers les autres pays de l'UE. Cependant, la Hongrie représente une bonne alternative pour les personnes qui n'arrivent pas à atteindre leur destination finale. En effet, les demandes

⁴² La possibilité de s'installer, de suivre des cours de formation, de trouver une occupation mieux rémunérée dans un des pays de l'UE.

⁴³ *Magyar Hírlap*, "Fears from immigration and emigration too", 25 octobre 1999.

⁴⁴ Robert WRIGHT, "Asian migrants head for Europe's eastern gateway", *Financial Times*, 11 octobre 2000.

d'asile en Hongrie ont augmenté de 1'700 en 1997 à 11'500 en 1999, faisant de la Hongrie le neuvième pays européen pour ce qui est des demandes d'asile. En plus, depuis 1995, les autorités hongroises estiment que 60'000 immigrants clandestins entrent en Hongrie chaque année et que environ 40'000 sont arrêtés.

Nous pouvons donc affirmer que la question de l'immigration en provenance de l'Est concerne davantage les pays de l'UE que la Hongrie pour le moment. Mais, il est clair que la Hongrie sera mise sous pression par l'UE afin qu'elle renforce les contrôles à ses frontières. Les frontières avec l'Ukraine, la Roumanie et la ex-Yougoslavie sont particulièrement sensibles, car ces pays ne rejoindront l'UE que longtemps après la Hongrie.

A l'heure actuelle, la population hongroise semble ne pas avoir encore réalisé le potentiel explosif de cette question, car selon le troisième sondage national, seulement une petite partie de la population pense que l'immigration en provenance de l'Est vers la Hongrie augmentera à la suite de l'adhésion du pays à l'UE. Parmi les personnes qui prévoient une hausse de l'immigration, 46% pensent que les immigrants viendront de la Roumanie.

Il est compréhensible que la population hongroise n'ait pas encore réalisé l'ampleur de ce phénomène, car l'immigration vers la Hongrie constitue un fait nouveau. Cependant, une fois l'adhésion à l'UE concrétisée, le phénomène de l'immigration en provenance de l'Est vers la Hongrie prendra un essor exponentiel et des groupes de pression contre l'UE, surtout d'extrême droite, se formeront sans aucun doute quelque temps après l'adhésion.

Pour ce qui est de l'émigration des travailleurs hongrois vers les pays de l'UE, 46% des sondés la considèrent comme "mauvaise", tandis que 54% l'estiment comme "bonne"⁴⁵. Il est très paradoxal que 46% de la population affirme que la possibilité de se transférer dans un pays de l'UE est "très mauvaise" ou "mauvaise". La libre circulation des travailleurs est une des réussites les plus importantes de la construction européenne et elle doit être considérée comme une opportunité enrichissante du point de vue culturel, social et économique.

Comme nous avons pu voir auparavant, la question de l'émigration des travailleurs hongrois vers les pays de l'UE n'est pas potentiellement dangereuse, car le nombre de personnes qui se transférerait réellement dans un pays de l'UE pour travailler est très limité. D'autant plus que les données empiriques nous montrent avec clarté que la migration de masse a lieu uniquement si les conditions économiques d'un pays ou d'une région ne sont

⁴⁵ *Magyar Hírlap*, "Fears from immigration and emigration too".

pas susceptibles de s'améliorer. Or, la croissance du PIB de la Hongrie se situe entre 5 et 6%, tandis que celle des pays de l'UE est d'environ 2%.

Un autre problème bien plus grave existe. En effet, la perception publique de l'UE pourrait se ternir à cause de l'impact négatif que pourront avoir les restrictions de voyage à suite de l'introduction des frontières Schengen. En effet, une fois que la Hongrie aura adhéré à l'UE, les minorités hongroises dans les pays limitrophes (Roumanie, Slovaquie, Vojvodine et Ukraine) auront besoin d'un visa pour rendre visite à leurs familles en Hongrie. Le fait de séparer les groupes ethniques en érigeant des barrières physiques entre eux comporte un danger. Il est donc possible que les personnes qui se sentiront lésées par ces nouvelles restrictions développeront une perception négative de l'UE.

La perspective de devoir se munir d'un visa pour accéder en Hongrie est particulièrement problématique pour les Hongrois vivant en Ukraine. En effet, une grande partie de la population hongroise habitant dans les villes frontière d'Ukraine, comme Berehovo, fait du commerce, souvent illégal, entre les deux pays sa principale source de revenu. Or, il est clair qu'une frontière Schengen entraverait le commerce transfrontalier et priverait les Hongrois d'Ukraine de leur principale forme de survie.

Bien qu'un grand nombre d'organisations de Hongrois vivant à l'étranger ait fait part le gouvernement de ses préoccupations concernant leur accès en Hongrie après l'adhésion, le gouvernement ne semble pas enclin à demander une dérogation ou une période transitionnelle au sujet des frontières Schengen. Cependant, le gouvernement est en train d'étudier un plan qui lui a été soumis par la *World Federation of Hungarians*, une des plus importantes organisations de Hongrois vivant à l'étranger. Le plan propose l'introduction d'un système de nationalité "à géométrie variable" selon lequel les Hongrois habitant à l'étranger recevraient le passeport hongrois qui leur permettrait d'accéder le pays en liberté, mais exclurait le droit de s'installer et de voter en Hongrie. Il est quand même assez improbable qu'un plan de ce genre, basé sur l'ethnie, soit accepté. La seule solution que le gouvernement hongrois peut envisager c'est d'instaurer un système de délivrance préférentiel de visas à entrées multiples et à long-terme aux personnes ayant des liens culturels, familiaux ou de travail avec la Hongrie.

En dépit de tout cela, il est probable qu'avec l'approche de l'échéance et la prise de conscience de ce problème par un nombre croissant de personnes nous pourrions assister à la formation de groupes de pression contre l'UE des deux côtés des frontières.

La question des minorités

Une potentielle force d'opposition à l'adhésion de la Hongrie à l'UE pourrait naître des nombreuses minorités hongroises des pays limitrophes qui appartenaient à la Hongrie avant le traité de Trianon (1920). Le problème est que ces pays limitrophes à forte occupation hongroise ne deviendront pas membres de l'UE en même temps que la Hongrie, voire ne le deviendront que sur le très long terme⁴⁶. Par conséquent, des groupes de pression pourraient se former aux deux côtés de ces frontières. En Hongrie, ces groupes de pression pourraient considérer l'adhésion à l'UE comme une trahison des Hongrois qui habitent au-delà de la frontière, tandis que les minorités hongroises résidentes dans les pays voisins pourraient se sentir abandonnées et trahies.

András Inotai nous met en garde sur cette question lorsqu'il affirme que "The issue of Hungarian minorities in neighbouring countries may be efficiently used (misused and abused) by anti-EU groups claiming that Hungary, to join the EU, 'sacrifices' several millions of ethnic Hungarians in neighbouring countries"⁴⁷.

Arrondissons tout de suite les angles de cette problématique en reportant les données fournies par les trois premiers sondages d'opinion nationaux. A la question "What consequences will have Hungary's accession to the EU for the Hungarians living in neighbouring countries?", 41% des interviewés ont répondu que l'adhésion comportera des bénéfices pour les Hongrois vivant dans les pays voisins, tandis que seulement 11,6% ont affirmé le contraire. Le pourcentage de personnes déclarant que l'adhésion aura des effets à la fois positifs et négatifs s'élève à 18,6%, alors que 15% de la population estime que l'adhésion n'aura aucun effet sur le sort des Hongrois vivant dans les pays voisins.

Il est intéressant de souligner que 41% de la population estime que l'adhésion aura des effets bénéfiques pour les minorités hongroises dans les pays voisins, mais l'amélioration du sort des minorités n'est pourtant pas citée parmi les raisons qui poussent les Hongrois à adhérer à l'UE. Ce fait est néanmoins étrange vue l'importance psychologique et politique que revêt cette question.

Il faut rappeler à ce point que le premier gouvernement post-communiste, à coloration nationaliste traditionaliste, a sérieusement ravivé

⁴⁶ Minorités hongroises dans les pays limitrophes: en Roumanie, 2 millions de personnes, soit 8% de la population; en Slovaquie: 600.000 personnes, soit 11% de la population; en Vojvodine: 400.000 personnes; en Ukraine: de 170.000 à 200.000 personnes.

⁴⁷ András INOTAI, "The Czech Republic, Hungary, Poland, the Slovak Republic and Slovenia", p. 23.

la question des minorités hongroises. Au lieu de revendiquer le rattachement des Hongrois de l'extérieur (comme en 1945), Budapest a réclamé l'amélioration de leur condition sans changements de frontières. La nouvelle Constitution (article 6 - paragraphe 3) annonçait que la Hongrie portait une responsabilité pour le sort des Hongrois vivant en dehors de ses frontières et qu'elle allait promouvoir leurs relations avec la Hongrie. En plus, József Antall avait déclaré qu'il souhaitait devenir le premier ministre de 15 millions de Hongrois, en incluant ainsi les 5 millions vivant à l'étranger. De son côté, le premier ministre Orbán a continué à attacher une importance considérable aux minorités hongroises en affirmant que la nation hongroise ne coïncidait plus avec l'Etat hongrois depuis le traité de Trianon. Nous pouvons donc constater que la question des minorités est une préoccupation clef de la diplomatie hongroise et se situe au même niveau d'importance que l'intégration dans l'OTAN et l'UE et la politique de bon voisinage.

Cependant, si de tels groupes de pression devaient naître et qu'une opposition plus marquée à l'adhésion devait se matérialiser dans les prochaines années, l'actuelle vague d'opinions favorables à l'égard de l'adhésion ne s'affaiblira probablement pas. Ceci en dépit du fait que ceux qui s'opposent à l'élargissement, ou mettent en évidence les pertes qu'il comporte, seront toujours dans une position plus favorable par rapport à ceux qui en soulignent les avantages.

Avant tout, les coûts sont toujours plus faciles à identifier que les bénéfices.

Deuxièmement, tandis que les vainqueurs du processus d'adhésion encaissent leurs gains sans sentir le besoin de le communiquer au grand public, les perdants du processus ne perdent aucune occasion de crier sur tous les toits leur mauvais sort, à travers des démonstrations ou par le biais des médias.

Tertio, la plus grande partie des bénéfices se matérialisera après l'adhésion, tandis que la préparation à l'adhésion comporte une série d'ajustements très onéreux du point de vue financier, social, institutionnel et psychologique.

En quatrième lieu, des manifestes gains macroéconomiques ne sont pas convaincants et perceptibles pour les personnes qui se préoccupent de leur sort à court terme.

Enfin, les personnes et les secteurs traversant un moment difficile, qui n'est pas nécessairement lié à l'adhésion, tendent à en attribuer la cause à l'impact du processus de transformation en vue de l'adhésion. La croissance des activités économiques en quasiment tous les secteurs, mais en particulier celui des banques et des assurances, en est un exemple. Cette

tendance a pour but d'améliorer la compétitivité des pays candidats en vue de l'adhésion, même si toutes les personnes concernées ne la percevront pas de la même manière.

Cette discussion sur les minorités et sur les frontières contient un débat identitaire beaucoup plus complexe et nettement plus difficile à accepter. L'entrée dans l'UE requiert de la part de l'Etat candidat d'avoir réglé préalablement ses différends avec les pays limitrophes et d'accepter l'inviolabilité des frontières. En acceptant la clause de l'inviolabilité des frontières, les Hongrois acceptent également de renoncer pour de bon aux territoires qui faisaient partie de la Hongrie avant le traité de Trianon. Or, si les jeunes n'attachent plus beaucoup d'importance à l'annexion de ces territoires, les personnes plus âgées ont beaucoup plus de mal à oublier le démembrement du pays: le traité de Trianon leur rappelle encore que la Hongrie a toujours été dans le mauvais camp lors des conflits. Dans les discours actuels des jeunes, il est très difficile d'entendre des revendications sur ces territoires, tandis que ce thème est à l'origine d'un véritable dilemme identitaire au sein de la population plus âgée. Ce dilemme identitaire peut expliquer en partie pourquoi le soutien à l'UE diminue avec l'augmentation de l'âge. En résumant, nous pouvons affirmer que la majorité de la population n'est plus intéressée à annexer les territoires perdus à la suite du traité de Trianon et que les tentatives du premier gouvernement en 1990 d'affronter "la syndrome de Trianon" ont été jugées comme périmées et mal placées par rapport aux intérêts nationaux actuels des Hongrois. De nos jours, les Hongrois ne sont plus fascinés par la reconquête des territoires perdus, mais adoptent une position pragmatique sur la question des minorités hongroises, car ils attachent plus d'importance à des avantages pratiques comme pouvoir voyager et rendre librement visite aux proches habitants dans les pays voisins (d'où les préoccupations concernant l'application du régime Schengen).

D'autre côté, ajoutons que la perspective de devenir membre de l'UE comporte également un message positif. En effet, cette perspective devrait vraisemblablement améliorer le sort des minorités hongroises habitant dans les pays voisins et, par conséquent, les relations de la Hongrie avec ces pays voisins, car les critères de Copenhague appellent au respect des minorités et à leur protection. Un exemple concret est celui de la Roumanie où la minorité hongroise est représentée au Parlement, au gouvernement et dans les collectivités locales. En outre, la minorité hongroise jouit du droit à l'enseignement en hongrois dans les écoles primaires et secondaires et du droit de s'exprimer en hongrois dans ses rapports avec l'administration et la justice. Rappelons ici qu'il existe en outre un traité bilatéral d'amitié et de coopération signé par la Hongrie et la Roumanie. En Ukraine, la minorité

hongroise et les droits de l'homme sont certainement plus respectés qu'ailleurs. Il ne s'agit pas ici de donner un aperçu de l'état actuel des minorités hongroises dans les pays voisins, mais il me semble nécessaire d'ajouter que de grands progrès doivent encore être faits pour ce qui est de l'application des droits des minorités hongroises en Slovaquie et en Voïvodine.

Dans un récent article, le ministre des Affaires étrangères hongrois, János Mártonyi, a aussi affirmé que le processus d'élargissement ne peut qu'améliorer les relations entre la Hongrie et les pays limitrophes. "By drawing neighbouring states politically and economically closer together, EU integration could take much of the bitterness out of minorities issues in future". Dans le même article, Michael Lake, ambassadeur de l'Union à Budapest ajoute:

"[...] at least some of the issues which have so divided the Carpathian basin since 1920 may now come to be resolved. Integration with the European Union is going to restore the integrity of many regions which were arbitrarily divided by new borders, leaving large minorities on one side or another"⁴⁸.

En conclusion, si d'un côté les personnes plus âgées en Hongrie sont à la merci de ce dilemme identitaire, de l'autre, elles ne doivent pas oublier que, de toute façon, ces territoires ne sont pas récupérables et qu'il vaut donc mieux espérer que le sort des minorités hongroises s'améliore avec le processus d'élargissement et avec le respect des critères énoncés par l'UE.

⁴⁸ Robert WRIGHT, "Schengen rules cast a dark shadow", *Financial Times*, 22 novembre 2000.

Conclusion

La chapitre concernant la position de l'élite se fixait comme but de découvrir l'idéologie du gouvernement et des partis parlementaires à l'égard de l'adhésion.

A la suite de cette analyse, nous pouvons affirmer que, en dépit de l'émergence naturelle de forces d'opposition au projet d'adhésion à l'UE, l'échiquier politique hongrois reste, à l'heure actuelle, solidement pro-européen. En effet, aussi bien le gouvernement que tous les partis parlementaires sauf le Parti de la justice et de la vie sont favorables à l'adhésion du pays à l'UE. Les seules divergences au niveau des visions des partis portent sur les modalités à suivre afin de mener à bien le processus d'intégration et ne concernent pas le but final, qui est pour tous l'adhésion. Après avoir étudié de près les craintes et les revendications du seul parti parlementaire qui ne s'aligne pas ouvertement en faveur de l'adhésion (le Parti de la justice et de la vie), nous pouvons affirmer que, à présent, aucun parti politique ayant un certain poids ne s'oppose à l'adhésion. Les élections législatives de 2002 seront fondamentales pour savoir si l'opposition à l'UE, qui s'est montrée au grand jour lors des élections législatives de 1998 avec l'entrée au Parlement du Parti de la justice et de la vie, se consolidera avec le renforcement du même parti ou l'entrée au Parlement d'un autre parti opposé à l'UE.

Grâce à l'analyse de l'évolution de la scène politique hongroise depuis l'effondrement du système communiste, nous avons pu répondre à une question essentielle formulée au cours de ma présentation du travail. Nous nous sommes demandés si, tout de suite après le changement de régime, les nouveaux partis politiques avaient exploité la carte du "retour à l'Europe" pour gagner en popularité. Nous pouvons maintenant affirmer que le pro-européanisme affiché par les partis parlementaires au début de la transition n'était pas seulement dicté par la nécessité de recueillir du soutien populaire, vu que cinq partis parlementaires pro-européens en 1990 sur six sont encore aujourd'hui favorables à l'adhésion. Cela nous montre que le soutien des partis parlementaires à l'adhésion était et est encore solide.

Ce travail avait également comme but de découvrir et d'étudier le soutien et l'image de l'élite et de la population hongroise à l'égard du projet d'adhésion et des activités de l'UE en général.

D'après les sondages analysés, il résulte clairement que les élites intellectuelles, politiques et économiques sont nettement plus favorables à l'intégration par rapport au reste de la population et que le nombre d'indécis parmi les élites est nettement inférieur. Ce phénomène est expliqué par le fait qu'en Hongrie, comme dans les autres PECO, le processus d'intégration est mené principalement par les élites et qu'une très grande partie de la population en est encore tenue à l'écart. Or, s'il est vrai que certaines couches privilégiées de la population (les personnes les plus éduquées, les jeunes, les personnes actives politiquement, etc.) sont impliquées dans le processus d'intégration, il faut quand même souligner que la communication entre le gouvernement et la population présente une série de défaillances et que, par conséquent, les citoyens des couches les plus faibles de la population (les personnes les moins informées et les moins éduquées, les personnes âgées, etc.) ne se sentent pas concernées et ne comprennent pas les enjeux de cet événement historique. Dans certaines classes de la société et certaines régions du pays, nous remarquons un manque excessif de familiarité avec la question européenne. Cela conduit à la création d'un fort décalage entre l'élite, qui se veut résolument pro-européenne, et le reste de la population, qui présente une couche cultivée et favorable à l'adhésion, d'un côté, et une couche plus modeste qui reste encore indécise, réticente et peu informée, de l'autre.

Même si l'issue positive d'un référendum sur l'adhésion ne peut être mise en question pour le moment, le gouvernement doit, afin d'éviter de mauvaises surprises, modifier sa stratégie de communication dans le but de changer des idées reçues et des stéréotypes très répandus au sein des classes les moins favorisées (à savoir, le fait que "quoi qu'il arrive, rien ne changera pour nous", que "le processus d'intégration est incompréhensible pour la majorité de la population" et que "c'est donc l'élite qui doit s'en occuper", et encore l'idée que "l'adhésion se fera de toute façon, avec ou sans notre intervention" et que "de toute manière il n'y a pas d'alternative à celle-ci", etc.). A mon sens, le gouvernement marche sur le fil du rasoir, car, bien que actuellement il n'ait guère besoin des votes de la partie la plus défavorisée de la population pour mener à bien le référendum sur l'adhésion, il ne doit pas oublier que, si les forces d'opposition à l'UE devaient se renforcer ultérieurement, il lui sera de plus en plus difficile de sensibiliser et de faire changer d'avis les citoyens appartenant aux classes les plus faibles. N'oublions pas que le populisme puise davantage dans les secteurs défavorisés de la société.

Le décalage entre l'élite et le reste de la population à l'égard du soutien à l'UE s'explique également par le fait que, comme démontré à maintes reprises au cours de cette recherche, le soutien à l'UE augmente proportionnellement au niveau d'éducation personnelle et de connaissance du sujet. En effet, l'élite est fondamentalement mieux informée sur le fonctionnement de l'UE, sur les conséquences pratiques de l'intégration, ainsi que sur les obstacles à surmonter, grâce à son accès à de meilleures sources d'information et à sa position privilégiée dans le processus d'intégration.

Il ne fait aucun doute que l'intégration de la Hongrie et des autres PECO dans l'UE modèlera les contours internes de l'Europe et sa position sur le plan mondial pour une longue période. L'élargissement est à considérer comme un des événements les plus significatifs pouvant marquer profondément la politique européenne des prochaines années. C'est pour cette raison que l'entreprise la plus importante des décideurs hongrois sera de clarifier la dimension globale et les conséquences de cet événement historique aux yeux de toute la population et non pas uniquement de l'élite.

L'étude du niveau d'information, d'intérêt et de connaissance de la population quant à l'UE nous a permis de découvrir qu'encore à l'heure actuelle le public n'a pas assez de familiarité avec les questions européennes. Ce manque recèle un danger, car seulement un tiers de la population affirme être informé et intéressé par les questions relatives à l'UE, tandis que plus de la moitié des citoyens voterait en faveur de l'adhésion. Ce décalage nous montre que le soutien à l'UE est plutôt de nature émotionnelle et instinctive et moins basé sur des connaissances acquises, sur un intérêt réel ou sur des convictions bien ancrées. Cette découverte attire notre attention sur le fait qu'un soutien de nature émotionnelle et instinctive est par définition plus volatile et plus sujet à des fluctuations selon les perceptions et l'appréciation du moment de l'activité de l'UE.

En ce qui concerne l'étude de la position de la population, nous avons découvert qu'il existe aussi bien des similitudes que des différences entre les résultats des sondages concernant l'image des buts et des activités de l'UE et les données relatives aux intentions de vote lors d'un référendum. En effet, si nous pouvons affirmer que l'image de l'UE et les intentions de vote ont eu deux évolutions très similaires depuis 1990, nous avons pu constater que l'image des buts et des activités de l'UE est estimée de manière positive par un pourcentage très bas de la population, bien que le pourcentage de gens voulant voter en faveur de l'adhésion soit relativement élevé. Bref, le pourcentage de la population qui voterait de manière favorable lors d'un référendum est nettement supérieur au pourcentage de gens ayant donné un avis positif quant aux buts et activités de l'UE. Ce décalage est, dans une certaine mesure, surprenant et révélateur de l'état d'âme fata-

liste d'une grande partie de la population. En effet, les gens semblent ne pas apprécier totalement les buts et les activités de l'UE, mais, en cas de référendum, ils voteraient quand même de manière favorable, car ils ne voient aucune alternative à l'adhésion et qu'ils continuent à la considérer comme le seul moyen de s'ancrer définitivement à l'Occident.

En ce qui concerne l'évolution de l'image des buts et des activités de l'UE et des intentions de vote de la population, nous pouvons affirmer qu'elles ont suivi plus ou moins le même cours. En effet, le niveau d'appréciation de la CE était très élevé pendant les premières années de la transition, mais il a baissé par la suite et aujourd'hui nous constatons que l'appréciation de l'UE s'est stabilisée à un niveau plus réaliste. Ce travail s'est fixé comme objectif de comprendre et d'expliquer les changements dans l'état d'âme de la population qui sont à la base des évolutions décrites. Le soutien exagéré qui caractérisait les premières années de la transition était le reflet d'une approche immature de la population envers la CE. Pendant cette période, des concepts comme démocratie, prospérité, économie de marché, Occident et CE se mélangeaient, se recoupaient et s'entrelaçaient aux yeux des Hongrois, ce qui les poussait à formuler des avis largement basés sur des considérations émotionnelles. Par la suite, nous avons assisté à une maturation du public hongrois grâce à la réévaluation des espoirs irréalistes placés dans le monde occidental qui conduit à un processus naturel de démythification de l'UE. Cette diminution de soutien peut être causée par de multiples facteurs: la désillusion des Hongrois qui pensaient pouvoir devenir membres à part entière en 1995; les conflits commerciaux et la dénonciation des inégalités présentes dans les accords européens; la naissance du Parti de la justice et de la vie; l'association erronée des inévitables coûts économiques et sociaux de la transformation aux coûts nécessaires pour se conformer aux critères de l'adhésion; le traité de Maastricht où les Quinze ont donné la priorité à l'approfondissement au détriment de l'élargissement; etc. Après cette diminution de soutien, nous avons pu remarquer une reprise de la confiance envers l'UE et sa stabilisation à un niveau beaucoup plus crédible, naturel et mûr. En effet, actuellement un peu plus de la moitié de la population se prononcerait de manière favorable lors d'un référendum. Les raisons de cette légère hausse sont certainement l'amélioration drastique du niveau de vie à partir de 1998, le rapprochement de la conclusion des négociations et le sentiment que, cette fois, nous sommes vraiment très proches de l'adhésion. En résumant, nous pouvons affirmer que la tendance décrite n'a rien de surprenant, car, au début des années 90, dans l'euphorie qui a suivi les événements de 1989, la population espérait voir progresser son niveau de vie et le soutien à l'adhésion atteignait ses niveaux les plus élevés. L'érosion que nous avons

constaté par la suite est due à une meilleure information de la population, qui a désormais une vision plus réaliste des conséquences d'une appartenance à l'UE.

Il est également important de rappeler que la grande majorité des personnes qui auraient voté de manière favorable en cas de référendum au début de la dernière décennie ne font pas partie aujourd'hui des opposants à l'adhésion, mais se déclarent plutôt indécis ou neutres à l'égard de l'intégration.

Les résultats des recherches susmentionnées démontrent qu'il n'est plus correct de prétendre que la Hongrie accepterait l'adhésion à n'importe quelles conditions. Ce fléchissement de la dévotion hongroise à l'adhésion peut être expliqué en partie par l'émergence de forces d'opposition à l'UE et en partie par une augmentation de la confiance en soi de la population. En effet, le soutien populaire à l'adhésion est intimement lié au jugement des gens sur la situation générale du pays. Par conséquent, au fur et à mesure que les Hongrois se rendent compte des progrès accomplis par leur pays, leur confiance en soi est censée se consolider parallèlement à leur scepticisme à l'égard de l'UE. Cette théorie a été démontrée au cours du travail à l'aide du Tableau II, qui met en évidence le fait que les citoyens des pays candidats qui ont plus de probabilités d'accéder à l'UE en premiers (la première vague à quelques exceptions près) sont moins enclins à voter de manière favorable lors d'un référendum. Au contraire, les pays qui ont moins de probabilités d'intégrer l'UE sur le court terme sont beaucoup plus portés à s'exprimer de manière favorable lors d'un référendum. La découverte de ce lien inversement proportionnel entre le soutien à l'UE et l'évaluation générale des progrès du pays nous porte à affirmer que le temps joue un rôle fondamental dans l'instauration d'un degré plus élevé de succès ou d'insuccès du processus d'adhésion. En effet, n'importe quel autre renvoi, temporisation ou blocage provisoire du processus d'élargissement aura très probablement l'effet de réduire ultérieurement la volonté du peuple hongrois d'adhérer, de renforcer les groupes de pression contre l'UE qui misent sur l'exaspération de la population et, enfin, d'augmenter la désillusion du public hongrois à l'égard de l'intégration européenne.

Malgré l'émergence de certaines forces d'opposition sur le chemin qui conduit la Hongrie dans les bras de l'UE, le soutien pour l'adhésion reste encore solide et la crainte de ne pas être en mesure d'adhérer a laissé la place à la crainte que l'adhésion soit retardée à cause de problèmes concernant la réforme des institutions et des moyens de prise de décision de l'UE. La Hongrie se sent donc prête à adhérer, mais l'UE est-elle prête aussi?

La majeure partie de la population est convaincue que l'adhésion apportera des bénéfices économiques évidents, tels que la hausse du niveau de

vie, et la soutient principalement pour cette raison. Cependant, il est clair que, même si les bénéfices seront plus importants que les pertes, il n'y aura pas que des vainqueurs. C'est pourquoi le gouvernement hongrois devra chercher à influencer les potentiels groupes de pression et à prendre en considération les dérogations requises par les groupes de pression les plus à risque. Il faudra un dialogue constant et institutionnalisé avec tous les groupes influents, surtout avec les secteurs qui pourraient être pénalisés par l'ajustement aux règles de l'UE. Ce dialogue devra être maintenu et renforcé une fois l'adhésion concrétisée, car certains coûts et bénéfices pourraient soit s'inverser soit se faire attendre longtemps auprès de certains secteurs. C'est la seule façon de contrebalancer le nationalisme et la peur du changement, de distinguer le coût réel de l'intégration des spéculations des opposants et d'établir et de divulguer une vision à long terme des coûts et des bénéfices de l'adhésion.

Bibliographie

Publications officielles

- BUDAPEST, Sofres Modus, *Survey on the Awareness and Attitudes of the Hungarian Public on Hungary's Future Accession to the European Union*, 1997, 9 p.
- , Szonda Ipsos, *(The) European Union and the Hungarian Public*, avril 2000, 8 p.
- , Szonda Ipsos, *Hungarian Public Opinion on European Integration – (survey results)*, automne 1996, 9 p.
- , TNS – MODUS Ltd., *EU Accession Opinion Survey in the 11 Candidate Countries*, octobre 2000, 8 p., www.modus.hu/homepage/sofres_eng/presscont.html
- Central European Opinion Research Group Foundation (CEORG), *Trends in EU, Czech, Hungarian and Polish public opinion on enlargement: implications for EU institutions and industry*, European Parliament, 17 octobre 2000, 19 p., www.ceorg-europe.org/sept2000.pdf
- Commissariat Général du Plan, *L'élargissement de l'Union européenne à l'est de l'Europe : des gains à escompter à l'Est comme à l'Ouest*, Paris, La Documentation française, décembre 1998, 213 p.
- Commission européenne, *Agenda 2000, Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 17 juillet 1997, 111 p., (collection Bulletin de l'Union européenne, Supplément No 6), (COM(97) 2001 final).
- , —, *(Les) effets de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'adhésion sur les politiques de l'Union européenne (étude d'impact)*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1997, 69 p. (COM(97) 2000 Vol.II).
- , —, *Pour une Union plus forte et plus large*, Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés européenne, 1997, (COM(97) 2000 final), (collection Bulletin de l'Union européenne, Supplément 5/97).
- , —, *Rapport Régulier 1998 de la Commission sur les progrès réalisés par la Hongrie sur la voie de l'adhésion*, Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés européenne, novembre 1998, 63 p. (COM(1998) 700 final), www.europa.eu.int/comm/enlargement/dwn/report_11_98/fr/hung_fr.doc
- , —, *Rapport Régulier 1999 de la Commission sur les progrès réalisés par la Hongrie sur la voie de l'adhésion*, Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés européenne, 13 octobre 1999, 97 p. (COM(1999) 505 final), www.europa.eu.int/comm/enlargement/dwn/report_10_99/fr/word/hungary_fr.doc
- , —, *Rapport Régulier 2000 de la Commission sur les progrès réalisés par la Hongrie sur la voie de l'adhésion*, Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés européenne, 8 novembre 2000, 105 p., www.europa.eu.int/comm/enlargement/dwn/report_11_00/pdf/fr/hu.pdf
- , —, *Renforcement et élargissement de l'Union européenne*, (DG Education et Culture – Unité «Publications»), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 2000, 23p., (Série : «L'Europe en mouvement»).
- , *Elargissement de l'Union européenne – Une chance historique*, (Direction générale des relations extérieures), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, septembre 2000, 47 p., www.europa.eu.int/comm/enlargement/docs/pdf/corpusfr.pdf
- , *Eurobaromètre de l'Europe centrale et de l'Est*, No 1, (DG Information, Communication, Culture, Audiovisuel – Sondages, Recherches, Analyses), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, novembre 1991, 124 p.

- , —, No 2, (DG Information, Communication, Culture, Audiovisuel – Sondages, Recherches, Analyses), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, mars 1994, 60 p.
- , —, No 3, (DG Audiovisuel, Information, Communication, Culture – Sondages, Recherches, Analyses), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, février 1993, 136 p.
- , —, No 4, (DG Audiovisuel, Information, Communication, Culture – Sondages, Recherches, Analyses), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, janvier 1992, 103 p.
- , —, No 5, (DG Information, Communication, Culture, Audiovisuel – Sondages d'Opinion), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, mars 1995, 91 p.
- , —, No 6, (DG Information, Communication, Culture, Audiovisuel – Sondages d'Opinion), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, mars 1996, 125 p.
- , —, No 7, (DG Information, Communication, Culture, Audiovisuel), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, mars 1997, 124 p.
- , —, No 8, (DG Information, Communication, Culture, Audiovisuel), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, mars 1998, 126 p.
- , *Partenariat pour l'adhésion 1999*, (DG Elargissement), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 13 octobre 1999, 14 p., www.europa.eu.int/comm/enlargement/dwn/ap_02_00/fr_hu_fr_99.pdf
- , *Proposition de Décision du Conseil concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions du partenariat pour l'adhésion de la République de Hongrie (présentée par la Commission)*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 13 octobre 1999, (COM(1999) 525 final).
- , *Règlement CEE numéro 998/68*, 18 juillet 1968, Journal Officiel des Communautés Européennes (JOCE), numéro L 170, 19 juillet 1968.
- , *(L')Union européenne s'élargit*, (DG Information, Communication, Culture, Audiovisuel – Unité Publications), Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1998, 24 p.
- Committee of the regions, *Preparing for EU Enlargement – Devolution in the first wave candidate countries*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 1999, 168 p.
- Conseil des ministres, *Décision du Conseil (88/595)*, 21 novembre 1988, Journal Officiel des Communautés Européennes, No L 327, 30 novembre 1988.
- Delegation of the European Commission to Hungary, *10 Questions on Hungary's Accession to the European Union*, Budapest, 2000, 8 p.
- Deutsche Bank, *Public opinion – stumbling block for enlargement?*, EU Enlargement Monitor, March 2001, www.dbresearch.com/servlet/reweb.ReWEB?RW=1&rwlang=EN&rwnt=F&rwntn=1&rwdspl=0&rwsite=999&rwnode=882&rwstat=1&rwitem=nwl&rwobj=files_en/EU/file1.pdf
- European Commission, *(The) Europe Agreements and Beyond: A Strategy to Prepare the Countries of Central and Eastern Europe for Accession*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, 13 juillet 1994, Communication from the Commission to the Council.
- , *Survey of National Identity and Deep-Seated Attitudes towards European Integration in the Ten Applicant Countries of Central and Eastern Europe*, (Forward Studies Unit), Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, Working Paper, 1998, 31 p.
- Eurostat, *Enlargement of the European Union – The Candidate Countries in Facts and Figures*, (Unit A5: Technical cooperation with PHARE and TACIS countries), Luxembourg, Office for Official Publications of the European Communities, avril, 5 p.
- Hungarian Central Statistical Office, *Hungary and the European Union*, Budapest, Hungarian Central Statistical Office, 2000, 9 p.
- , *Statistical Pocket-Book of Hungary – 1999*, Budapest, Hungarian Central Statistical Office, 2000, 295 p.
- , *Statistical Yearbook of Hungary – 1998*, Budapest, Hungarian Central Statistical Office, 1999, 577 p.

- Ministère des Affaires étrangères hongrois, *Utazási feltételek az Európai Unióban – A Schengeni Egyezmény következményei* [Conditions de voyage dans l'UE – Les conséquences de l'espace Schengen], Budapest, 2000, 7 p.
- Ministry of foreign affairs of the Republic of Hungary, Hungarian Strategic task force for European integration – Prime minister's office, *Hungary on the Path to Europe*, Budapest, 2000, 18 p.
- Parlement européen, (*L'*) *élargissement et l'agriculture* (Groupe de travail du secrétariat général task-force “élargissement”), Luxembourg, 3 septembre 1998, 12 p. (PE 167.741), www.europarl.eu.int/enlargement
- , (*La*) *Hongrie et l'élargissement de l'Union européenne* (2^{ème} mise à jour), (Groupe de travail du secrétariat général task-force “élargissement”), Luxembourg, 1^{er} février 1999, 13 p. (PE 167.296/rév.2), www.europarl.eu.int/enlargement/briefings/2a1_fr.htm
- , (*La*) *Hongrie et l'élargissement de l'Union européenne* (3^{ème} mise à jour), (Groupe de travail du secrétariat général task-force “élargissement”), Luxembourg, 19 avril 2000, 22 p. (PE 167.296/rév.3), www.europarl.eu.int/enlargement
- , *Livre blanc sur l'élargissement de l'Union européenne – Rapport sur les positions des gouvernements des Etats candidats sur l'élargissement de l'Union européenne* (vol.II), (Groupe de travail “élargissement”), Luxembourg, Parlement européen, septembre 1999, 44 p., www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2.pdf
- , —, Mise à jour 1, (Groupe de travail “élargissement”), Luxembourg, Parlement européen, 69 p., www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2upd1.pdf
- , —, Mise à jour 2, (Groupe de travail “élargissement”), Luxembourg, Parlement européen, 29 p., www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2upd2.pdf
- , *Opinion publique sur l'élargissement de l'UE dans les Etats membres et les pays candidats*, (Groupe de travail du secrétariat général task-force “élargissement”), Luxembourg, 22 avril 1999, 24 p. (PE 168.296), www.europarl.eu.int/enlargement
- , (*La*) *stratégie de préadhésion en vue de l'élargissement de l'Union européenne*, (Groupe de travail du secrétariat général task-force “élargissement”), Luxembourg, 17 juin 1998, 15 p. (PE 167.631), www.europarl.eu.int/enlargement
- World Bank, *Hungary – On the Road to the European Union*, Washington D.C., A World Bank Country Study, 1999, 233 p.

Travaux

- ACHCAR, Gilbert, “Toujours plus à l'Est”, *Le Monde Diplomatique*, avril 1999, www.monde-diplomatique.fr/1999/04/ACHCAR/
- ÁGH, Attila, KURTÁN, Sándor (éds), *Democratization and Europeanization in Hungary: The First Parliament (1990-1994)*, Budapest, Hungarian Centre for Democracy Studies, 1995, 335 p.
- ÁGH, Attila (éd.), *The Emergence of East Central European Parliaments: The First Steps*, Budapest, Hungarian Centre of Democracy Studies, 1994, 306 p.
- , *Emerging Democracies in East Central Europe and the Balkans*, Cheltenham (UK), Edward Elgar Publishing Limited, 1998, 359 p. (Studies of Communism in Transition).
- , ILONSZKI, Gabriella (éds), *Parliaments and Organized Interests: The Second Steps*, Budapest, Hungarian Centre of Democracy Studies, 1996, 465 p.
- , *The Politics of Central Europe*, London, SAGE Publications, 1998, 244 p.
- ANDOR, Laszlo, “La Hongrie dans l'antichambre de l'Europe”, *Le Monde diplomatique*, février 2000, p. 7, www.monde-diplomatique.fr/2000/02/ANDOR/13186.html
- ANTALL, Jozsef, “La Hongrie et l'Europe”, *Relations Internationales et Stratégiques*, 1991, No 3, pp. 1-10.
- ARDILLY, Pascal, *Les techniques de sondage*, Paris, Editions Technip, 1994, 393 p.
- BALÁZS, Eszter, “What being Magyar means”, *The Budapest Sun*, 4 mai 2000.
- BARANY, George, “Hungary : From Aristocratic to Proletarian Nationalism”, dans SUGAR, Peter, LEDERER, Ivo, *Nationalism in Eastern Europe*, University of Washington Press, 1994, pp. 259-309.

- BARTAK, Karel, "Le casse-tête des minorités", *Le Monde diplomatique*, avril 2000, p. 13, www.monde-diplomatique.fr/2000/04/BARTAK/13690.html
- BEREND, Iván, "Európa! De miért ?" [Europe! Mais pourquoi ?], *Népszabadság*, 28 janvier 1995.
- BLANCHET, Jacques, REVEL, Alain (éds), *Elargissement de l'Europe à l'Est – Danger ou chance pour les agriculteurs ?*, Paris, Editions France Agricole, 1996, 223 p.
- BONINO, Emma *et al.*, *How much popular support is there for the EU?*, Brussels, The Philip Morris Institute for Public Policy Research, avril 1997, 89 p.
- BOZÓKI, András, "Democracy in Hungary : 1990-1997", dans KALDAR, Mary, VEJVADA, Ivan, (edited by), *Democratization in Central and Eastern Europe*, New York, Pinter, 1999, pp. 105-120.
- BRUSIS, Martin, "Internal Problems of the European Union That Might Obstruct an Enlargement Toward the East", dans TANG, Helena, *Winners and Losers of Integration – Policy Issues for Central and Eastern Europe*, Washington, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 2000, pp. 265-289.
- BUGAJSKI, Janusz, *Ethnic Politics in Eastern Europe – A Guide to Nationality Policies, Organizations and Parties*, Center for Strategic and International Studies, London, M.E. Sharpe, 1995, 493 p.
- , *Nations in Turmoil – Conflict and Cooperation in Eastern Europe*, (2ème édition), Center for Strategic and International Studies, Colorado, Westview Press, 1995, 265 p.
- BUZELAY, Alain, "De l'intégration collectiviste à l'association au grand marché : réflexions sur le cas hongrois", *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, décembre 1991, No 353, pp. 847-851.
- CAAS, Frank, "Factional Politics and Democratization", *Democratization*, vol.2, No 1, 1995.
- CAMPOBASSO, Corrado, HAMENDE, Benoît, "L'Ungheria, la Slovenia e l'avvio dei negoziati di adesione all'Unione europea", *EST – OVEST*, Istituto di studi e documentazione sull'Europa comunitaria e l'Europa orientale (ISDEE), 1998, No 4, pp. 23-54.
- CAMUS, Jean-Yves, "Extrêmes droites européennes entre radicalité et respectabilité", *Le Monde diplomatique*, mars 2000, pp. 4-5, www.monde-diplomatique.fr/2000/03/CAMUS/13413.html
- CHAUVEL, Louis, "Elargissement ou approfondissement : les dynamiques contradictoires des opinions européennes", dans CAUTRÈS, Bruno, REYNIÉ, Dominique (éds), *L'opinion européenne*, Paris, Presses de Sciences PO, 2000, pp. 71-84.
- CLAUDIN, Fernando, *L'opposition dans les pays du socialisme réel : Union soviétique, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne*, Paris, PUF, 1983, 382 p.
- CONSTANTIN, François, "L'agenda 2000 e i negoziati per l'adesione di Slovenia, Ungheria, Repubblica ceca, Polonia e Estonia", *EST – OVEST*, Istituto di studi e documentazione sull'Europa comunitaria e l'Europa orientale (ISDEE), 1998, No 4, pp. 5-21.
- CROOKS, Ed, "EU feels pressure to rethink policy on immigration", *Financial Times*, 9 octobre 2000.
- CSEPELI, György, ANTAL, Örkény, "Hungary: State of a Nation Obsessed by Threatened Extinction", dans HAGENDOORN, Louk, CSEPELI, György, DEKKER, Henk, FARNEN, Russel, (edited by), *European Nations and Nationalism*, Hants (UK), Ashgate, 2000, pp. 373-394.
- CUNNINGHAM, George, "EU and NATO enlargement : How public opinion is shaping up in some candidate countries", *NATO Review*, May/June 1997, vol.45, No 3, pp. 16-18.
- DAHRENDORF, Ralph, "Roads to Freedom : Democratization and its Problems in East Central Europe", dans PETER, VOLTEN (éd.), *Uncertain Futures : Eastern Europe and Democracy*, Colorado : Westview Press, 1990.
- DE BELLET, Marc, "La minorité hongroise face aux changements politiques en Roumanie", dans ALIGISAKIS, Maximos, DE BELLET, Marc, SAINT-OUEN, François (éds), *Nationalismes en Europe centrale et orientale : conflits ou nouvelles cohabitations ?*, Genève, Publications de l'Institut européen de l'Université de Genève, Georg Editeur, 1997, pp. 131-148 (collection Euryopa).
- DE BRESSON, Henri, PLICHTA, Martin, "Europe : l'horizon 2004 se précise pour l'élargissement à l'Est ?", *Le Monde*, le 7 avril 2001, www.lemonde.fr/rech_art/0,5987,170281,00.html
- DE LA SERRE, Françoise, "L'Union européenne et l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale", *Regards sur l'actualité*, décembre 1998, No 246, pp. 52-67.
- DE VRIES, Gijs M., "Hungary and the European Community – a West European View", *The World Today*, July 1993, vol.49, No 7, pp. 139-141.

- DELORS, Jacques, "Le grand élargissement", dans FRYBES, Marcin (éd.), *Une nouvelle Europe centrale*, Paris, La Découverte, 1998, pp. 219-231.
- DELWIT, Pascal, "Historique des relations entre la Communauté et les pays de l'Europe centrale et orientale", dans *Un Défi pour la Communauté européenne : les bouleversements à l'Est et au centre du continent*, Bruxelles, Institut d'Etudes européennes, Université libre de Bruxelles, 1991, pp. 7-15.
- DEZSÉRI, Kálmán, MEISEL, Sándor, RÁCZ, Margit, "Hungary", dans TANG, Helena, *Winners and Losers of Integration – Policy Issues for Central and Eastern Europe*, Washington, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 2000, pp. 144-160.
- EDROIU, Nicolae, PU_CA_, Vasile, *Les Hongrois de Roumanie*, Cluj-Napoca, Fondation culturelle roumaine – Centre d'études Transylvaines, 1995, 125 p.
- EICHENBERG, Richard C., DALTON, Russell J., "Europeans and the European Community: the dynamics of public support for European integration", *International Organization*, Autumn 1993, vol.47, No 4, pp. 507-534.
- FEJTŐ, François, *Requiem pour un empire défunt – Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, (3^{ème} édition), Paris, Lieu commun, 1989, 437 p.
- FESTOC, Frédérique, "Les conditions de réussite de l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1998, vol.29, No 4, pp. 139-160.
- FURMANN Imre, "Une goutte de racisme", *Világáldasság*, 30 septembre 1995.
- GAZDAG, Ferenc, "Le paysage politique en Hongrie après les élections de 1990", dans *Un Défi pour la Communauté européenne : les bouleversements à l'Est et au centre du continent*, Bruxelles, Institut d'Etudes européennes, Université libre de Bruxelles, 1991, pp. 265-270.
- GONZÁLEZ ENRÍQUEZ, Carmen, "Le comportement électoral en Europe de l'Est", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, septembre 1996, vol.27, No 3, pp. 5-29.
- GRADVOHL, Paul, "Hongrie", dans CAMUS, Jean-Yves, *Les extrémismes de l'Atlantique à l'Oural*, Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme (C.E.R.A.), Edition de l'Aube, 1996, pp. 145-148.
- GROOM, Brian, SMITH, Michael, PARKER, Andrew "Blair vision welcomed by Brussels and business", *Financial Times*, 8 octobre 2000.
- HARGREAVES, Deborah, "EU launches immigration plan", *Financial Times*, 22 novembre 2000.
- , "Immigration : rocky road from control to management", *Financial Times*, 12 octobre 2000.
- HAYNES, Rebecca, "Hungarian National Identity: Definition and Redefinition", dans LATAWSKI, Paul (éd.), *Contemporary Nationalism in East Central Europe*, London, St.Martin's Press, 1995, pp. 87-104.
- HEIMERL, Daniela, "Elargissement à l'Est de l'Union européenne : procédures et enjeux des négociations", *Le Courrier des Pays de l'Est*, juin 1999, No 440, pp. 3-24.
- HENRIOT, Alain, "Les enjeux des l'élargissement de l'Union européenne", *Le Courrier des Pays de l'Est*, décembre 1997, No 425, pp. 62-73.
- , INOTAI, András, "Quel avenir pour l'intégration entre l'Union européenne et les PECO ?", *Economie internationale : la revue du CEPII*, 1997, No 70, pp. 55-77.
- HERMET, Guy, MARCOU, Lilly (éds), *Des partis comme les autres ? Les anciens communistes en Europe de l'Est*, Bruxelles, Complexe, 1998, 165 p.
- HOCKENOS, Paul, *Free to Hate – The Rise of the Right in Post-communist Eastern Europe*, New York, Routledge, 1993, 332 p.
- INOTAI, András, *Benefits and Costs of EU Enlargement for present members, first-round candidates and other associated countries*, Speech delivered at the ABCDE Conference, Paris, June 1999, 9 p.
- , *From Association Agreements to Full Membership? – The Dynamics of Relations between the Central and Eastern European Countries and the European Union*, Budapest, Institute for World Economics – Hungarian Academy of Sciences, Working Papers, No 52, June 1995, 26 p.
- , PALÁNKAI, Tibor, "Magyarország csatlakozása az Európai Uniohoz" [L'adhésion de la Hongrie à l'UE], *Közgazdasági szemle [Revue économique]*, Oktober 1994, vol.41, No 10, pp. 859-877.
- , *Reflections on the Timing of EU Enlargement*, Budapest, Institute for World Economics – Hungarian Academy of Sciences, Working Papers, No 107, avril 2000, 24 p.

- , “The Czech Republic, Hungary, Poland, the Slovak Republic and Slovenia”, dans TANG, Helena, *Winners and Losers of Integration – Policy Issues for Central and Eastern Europe*, Washington, The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, 2000, pp. 17-51.
- , “Sur le chemin de l'intégration : un point de vue hongrois”, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, décembre 1996, vol.27, No 4, pp. 79-107.
- , *The System of Criteria for Hungary's Accession to the European Union*, Budapest, Institute for World Economics – Hungarian Academy of Sciences, 1994, 79 p.
- , *What is Novel about Eastern Enlargement of the European Union ? – The Costs and Benefits of Eastern Enlargement of the European Union*, Budapest, Institute for World Economics – Hungarian Academy of Sciences, Working Papers, No 87, décembre 1997, 20 p.
- JAEGER, Michel, “La nouvelle Hongrie aux portes de l'Europe”, *Moniteur du commerce international (MOCI)*, 20-26 octobre 1994, pp. 116-128.
- KÁDÁR, Béla, “Timing Entry into the EU”, *Hungarian Quarterly*, Spring 1996, vol.37, No 141, pp. 49-57.
- KAWAN, Louis, “Conséquences des modifications survenues en Hongrie sur les relations avec la Communauté européenne”, dans *Un Défi pour la Communauté européenne : les bouleversements à l'Est et au centre du continent*, Bruxelles, Institut d'Etudes européennes, Université libre de Bruxelles, 1991, pp. 57-72.
- KERI, László, LEVENDEL, Adám, “The First Three Years of a Multi-party System in Hungary”, dans WIGHTMAN, Gordon, *Party Formation in East-Central Europe – Post-communist politics in Czechoslovakia, Hungary, Poland and Bulgaria*, Liverpool, Edward Elgar Publishing, 1995, pp. 134-153.
- KISS, Judit, *The Political Economy of Hungary's Accession to the European Union*, Budapest, Institute for World Economics – Hungarian Academy of Sciences, Working Papers, No 77, mars 1997, 33 p.
- KÖRMENDY Iván, “The Hungarian View – An EC Associate's Perspective from Central Europe”, dans RUMMEL, Reinhardt (éd.), *Toward Political Union: Planning a Common Foreign and Security Policy in the European Community*, Baden-Baden, Germany, Nomos, 1992.
- KÖRÖSÉNYI, András, “Stable or Fragile Democracy ? : Political Cleavages and Party System in Hungary”, *Government and Opposition*, Winter 1993, vol.28, No 1, pp. 87-104.
- , (éd.), *Az Európai Unió és Magyarország* [L'UE et la Hongrie], Budapest, MTA Politikatudományi bizottsága, 1998, 121 p.
- KOSTADINOVA, Tatiana, “East European Public Support for NATO Membership – Fears and Aspirations”, *Journal of Peace Research*, March 2000, vol.37, No 2, pp. 235-249.
- KOVRIG, Bennett, *Communism in Hungary: From Kun to Kádár*, Stanford University, Hoover Institution Press, 1979, 525 p.
- LEIGH, Michael, “Public Attitudes to EU enlargement”, dans CAUTRÈS, Bruno, REYNIÉ, Dominique (éds), *L'opinion européenne*, Paris, Presses de Sciences PO, 2000, pp. 85-94.
- LHOMEL, Edith, “L'agriculture des pays d'Europe centrale et orientale face à l'entrée dans l'Union européenne”, *Courrier des pays de l'Est*, juillet 1999, No 441, pp. 3-25.
- LIEBICH, André, RESZLER, André, *L'Europe centrale et ses minorités : vers une solution européenne ?*, Paris, PUF, 1993, 207 p., (Publications de l'Institut universitaire de hautes études internationales – Genève).
- LIEBICH, André, “Les minorités en Hongrie et les Hongrois de Slovaquie”, dans ALIGISAKIS, Maximos, DE BELLET, Marc, SAINT-OUEN, François (éds), *Nationalismes en Europe centrale et orientale : conflits ou nouvelles cohabitations ?*, Genève, Publications de l'Institut européen de l'Université de Genève, Georg Editeur, 1997, pp. 118-130 (collection Euryopa).
- , *Les minorités nationales en Europe centrale et orientale*, Genève, Georg Editeur, Institut Européen de l'Université de Genève (IEUG), 1997, 187 p. (collection Europe).
- LUDLOW, Peter, FENECH-ADAMI, Edward, VASSILIOU, George, *Preparing for membership : the Eastward and Southern enlargement of the EU*, Brussels, Centre for European Policy Studies, Proceedings of the 2nd International Advisory Council (23-24/2/1995), 1996, 138 p.
- MÁDL, András, “L'influence du changement de régime sur la presse hongroise”, dans ROUX, Michel (éd.), *Nations, Etat et territoire en Europe de l'Est et en Russie*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 105-112, (collection Pays de l'Est).

- MINK, Georges, WILD, Gérard, "La contraignante nécessité de l'élargissement", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, décembre 1996, vol.27, No 4, pp. 5-14.
- MISHLER, William, ROSE, Richard, *Trust in Untrustworthy Institutions : Culture and Institutional Performance in Post-communist Societies*, Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1998, 36 p. (collection Studies in Public Policy, No 310).
- MOLNAR, Miklós, *La démocratie se lève à l'Est : société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*, Paris, Presses universitaires de France, 1990, 387 p., (Publications de l'Institut universitaire de hautes études internationales - Genève).
- , *Histoire de la Hongrie*, Paris, Hatier, 1996, 469 p.
- NAVRACSICS, Tibor, *Hungary and the European Union : A Missing Debate ?*, Brighton, European Contemporary Studies Working Papers, Sussex European Institute, 1997.
- NEUMAYER, Laure, "Les opinions publiques face à l'intégration européenne en Pologne, Hongrie et République tchèque", *Le Courrier des Pays de l'Est*, juin 1999, No 440, pp. 38-53.
- , "Opinions publiques et partis politiques face à l'intégration européenne en Hongrie, Pologne et République tchèque", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, mars 1999, vol.30, No 1, pp. 139-164.
- NICOLI, Alexander, "A new model army", *Financial Times*, 15 novembre 2000.
- NORMAN, Peter, "EU rapid reaction force set at 60,000", *Financial Times*, 18 novembre 2000.
- , "EU to speed entry of former Soviet bloc countries", *Financial Times*, 9 décembre 2000.
- , "Leaders prepare for enlargement", *Financial Times*, 8 décembre 2000.
- NOUZILLE, Jean, "Les élections de mai 1994 et leurs conséquences sur la politique étrangère de la Hongrie", *Revue d'Europe centrale*, juin 1995, vol.3, No 1, pp. 9-22.
- POCS, Balázs, "EU : már nem prioritás a bővítés ?" [UE : l'élargissement n'est déjà plus prioritaire ?], *Népszabadság*, 25 août 1999.
- POTEL, Jean-Yves, "Enjeux et risques d'une Union européenne élargie", *Le Monde diplomatique*, février 1999, pp. 8-9, www.monde-diplomatique.fr/1999/02/POTEL/11631.html
- REIF, Karlheinz, INGLEHART, Ronald (éds), *Eurobarometer: The Dynamics of European Public Opinion*, New York, St. Martin's Press, 1991, 392 p.
- ROBERT, Elizabeth, "Les élections en Hongrie : survol de l'année 1997", *Nouvelle Alternative*, juin 1998, No 50, pp. 29-32.
- ROSE, Richard, HAERPFER, Christian, *Adapting to Transformation in Eastern Europe: New Democracies Barometer II*, Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1993.
- , —, *New Democracies Barometer III*, Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1994.
- , —, *New Democracies Barometer V – A 12-Nation Survey*, Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1998, 104 p. (collection Studies in Public Policy, No 306).
- , —, "Democracy and enlarging the EU eastwards", *Journal of Common Market Studies*, September 1995, vol.33, No 3, pp. 427-450.
- RUFFIEUX, Roland, THURLER-MULLER, Anne-Lise, "L'opinion publique face à l'intégration européenne : que disent et ne disent pas les sondages", dans *La Suisse et son avenir européen*, Lausanne, Payot, 1989, pp. 237-252.
- RUPNIK, Jacques, "Europe de l'Est, Europe centrale, Europe", dans FRYBES, Marcin (éd.), *Une nouvelle Europe centrale*, Paris, La Découverte, 1998, pp. 35-54.
- SCHÖPFLIN, George, "La Hongrie et ses voisins", *Cahiers de Chaillot*, mai 1993, No 7, 38 p.
- , "Nationalism and Ethnic Minorities in Post-Communist Europe", dans CAPLAN, Richard, FEFER, John (éds), *Europe's New Nationalism – States and Minorities in Conflict*, Oxford, Oxford University Press, 1996, pp. 151-168.
- SELLIER, André, SELLIER, Jean, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris, La Découverte, 1991, 192 p.
- SIK, Eszter, TOTH István, *Egy év után – Jelentes a Magyar haztartas panel II. Hullamanak eredmenyeirol* [Un an plus tard – rapport sur les premiers résultats de la deuxième vague de sondages au ménages hongrois], Budapest, 1994, BUES Department of Sociology & TARKI, 53 p.

- SOMAI, Miklós, *Agricultural Aspects of Hungary's Accession to the European Union*, Budapest, Institute for World Economics – Hungarian Academy of Sciences, Working Papers, No 93, June 1998, 13 p.
- STEPHENS, Philip, "Mr Blair goes to Warsaw", *Financial Times*, 6 octobre 2000.
- STORY, Jonathan, "Les opinions publiques, obstacle à l'intégration européenne", *Politique Etrangère*, hiver 1992, vol.57, No 4, pp. 893-913.
- SWAIN, Nigel, "Hungary", dans SZAJKOWSKI, Bogdan, *New Political Parties of Eastern Europe and the Soviet Union*, Essex, Longman, 1991, pp. 129-167.
- SZAVAI, Janos, *La Hongrie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, 126 p. (collection Que sais-je ?, No 2138).
- SZÖNYI, István, "A Small Country in a Big Union : Hungary's Anticipated Role in the CFSP", *Südosteuropa*, juillet-août 1999, No 48, pp. 424-445.
- TÓKA, Gábor (éd.), *The 1990 Election to the Hungarian National Assembly: Analyses, Documents and Data*, Berlin, Ed.Sigma, 1995, 198 p.
- , "Parties and Electoral Choices in East-Central Europe", dans PRIDHAM, Geoffrey, LEWIS, Paul (éds), *Stabilising Fragile Democracies*, London, Routledge, 1996, pp. 100-125.
- TOVIAS, Alfred, "EC – Eastern Europe: A Case Study of Hungary", *Journal of Common Market Studies*, mars 1991, vol.XXIX, No 3, pp. 291-315.
- VARGA, Gyula, "Hungarian Agriculture and the EU", *Hungarian Quarterly*, été 1998, vol.39, No 150, pp. 108-139.
- VAGO, Raphael, "Hongrie", dans CAMUS, Jean-Yves, *Les extrémismes en Europe : Etat des lieux 1998*, Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme (C.E.R.A.), Edition de l'Aube, 1998, pp. 201-212.
- VEDOVATO, Giuseppe, "La Hongrie vers l'Europe : de la vocation à l'intégration", *Rivista di Studi Politici Internazionali*, avril-juin 1998, vol.LXV, No 2, pp. 179-222.
- WALLACE, Claire, *Xenophobia in Post-Communist Europe*, Glasgow, University of Strathclyde, Centre for the Study of Public Policy, 1999, 72 p. (collection Studies in Public Policy, No 323).
- WRIGHT, Robert, "Asian migrants head for Europe's eastern gateway", *Financial Times*, 11 octobre 2000.
- , "Landscape mired in controversy", *Financial Times*, 22 novembre 2000.
- , "Schengen rules cast a dark shadow", *Financial Times*, 22 novembre 2000.
- ZECCHINI, Laurent, "Plus de réticences que d'enthousiasme parmi les pays candidats à l'entrée dans l'UE", *Le Monde*, 7 mai 2001.
- Agence Europe*, Bulletin, No 5568, 16 et 17 septembre 1991.
- Budapest Business Journal*, "EU uncertainty", 14-20 décembre 1998.
- , "The face behind EU accession", 14-20 décembre 1998.
- The Budapest Sun*, "Accession treaty will be balance of wishes of EU and applicants", 17 décembre-6 janvier 1999.
- , "Presidential nominee emerges", 11 mai 2000.
- Financial Times*, "Brussels hopes to expand EU by 2004", 9 novembre 2000.
- , "Europe's goal", 9 novembre 2000.
- Magyar Hírlap*, "Csökkenő lelkesedés" [L'enthousiasme est en diminution], 30 octobre 1999.
- , "Fears from immigration and emigration too", 25 octobre 1999.
- , "Növekvő támogatottság, csökkenő bizakodás" [Le soutien augmente, l'enthousiasme diminue], 3 juillet 2000.
- , "Public view on the EU membership", 7 juin 1999.
- , "The skilled young in Budapest are optimistic: they would say «Yes» to EU accession", 23 août 1999.
- , "Students' opinion on the accession of Hungary to the EU", 7 décembre 1999.
- , "Survey on the effect of the EU accession on migration", 25 octobre 1999.
- Le Monde*, "Les attentes de Budapest avant l'adhésion", 7 avril 2001, www.lemonde.fr/rech_art/0,5987,170293,00.html
- NapiMagyarország*, "Decreasing support for EU accession according to Mr. Inotai", 20 novembre 1999.

- , “EU-bővítés 2003-ban ?” [Elargissement de l’UE en 2003 ?], 14 octobre 2000 - www.napimagyarország.hu/news/fullstory.php/aid/647
- Néplap*, “Hol vagy már, Európai Unió ?” [Où es-tu Union européenne ?], 11 janvier 2000.
- , “Szondázták a bővítés fogadtatását” [Sondages à propos des réactions à l’élargissement], 1^{er} octobre 1999.
- Népszabadság*, “A volt keleti blokk csalódott” [L’ancien bloc oriental est déçu], 30 octobre 1999.
- Népszava*, “Csökken az Európai Unióban a tagjelöltek támogatottsága” [Le soutien des membres de l’UE pour les candidats est en diminution], 8 juillet 1999.
- Világgazdaság*, “Positive image still in majority”, 24 septembre 1999.
- , “Magyarország a kedvenc a térségben” [La Hongrie parmi les premiers], 15 juillet 1999.
- , “Népszerűtlen a keleti bővítés” [L’élargissement à l’Est n’est pas populaire], 8 juillet 1999.

Internet

Bases de données

www.warc.iue.it/ - Base de données contenant l’inventaire des archives de la CE

www.euractiv.com/cgi-bin/eurb/cgint.exe?1&1000=1&1001=65&tmpl=index7 - Sources officielles, articles, revues scientifiques et de journaux on line sur l’UE

europa.eu.int/eclas/ - ECLAS (Catalogue de la bibliothèque de la Commission européenne)

europa.eu.int/rapid/cgi/rapcgi.ksh - RAPID (Base de données sur des textes communautaires)

europa.eu.int/scad/ - SCAD (Base de données bibliographique issu du Conseil des Ministres)

heureka.hungary.com/ - Pour trouver des références dans la presse hongroise

www.ifs.tu-darmstadt.de/pg/regorgs/regorgh.htm - The Expansion of Western European Regional Organizations – Base de données et références sur l’élargissement

www.za.uni-koeln.de/index-e.htm - Zentralarchiv für Empirische Sozialforschung (Toutes les données concernant les Eurobaromètres sont à cette adresse)

Sites européens

www.europa.eu.int/comm/agenda2000/index_eNo.htm - Agenda 2000

www.europa.eu.int/comm/dgs/enlargement/index_fr.htm - DG Elargissement

www.europa.eu.int/comm/dg10/epo/polls.html - Analyse de l’opinion publique – Unité de la DG10 Eurobaromètre

www.europarl.eu.int/enlargement - Elargissement de l’EU

www.europa.eu.int/comm/dg1a/enlarge/index.htm - Les relations extérieures de la Commission européenne

Gouvernement hongrois

www.b-m.hu - Ministère de l’Intérieur

www.meh.hu - Site du gouvernement hongrois – Office du Premier ministre – Accès à tous les ministères

www.meh.hu/pharekoord - Office du ministre sans portefeuille en charge de la coordination du programme PHARE pour la Hongrie.

www.mfa.gov.hu - Ministre des Affaires étrangères hongrois

www.parlament.hu - Parlement hongrois

www.parlament.hu/biz/europa/index.htm - Site de l’intégration européenne de l’Assemblée nationale hongroise – Az Országgyűlés Európai integrációs honlapja

Liens en Hongrie

www.bkik.hu - Chambre du commerce et de l’industrie - Budapesti Kereskedelmi és Iparkamara

www.cadmos.carlbro.be - TAIEX (Technical Assistance Information Exchange Office)

www.eudelegationNo.hu - Délégation de la Commission européenne à Budapest

www.eudelegationNo.hu/etk - Centre d’information sur l’UE à Budapest - Európai Tájékoztatási Központ

www.euroinfo.hu/cim.htm - Sites importants pour les contacts entre la Hongrie et l'UE
www.europa.eu.int/comm/tfan/links_eNo.html - Links
www.fidelitas.hu - Links
www.gksoft.com/govt/en/hu.html - Ministères, partis politiques, presse
hudir.hungary.com/ - Accès aux sites des médias hongrois et aux institutions hongroises en général
www.ksh.hu/ - Office central de statistique - Központi Statisztikai Hivatal
www.matav.hu/matav-html/istart_e.html - Annuaire téléphonique
www.mek.iif.hu/ - Librairie électronique hongroise - Magyar Elektronikus Könyvtár
www.mkik.hu/euro - Contacts and News of our EU integration office
www.ogyk.hu/english.htm - Librairie du Parlement hongrois
www.oszk.hu/ - Bibliothèque nationale hongroise - Országos Széchényi Könyvtár

Quotidiens

www.bbj.hu - *Budapest Business Journal*
www.budapestsun.com - *The Budapest Sun*
www.magyarhirlap.hu/ - *Magyarhírlap*
www.magyar nemzet.com/ - *Magyar nemzet*
www.napimagyarorszag.hu/ - *Napimagyarország*
www.nepszabadsag.hu/ - *Népszabadság*

Centres d'information sur l'UE

www.europatanacs.hu/
www.itd.hu

Revue

www.centraleurope.com - Central Europe Online
www.ce-review.org/ - Central Europe Review
www.europeaninternet.com/centraleurope/ - Central Europe Online
www.european-voice.com - European Voice on-line
www.europa.eu.int/en/comm/dg10/infcom/eur_dial/frameet_current.html - European Dialogue Magazine
www.hvg.hu/new/cimlap_eng.htm - Heti Világgazdaság
www.rferl.org - Radio Free Europe Radio Liberty (Articles sur les PECO on-line)
www.vilaggazdasag.hu/ - Világgazdaság
olymp.wu-wieNo.ac.at/erpa/ - European Research Papers Archive - (Revue scientifique on line)

Instituts de sondages

www.ceorg-europe.org/ - Central European Opinion Research Group Foundation
www.gallup.hu/ - Gallup
www.gki.hu/ - GKI : Gazdaságkutató Rt
www.kopdat.hu - Konjunktúra, piackutató és számítástechnikai részvénytársaság
www.mediaNo.hu/ - Median Kft
www.modus.hu/ - Modus
www.szondaipsos.hu/ - Szonda Ipsos
www.tarki.hu - Tarki : Társadalomkutatási Intézet Rt.

Partis politiques hongrois

www.fidesz.hu/ - Alliance des jeunes démocrates
www.fkpp.hu/ - Parti des petits propriétaires indépendants
www.kdnp.hu/ - Parti chrétien démocrate populaire
www.mdf.hu/ - Forum démocratique hongrois
www.miep.hu/ - Parti hongrois de la justice et de la vie
www.mszip.hu/ - Parti socialiste hongrois
www.szdsz.hu/ - Alliance des démocrates libres

Liens académiques

www.ceps.be/index.htm - The Centre for European Policy Studies
www.ceu.hu/ - Central European university
www.cspp.strath.ac.uk/ - Centre for the Study of Public Policy, New Democracies Barometer, University of Strathclyde, Glasgow, Scotland
www.fsz.bme.hu/hungary/c_geographical.html - Sites des Universités hongroises
hudir.hungary.com/Edu/Univ/ - Les sites de toutes les Universités hongroises sont regroupés à cette page
www.iewis.org/ - EastWest Institute
www.mta.hu - Hungarian Academy of Sciences - Magyar Tudományos Akadémia
www.theepc.be/ - The European Policy Centre (Articles on line)
www.univ-paris3.fr/cieh.html - Centre Interuniversitaire d'Etudes Hongroises (CIEH), Université de la Sorbonne Nouvelle (Paris III)
wiiwsv.wsr.ac.at/Countdown/searchpubl.taf?function=form - The Vienna Institute for International Economics Studies (Base de données et références sur l'élargissement)

Documents

Agenda 2000 – Commission Opinion on Hungary's Application for Membership of the European Union,
www.kum.hu/dok/www/a.htm ; www.mfa.gov.hu/dok/www/AGENDA.HTM
 —, *(Le) défi de l'élargissement*, www.europa.eu.int/scadplus/leg/fr/lvb/160020.htm
 —, *Négociations*, www.europa.eu.int/comm/enlargement/negotiations/index.htm
 —, *Renforcer l'Union et préparer l'élargissement*, www.europa.eu.int/comm/agenda2000/index_fr.htm
Attitudes to NATO membership, février 2000, www.ceorg-europe.org/research/2000_02.html
(The) Commission's first Regular Report to the Council assessing the progress of the 12 candidate countries towards EU membership, 4 novembre 1998,
www.europa.eu.int/comm/dg1a/enlarge/report_11_98_en/index.htm
(The) Commission's Opinion on Hungary's Application for Membership of the European Union, 15 juillet 1997, www.europa.eu.int/comm/enlargement/hungary/op_07_97/index.htm
(The) Commission's Opinion on the Central and Eastern European candidate countries' applications for EU membership,
www.europa.eu.int/comm/dg1a/enlarge/agenda2000_en/opinions/opinions.htm
Déclarations de presse et publications du porte-parole du Ministère des Affaires étrangères depuis 1994 à aujourd'hui, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/publ.htm
Déclaration du ministre des Affaires étrangères hongrois, László Kovács, à l'occasion de l'ouverture des négociations d'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne, faite à Bruxelles, 31 mars 1998,
www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm,
www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2.pdf
Déclaration du ministre des Affaires étrangères, László Kovács, à l'occasion d'une conférence de presse organisée à Budapest, au sujet du rapport officiel de la Commission européenne sur la Hongrie, 16 juillet 1997, www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2.pdf ;
www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm
Discours du ministre des Affaires étrangères en 2000,
www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/Martonyi/content.html
Discours du ministre des Affaires étrangères en 1998 et 1999,
www.mfa.gov.hu/Szovivoi/Korabbi/1999/Martonyi_beszed/content.html
Discours du Premier ministre hongrois, Gyula Horn, lors de la Conférence intergouvernementale à Amsterdam, 27 juin 1997, www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2.pdf ;
www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm
Discours du Secrétaire d'Etat Zsolt Németh en 1999 et 2000,
www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/Nemeth/content2000.html ;
www.mfa.gov.hu/Szovivoi/Korabbi/1999/NZSbeszed/content.html
Enlargement, Hungary Team, www.europa.eu.int/comm/enlargement/contacts/hungary_eNo.htm

- , *Key Documents*, www.europa.eu.int/comm/enlargement/docs/index.htm
- , *Negotiations*, www.europa.eu.int/comm/enlargement/negotiations/index.htm
- , *Relations with Hungary*, www.europa.eu.int/comm/enlargement/hungary/index.htm
- Europe is still scarred by the Cold War*, Speech delivered by Viktor Orbán at a conference of European banks held in Frankfurt, 8 décembre 2000, www.mfa.gov.hu/euint/index_quot.html
- Foreign Minister János Martonyi's Speeches and other Statements in 1998 and 1999*, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/Korabbi/1999/Martonyi_beszed/content.html
- Foreign Minister János Martonyi's Speeches and other Statements in the year 2000*, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/Martonyi/content.html
- (The) Historical Churches in Hungary*, www.mfa.gov.hu/sajtoanyag/Tort_egyhaze.html
- (La) Hongrie et l'Union européenne*, www.mfa.gov.hu/Alaplap.htm
- Hungary's accession to the European Union – Political debate in the Parliament*, www.parlament.hu/biz/europa/a_vitanap.htm
- Hungary: EU Accession*, 9 novembre 2000, www.euractiv.com/cgi-bin/eurb/cgint.exe/140294-483?714&1015=9&1014=hun_eu
- Hungary needs secure East borders before EU entry*, 27 avril 2001, www.europeaninternet.com/hungary/news.php3?id=389789
- Hungary: State of enlargement negotiations*, 9 mars 2000, www.euractiv.com/cgi-bin/eurb/c.../140294-483?714&1015=3&1014=negomonitor
- Joint Statement of the Parties represented in the National Assembly of the Republic of Hungary and of the Government on the current issues of the accession process*, 11 septembre 2000, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/09/spok0911.htm ; www.europa.eu.int/comm/enlargement/docs/joint_hungary.HTM
- Közvélemény-felkészítési program (Le programme de préparation de l'opinion publique)*, www.mfa.gov.hu/euanyag/szi/eu/felkalap.htm ; www.kum.hu/euanyag/szi/eu/közvéleményfelk.htm
- Lambaduru: Lack of public support a danger for enlargement*, www.euractiv.com/cgi-bin/eurb/cgint.../140294-483?1100=1&204&OIDN=150144
- Listing of the press releases related to the accession process, the candidate and the non-candidate countries*, www.europa.eu.int/comm/enlargement/docs/news.htm
- Meeting of the Ministers of Foreign Affairs of Cyprus, the Czech Republic, Estonia, Hungary, Poland and Slovenia – Joint Statement*, 15 novembre 2000, www.mfa.gov.hu/euanyag/1115JTlux6.htm
- Negotiating positions of the Government of the Republic of Hungary*, www.mfa.gov.hu/euanyag/SZI/Allaspont/positionpapers.htm
- Opening statement by Foreign Minister János Martonyi at the press conference following the third meeting of the Foreign Ministers of the "Luxembourg Six" countries, 15 novembre 2000*, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/Martonyi/1115lux6sajta.htm
- Political State Secretary Zsolt Németh's Speeches and other Statements in 1999*, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/Korabbi/1999/NZSbeszed/content.html
- Political State Secretary Zsolt Németh's Speeches and other Statements in the year 2000*, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/2000/Nemeth/content2000.html
- Présentation par le ministre des Affaires étrangères hongrois, László Kovács, des réalisations de la Hongrie dans le domaine de la politique étrangère en 1997, ainsi que ses objectifs et devoirs pour 1998, à l'occasion d'une conférence de presse tenue à Budapest, 7 janvier 1998*, www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2.pdf ; www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm
- Press Conference of the Spokesman of the Ministry of the Republic of Hungary*, 7 octobre 1998, www.mfa.gov.hu/1998/10/spok1007.htm ; www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm
- Public opinion in candidate countries somewhat pro-enlargement*, 17 octobre 2000, www.euractiv.com/cgi-bin/eurb/cgint.../140253-130?714&1015=7&1014=en001017 ; www.ceorg-europe.org/news20001017.html
- Publications of the Ministry of Foreign Affairs*, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/1999a.htm
- Relations between Hungary and the European Union – A Short History*, www.mfa.gov.hu/sajtoanyag/sajto51.htm

- Reports on Progress towards Accession by each of the Candidate Countries*,
www.kum.hu/euanyag/ComPap.html
- Reports on the agricultural situation of the Central and Eastern European candidate countries*,
www.europa.eu.int/comm/dg06/new/peco/index_eNo.htm
- Seventh Meeting of the Association Council between the European Union and Hungary*, 19 septembre 2000, www.europa.eu.int/rapid/start/cgi/guestNo ksh?p_actionNo gettxt=gt&.../32810IRAPID&1g=E
- Six million immigrants after enlargement?*, 23 avril 2001, www.euractiv.com/cgi-bin/urb/cgint.../140294-483?1100=1&204&OIDN=150156
- Special rights for Hungarian minorities abroad*, 19 avril 2001, www.euractiv.com/cgi-bin/urb/cgint.../140294-483?1100=1&204&OIDN=150155
- Speeches given by Commissions' representatives related to the enlargement process*,
www.europa.eu.int/comm/enlargement/speeches/index.htm
- (The) Spokesman of the Ministry of the Republic of Hungary delivered a press conference*, 7 octobre 1998, www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/pdf/vol2upd1.pdf ;
www.mfa.gov.hu/1998/10/spok1007.htm ; www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm
- Statements and Publications by the Spokesman's Office*, www.mfa.gov.hu/Szovivoi/publ.htm
- Support for enlargement falling*, 25 avril 2001, www.euractiv.com/cgi-bin/urb/cgint.../140253-130?1100=1&204&OIDN=150157
- Verheugen: Hungary will be EU member in 2004*, 5 avril 2001, www.euractiv.com/cgi-bin/urb/cgint.../140294-483?1100=1&204&OIDN=150150
- Viktor Orbán's Speech on the Congress "Europe 2000: a Union for the Citizens. A Union with Global Responsibilities"*, 6 juin 1999, www.meh.hu/Kormany/Kormanyfo/1999/06/990606eNo.htm ;
www.europarl.eu.int/enlargement/applicants/m.htm

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer
en juin 2002 sur les presses
de l'Atelier d'impression de l'Université de Genève